

# F-INFORMATION: 40 ANS AUX CÔTÉS DES FEMMES



# F-INFORMATION: 40 ANS AUX CÔTÉS DES FEMMES

MÉLANIE BLANC-JOUEAUX





Le 23 mars 1981, naissait à Genève le Centre F-information, avec l'objectif d'offrir un lieu d'informations et de rencontres par, pour et avec les femmes. Dès le début, l'idée de ses fondatrices était claire: il s'agissait de simplifier la vie des femmes, de la rendre plus humaine, plus satisfaisante. Dès les prémices, la Ville de Genève, convaincue par la nécessité de ce projet, a été aux côtés de l'association et a soutenu ses actions en faveur d'une société plus égalitaire.

40 ans plus tard, la force de l'engagement de F-information n'a pas pris une ride. Depuis sa création, l'association n'a de cesse, avec une constance qui fait sa force, d'écouter, d'accompagner et d'orienter les femmes à Genève, tout en faisant évoluer ses prestations pour tenir compte des besoins et des transformations socioéconomiques, en plaçant toujours au cœur de son action l'enjeu central de leur autonomie. Depuis 40 ans, F-information s'attache ainsi, au quotidien, à promouvoir des valeurs d'égalité, de respect, d'ouverture et d'engagement, et participe concrètement à la construction d'une ville plus solidaire. En parallèle, au fil des ans, l'association est devenue une actrice incontournable du Réseau Femmes et l'un des moteurs de l'action collective féministe genevoise.

Cette publication, basée sur des archives riches, uniques et inédites, offre un éclairage passionnant sur cette histoire, sur notre histoire. Car ces 40 années d'activité sont imbriquées dans l'histoire locale, notamment celles des luttes pour l'égalité entre femmes et hommes et pour la reconnaissance des expériences spécifiques vécues par les femmes. Au fil des pages, apparaissent ainsi l'ancrage des combats d'aujourd'hui dans ceux d'hier, le chemin parcouru et celui qu'il reste à parcourir pour garantir une égalité de fait dans notre ville – et dans notre pays.

Pour F-information, les défis restent aujourd'hui nombreux. Il s'agit bien sûr pour l'association de continuer, comme elle l'a toujours fait, à s'adapter aux évolutions sociétales, en particulier à l'imbrication des problématiques sociales et de lutte contre les discriminations. De faire face aussi à la complexité des enjeux actuels, particulièrement dans un contexte de crise sanitaire dont on sait qu'il a profondément creusé les inégalités existantes.

Je ne doute pas que F-information sera à la hauteur de ces enjeux. Depuis 1981, elle a en effet prouvé que l'écoute, le partage, la bienveillance et l'intelligence collective sont des valeurs-clés sur le chemin vers une société plus juste et plus égalitaire. Elle peut par ailleurs compter avec une équipe accessible, disponible et dynamique, qui se distingue par son sens du service et son engagement à toute épreuve.

Je tiens donc à adresser un grand bravo et mille mercis à F-information, ainsi qu'à celles et ceux qui ont marqué son histoire et continuent à la faire vivre. Je leur souhaite tout le meilleur pour la suite.

Alfonso Gomez,  
Conseiller administratif  
*en charge des questions  
d'égalité et de diversité*

## PRÉCISIONS CONCERNANT L'ÉCRITURE

L'ouvrage que vous allez lire a pour unique objet de raconter une histoire, aussi la graphie retenue ainsi que le choix des mots ont été ceux adoptés (à l'oral ou à l'écrit) par les membres de l'équipe qui ont créé F-information et y ont travaillé tout au long de ces quatre décennies. C'est pourquoi vous observerez des variations au fil du temps. Par exemple, le mot «information» dans le nom de l'association a longtemps été orthographié avec un «i» majuscule; c'est depuis 2017 qu'on emploie systématiquement la minuscule.

En ce qui concerne les sources sur lesquelles s'appuie ce travail, elles sont principalement écrites et tirées des archives du riche fonds conservé à F-information. Ces dernières ont fait l'objet d'un travail remarquable – inventaire, conditionnement – réalisé en 2019 et 2020 par deux archivistes (voir les remerciements en fin d'ouvrage) afin de garantir leur conservation sur le long terme. Les sources orales sont pour l'essentiel des entretiens menés en 2020 avec quelques personnes-clés; certaines manquent à l'appel, mais d'autres entretiens pourront encore être menés et versés au fonds. Les notes sont de la rédactrice de cet ouvrage, qui assume la pleine responsabilité de toute erreur éventuelle.



## INTRODUCTION

Depuis quarante ans, F-information remplit des missions de conseil, d'orientation et d'information à destination des femmes, qu'elle soutient de bien des manières afin de favoriser leur autonomie. Partie prenante de la vie du canton, elle a toujours cherché à faire progresser l'égalité, tant par ses prestations qu'à travers des actions collectives. Son engagement aux côtés des femmes, quelles qu'en soient les formes, est demeuré constant.

Dans les pages qui suivent, nous vous proposons de découvrir l'histoire de cette association. Nous espérons que vous y trouverez de quoi alimenter votre réflexion et vos propres engagements.

## QUELQUES MOTS À PROPOS DU CONTEXTE HISTORIQUE

La création de F-information s'inscrit dans cette période appelée le féminisme de la deuxième vague, qui a enflé à partir de la fin des années 1960. Comme l'a écrit Charo Alonso (avec la collaboration de Dominique von Burg) dans *Genève, le 10 janvier 1977...*, publié pour les 40 ans de l'association AVVEC<sup>1</sup> en 2017: «*Comme ailleurs, le mouvement féministe suisse renaît dans les années 1970 à partir des mobilisations de la gauche étudiante de 1968 pour remettre fondamentalement en question le rôle que la société attribue à la femme.*»

Les fondatrices de F-information appartiennent à des générations différentes, leurs trajectoires de vie ne sont pas comparables et la plupart d'entre elles n'ont sans doute pas participé aux mouvements étudiants de 1968, pourtant cette profonde remise en question a joué un rôle déterminant dans leur démarche.

Si vous vous intéressez plus particulièrement à cette époque de l'histoire des femmes, nous vous invitons à venir emprunter ou consulter des ouvrages à la bibliothèque Filigrane, spécialisée «Femmes, féminismes, genre, égalité».

<sup>1</sup> L'association Aide aux Victimes de Violence en Couple (AVVEC) a été créée en 1977 à Genève et s'est d'abord appelée Solidarité Femmes en détresse, puis Solidarité Femmes.

# LES DÉBUTS DE F-INFORMATION: CRÉATION ET PREMIÈRES ANNÉES (1979–1985)



# DE LA BROCHURE D'INFORMATION «F» À L'IDÉE D'UN CENTRE POUR LES FEMMES

## LA CONCEPTION DE «F»

En 1979, Geneviève Reday – une Française de 32 ans née à Genève – travaille en tant que sociologue au Centre de recherche, de documentation et d'information sociale (CREDIS) à l'Hospice général. Ce service organise des animations, des conférences et publie des brochures d'information principalement destinées aux travailleuses sociales et travailleurs sociaux, mais aussi à l'usage de certains publics, comme les personnes âgées ou les jeunes. Il n'existe toutefois pas de publication destinée aux femmes. Pour Geneviève Reday, il y a là un manque évident. Du fait de son parcours personnel et professionnel, elle a constaté à quel point les femmes manquaient d'informations les concernant. Elle se lance alors dans la conception de cette brochure et s'appuie sur des collègues pour rédiger la première édition.

L'Hospice général sort donc la 1<sup>ère</sup> brochure d'information «F» en 1979; celle-ci rencontre un tel succès qu'une 2<sup>ème</sup> édition voit rapidement le jour quelques mois plus tard, en mai 1980. Pour cette nouvelle mouture, Geneviève fait aussi appel à des contributrices extérieures. La diversité affichée de leurs profils fait écho à celle des professionnelles de la future association; il est en effet indiqué que ce répertoire «a été conçu et réalisé par un groupe de femmes

dont l'orientation, le milieu de travail et les intérêts personnels sont très différents, soit: deux assistantes sociales des centres de quartier – Hospice Général; une psychologue du CIFERN (Centre d'information et de régulation des naissances); une juriste du CSP (Centre Social Protestant); deux animatrices d'ORPER (ORIENTATION PERsonnelle); une syndicaliste FTMH, CGAS (Communauté genevoise d'action syndicale); une animatrice indépendante; une graphiste indépendante; trois collaboratrices du CREDIS (une sociologue, une rédactrice, une secrétaire sociale).»

La brochure recense plus de 250 adresses d'organismes très divers (services sociaux publics et privés, associations à but non lucratif, délivrant des prestations payantes ou gratuites, etc.) classés par rubriques, selon l'ordre alphabétique: Aide sociale et financière; Conseils juridiques; Couples et parents; Culture, loisirs, sports, vacances; Développement personnel; Emploi; Enfants et adolescents; Entraide concrète et morale; Formation et réinsertion professionnelle; Groupes et lieux de rencontre; Logement; Santé; Scolarité; Vie pratique; Organismes de recherche, de défense et de liaison. Elle propose ainsi un large panorama de ce qui existe à Genève.



## «C'EST UN LIEU QU'IL FAUT, POUR ET AVEC LES FEMMES!»

Toutefois, dès la parution de «F», Geneviève Reday ressent le besoin d'aller plus loin. Elle y est d'ailleurs incitée par un de ses collègues, Bernard Gruson – futur directeur général des Hôpitaux universitaires de Genève –, qui a créé Infor Jeunes (aujourd'hui Point Jeunes). Dans le même temps, des femmes mères de famille déjà très engagées dans leurs quartiers respectifs – Marcelline Amar à Meyrin et Micheline Burkardt à la Servette – sont arrivées à une conclusion identique. Cette conviction est partagée par une assistante sociale de l'Hospice, Simone Farquet, qui les présente à Bernard Gruson. Mises en contact par ce dernier, Geneviève, Marcelline et Micheline constituent alors un groupe de réflexion que rejoignent bientôt Aimée Stern, assistante sociale et animatrice, et Anne Lacroix, psychologue et animatrice de groupe ORPER.

Comme le souligne Geneviève Reday dans son document rédigé à l'occasion des 15 ans de F-information, en 1996 : *«Je me souviens de notre célébration<sup>2</sup> et de notre question communes : une brochure, c'est bien, mais ce n'est pas suffisant, c'est un lieu qu'il faut, pour et avec les femmes ! Nous connaissions les groupes et les lieux spécifiques pour les femmes genevoises, mais devenions conscientes qu'il manquait un lieu d'information et de rencontres, un lieu de premier contact.»*

<sup>2</sup> À la parution de la 2<sup>ème</sup> brochure en mai 1980.

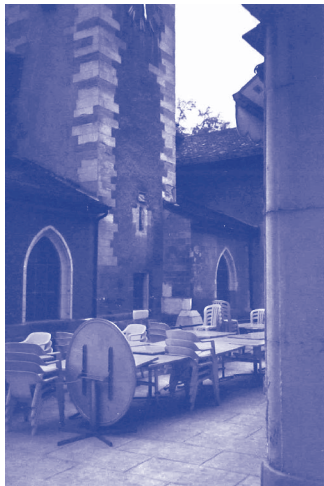
En lisant l'introduction de la brochure intitulée «Pourquoi F-INFORMATION?», on comprend que ce besoin de ne pas en rester là se soit rapidement fait sentir. Elle indique en effet les orientations de la future association. Voici ce qu'on peut lire :

«Pour répondre aux nombreuses et diverses demandes d'information des femmes, – Confrontées à beaucoup de responsabilités quotidiennes : famille, travail, santé, maison... – À la recherche de lieux où elles puissent se sentir bien, s'exprimer, apprendre, échanger... – Conscientes qu'elles ont tout intérêt à mettre davantage en commun leurs idées, leurs difficultés, leur recherche personnelle... – Comment mieux se connaître et s'insérer socialement? – À qui s'adresser pour reprendre un travail, pour remplir une feuille d'impôt? – Où obtenir une information, un conseil juridique, pédagogique, social, personnel? – Comment participer à un mouvement, correspondant aux affinités de chacune, pour faire évoluer la condition féminine? Il existe à GENÈVE un grand nombre d'organismes, de mouvements, groupes... Cependant, la plupart des femmes les connaissent insuffisamment ou n'en font la découverte que lors d'un problème.»

Genève apparaît en lettres capitales, et plus loin le canton de Genève est souligné, marquant bien l'ancrage dans ce territoire ; il s'agit de faire connaître avant tout quelles sont les ressources genevoises existantes. La publication cherche aussi à couvrir le plus de domaines possibles, sans prétendre à l'exhaustivité pour autant : *«(...) nous avons retenu ceux qui sont les plus susceptibles de jouer, une fois ou l'autre, un rôle important dans cette quête des femmes, et qui peuvent rendre la vie plus simple, plus humaine, plus satisfaisante.»* Cela étant, même si la brochure s'adresse d'abord aux femmes, il est bien précisé qu'elle est accessible à tout le monde : *«Nous sommes cependant convaincues que cette publication peut être utile à tous. Son titre ne veut exclure aucun lecteur potentiel!»*. Cette position sera aussi celle de l'association.

À partir du printemps 1980, les cinq femmes se réunissent régulièrement chez Geneviève Reday à Carouge afin de préparer la création de ce lieu, qu'elles nomment provisoirement Centre cogéré de rencontres et d'informations féminines. Elles en projettent l'ouverture à l'automne 1980 avec une installation dans des locaux situés au 1 rue des Barrières, en Ville de Genève, où se trouvent déjà la librairie Femmes l'Inédite et le Centre d'orientation, de réinsertion professionnelle et de rencontre pour les femmes (CORREF). Cette proximité a beaucoup de sens pour les fondatrices, comme le rappelle Geneviève Reday: «*Nous avons choisi nos locaux (2<sup>ème</sup> étage de la Taverne de la Madeleine) dans l'idée de faire de cette maison un centre pour les femmes puisque la librairie l'Inédite et le Centre Retravailler CORREF y existaient déjà avec succès*<sup>3</sup>.»

<sup>3</sup> Cf. document rédigé en août 1996 par Geneviève Reday pour les 15 ans de F-information.



2

Au cours de cette période d'intense réflexion, les membres du groupe se renseignent activement sur ce qui se fait dans les autres cantons et en France voisine pour s'en inspirer. À cette occasion, elles visitent la Maison de la Femme à Lausanne, où se trouve le Bureau d'information féminine (BIF), et le Centre d'information féminin de Grenoble. Dans un entretien donné le 3 mars 2020, Geneviève Reday dit à propos de cette dernière visite: «*On a été à Grenoble voir un centre qui était un peu comme Retravailler<sup>4</sup>, mais on a vu que ce n'était pas vraiment ce qu'on voulait faire, on avait une autre sensibilité, c'était très juridique et tourné vers le travail, à la française, tandis que nous on voyait que les femmes avaient d'autres besoins, de se rencontrer, de s'émanciper, de trouver leur propre voie.*»

<sup>4</sup> Autre nom de CORREF.

LA VOCATION GÉNÉRALISTE DU CENTRE EST MISE EN AVANT DÈS SA CONCEPTION, les documents de présentation rédigés en 1980 vont dans ce sens et visent à montrer que la création de l'association vient combler un manque et répond à un besoin important des femmes, et ce dans un contexte de profonde mutation de la société, et notamment des «statuts et rôles féminins»,

ainsi qu'il est indiqué dans une demande de subvention adressée à l'Association Suisse des Assistants Sociaux (A.S.A.S.) le 29 avril 1980.

Il faudrait donc «à Genève: – un centre regroupant les informations concernant les femmes dans tous les domaines – un lieu de rencontres où toute femme aurait l'occasion de se prendre en charge dans son cheminement individuel et collectif (s'aider soi-même avec d'autres).»

## LES PRINCIPALES MISSIONS DU CENTRE SERAIENT:

«1. Accueillir et informer les femmes et toute personne. Leur permettre de trouver les moyens d'une meilleure prise en charge personnelle, de se rencontrer et de s'organiser.

Ne pas faire de démarche ou d'intervention pour la personne mais l'amener individuellement ou en groupe – par l'information et l'apprentissage adaptés à sa situation – à une meilleure prise de confiance en soi et une autogestion de son projet. Permettre également de s'orienter de manière adéquate vers les institutions, associations, groupes existants...

2. Organiser et animer des groupes d'échanges, de réflexion, de formation personnelle – groupes ORPER (orientation personnelle) créés par l'Alliance des sociétés féminines suisses qui sont partie prenante du projet (cf. équipe) – et d'autres groupes...

3. Être un lieu de rencontres pour des groupes divers.  
Susciter la formation de groupes (entraide, réflexion, échanges...).

Être un centre qui regroupe les informations et la documentation et les diffuse auprès de services, organismes, groupes et personnes intéressées.»

On trouve ensuite une énumération non limitative des domaines concernés, qui reprend d'une façon un peu différente les thèmes de la brochure :

«– Statut de la femme et évolution de la condition féminine – juridique (droits de la femme, de la famille, du travail, protection au travail...) – couple, enfants, organisation de la vie familiale – travail (possibilités de formation, d'insertion ou de réinsertion) – temps libre: réflexion, culture, engagement, entraide... – santé et assurances – prévention, projets alternatifs (vie personnelle, rôles sociaux...) – vie pratique – ...»

POUR LES FONDATRICES, LA COGESTION EST AU CŒUR DU PROJET et ne se limite pas à la future équipe d'informatrices; elle implique une participation de l'usagère (er). Nous verrons plus loin le premier bilan qui en a été tiré au bout de quelques années.

En ce printemps 1980, il est prévu que l'équipe se compose pour commencer de 4 personnes sur les 5 mentionnées plus haut. Geneviève Reday-Mulvey serait détachée par l'Hospice général, Anne Lacroix, qui animerait les groupes ORPER, serait rémunérée par cette activité, et des subventions et les cotisations des membres financeraient le salaire d'Aimée Stern et l'indemnisation de Micheline Burkardt. Toutefois, ce n'est pas ainsi que les choses vont se passer au début, faute de financements suffisants. Par ailleurs, à l'automne 1980, le groupe de travail compte déjà deux membres de plus: Elisabeth Ortega, alors membre active de Pour un mouvement des femmes, et Marianne Frischknecht, juriste au service du personnel de l'État, qui sera la première déléguée du Bureau de l'Égalité (actuel BPEV) lors de sa création en novembre 1987 à Genève. Deux noms supplémentaires apparaissent dans la liste des membres du comité proposés à l'assemblée générale: celui de Maya Guidi, graphiste qui prendra en charge l'aspect visuel de la communication, et Marinette Payot, animatrice et formatrice d'adultes, qui deviendra informatrice au centre.



# LA NAISSANCE DU CENTRE F-INFORMATION

## L'ASSEMBLÉE CONSTITUTIVE

La création du Centre F-information, association à but non lucratif, a lieu le 23 mars 1981, quelques mois avant l'inscription dans la Constitution fédérale du principe de l'égalité de droit entre femmes et hommes, le 14 juin 1981. Il se trouve que Jacqueline Berenstein-Wavre (1921-2021), à l'origine avec son mari Alexandre Berenstein (1909-2000) de l'initiative fédérale qui a mené à l'adoption de cet article, fait partie des personnes présentes à l'assemblée constitutive. Première femme à présider le Conseil municipal de la Ville de Genève en 1968-1969, elle est alors députée au Grand Conseil du canton de Genève et soutient avec conviction le projet de la future association.

À l'occasion de cette assemblée, les principaux objectifs sont rappelés; ils pourraient se résumer par trois verbes toujours mis en avant à ce jour: accueillir, écouter, orienter. Les fondatrices mettent l'accent sur le fait que *«le Centre doit être une plaque tournante dont le but est de faciliter l'accueil et l'écoute des besoins réels des femmes de tous les milieux sociaux. Il ne veut se substituer à aucun groupe existant, son rôle étant essentiellement la diffusion de l'information, le mot relais conviendrait parfaitement à son activité»*<sup>5</sup>.

<sup>5</sup> Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale du 23 mars 1981.

À plusieurs reprises, et notamment parce qu'elles sont interpellées sur son utilité et sur l'opportunité de solliciter des subventions publiques pour contribuer à son fonctionnement s'il n'est pas question d'y faire un travail social, les fondatrices soulignent le rôle *préventif* qu'il sera amené à jouer. Jacqueline Berenstein appuie cette position en affirmant que la plupart des femmes susceptibles de fréquenter le centre viendront y chercher des informations qu'elles ne trouvent pas ailleurs, et qu'en outre beaucoup à Genève ne relèvent pas de l'aide sociale et n'iront par conséquent jamais solliciter les services sociaux. Elle insiste aussi sur la solidarité féminine qui existe déjà et devrait être développée<sup>6</sup>.

<sup>6</sup> Cf. les notes manuscrites ayant servi à établir le PV de l'assemblée générale.



## LES STATUTS

Les statuts exposent non seulement les objectifs de l'association, mais aussi le mode de fonctionnement choisi, à savoir la cogestion. La volonté est d'instaurer une cogestion à deux niveaux: tout d'abord, au niveau de l'équipe des permanentes qui se réunissent chaque semaine en comité restreint, puis sous forme de comité élargi aux personnes membres de l'association. D'importants pouvoirs sont d'ailleurs accordés à l'assemblée générale, tant «*au niveau de l'orientation générale du Centre qu'à celui de son fonctionnement pratique. Marianne Frischknecht propose de surcroît d'ouvrir les séances de travail du comité aux membres intéressés et qui le demandent.*»<sup>7</sup>

<sup>7</sup> Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale du 23 mars 1981.

C'est cet aspect élargi de la cogestion qui sera supprimé des statuts en 2004; cela étant, malgré les changements dans l'organisation du travail et dans la répartition des responsabilités, F-information demeure une organisation peu hiérarchisée.



VOICI UN EXTRAIT DES STATUTS<sup>8</sup>:

<sup>8</sup> Ils sont reproduits en intégralité dans les annexes.

### CONSTITUTION Article 1<sup>er</sup>

Sous la dénomination de centre F-information, un centre cogéré d'informations et de rencontres des femmes a été constitué conformément aux présents statuts et aux articles 60 et suivantes du code civil suisse, sous la forme d'une association sans but lucratif dont le siège est à Genève.

### BUT Article 2

Le centre a pour but de permettre aux usagères (ers) de trouver les informations concernant les femmes, de se prendre en charge, de se rencontrer et de s'organiser.

À cette fin le centre: – regroupe toute la documentation concernant les femmes dans tous les domaines afin de répondre à leur demande spécifique ou de les orienter correctement vers les possibilités existantes, – développe l'accueil et l'écoute visant à faciliter l'expression des besoins éprouvés par les femmes, – crée un lieu de rencontres pour des groupes, des associations diverses ayant trait à la condition des femmes, – organise et anime des groupes d'échange et de réflexion.

## ORGANISATION ET FINANCES

Le côté professionnel et pluridisciplinaire des intervenantes est mis en avant dès le départ, même s'il est annoncé qu'elles seront bénévoles dans un premier temps, avant de se répartir un éventuel salaire. Au moment de sa création, il est prévu que le centre ouvre 42 heures par semaine ; l'équivalent d'un salaire temps plein est ainsi inscrit dans le budget à partir du mois de mai. En 1981, le budget prévisionnel s'élève à 43'000 francs. Côté rentrées, l'équipe table sur les cotisations des usagères (ers) à hauteur de 5'000 francs (200 adhésions individuelles à 25 francs), les cotisations des groupements pour 2'500 francs (50 adhésions collectives à 50 francs), des dons privés et des subventions publiques non chiffrées.

En réalité, les comptes seront déficitaires pour le premier exercice ; celui-ci ne correspond pas à une année complète (moins de huit mois d'ouverture) puisque le centre n'a ouvert que fin avril et a fermé ou est passé en activité réduite pendant l'été. En termes de produits, on relève un peu moins de 5'000 francs de cotisations, ce qui correspond malgré tout à plus de 160 adhésions individuelles et une quinzaine de groupements. La somme rapportée par le premier groupe ORPER permet toutefois d'indemniser les animatrices, sachant que de leur côté, la trésorière et les informatrices assurant les permanences touchent une indemnité horaire de 15 francs à partir de septembre 1981.

Les membres du comité proposés à l'AG sont les neuf personnes déjà citées qui portent le projet à des degrés divers, ainsi que Martine Willy-Barrot, inspectrice du travail. Un comité de soutien comptant une majorité de femmes qui viennent « *de tous les horizons politiques ou institutionnels*<sup>9</sup> » est également créé.

<sup>9</sup> Cf. article de Viviane Epiney paru dans la *Tribune de Genève* des 27 et 28 juin 1981.

## LES PREMIÈRES ANNÉES DE L'ASSOCIATION

L'INAUGURATION DU CENTRE F-INFORMATION A LIEU LE 28 AVRIL 1981.

<sup>10</sup> Cf. cahier intitulé *Journal* classé dans les cahiers d'accueil. Dans le 1<sup>er</sup> cahier d'accueil<sup>10</sup>, il est inscrit : « *Petite fête sympa avec une conférence de presse pour commencer et des boissons avec amusement pour recevoir les amies et amis.* »

LONGTEMPS, LA DEVISE DE L'ASSOCIATION SERA « UNE FEMME INFORMÉE EN VAUT DEUX », soulignant l'idée que l'accès à l'information favorise l'autonomie et permet aux femmes de gagner ou de retrouver leur capacité d'agir.

Sans prétendre à l'exhaustivité, nous allons retracer ici les premières années à travers des activités et des actions représentatives, en nous penchant également sur quelques chiffres allant de la fréquentation du centre aux moyens financiers qui lui ont permis de subsister et de se développer.



## LES PERMANENCES

Le lendemain, mardi 29 avril, le centre ouvre au public. La première visite<sup>11</sup> est celle d'une jeune femme de 21 ans: elle vient d'arriver de Lucerne pour commencer son apprentissage et cherche un moyen de rencontrer des gens pour ne pas rester seule.

Dès le début, les demandes adressées au centre sont très variées, ce qui correspond au projet des fondatrices. Les premières années, elles se répartissent à parts à peu près égales entre appels téléphoniques et visites sur place, atteignant plus de 1'500 au total en 1984. Les informatrices remplissent leur mission d'accueil, d'information et d'écoute, même s'il n'est pas toujours simple de recevoir plusieurs personnes à la fois dans ces locaux peu spacieux.

Dans le premier rapport annuel, qui couvre la période du 28 avril 1981 à fin avril 1982, une citation de Corinne Chaponnière extraite d'un article paru dans *Femmes Suisses* est mise en exergue: *«Depuis un an, il est un lieu à Genève où les femmes peuvent trouver une réponse – quelle que soit leur demande: pour rompre la solitude, pour dominer une situation, pour résoudre un problème pratique ou pour "faire le point". Tous ces besoins existent: preuve que le Centre F-information a lui aussi besoin d'exister.»*

Les permanences sont alors assurées les après-midis du mardi au samedi, soit vingt heures hebdomadaires. Avec l'augmentation de la fréquentation du centre, elles seront progressivement doublées (c'est-à-dire assurées par deux informatrices au lieu d'une) sur certaines demi-journées, et les horaires seront parfois étendus (ouverture le mercredi matin par exemple).

On découvre l'association soit par le biais des médias (surtout la presse écrite et la radio), soit grâce au bouche-à-oreille. Qui fréquente le centre? Des femmes principalement (mais aussi quelques hommes), de tous âges et tous milieux – même si, selon les permanentes, la plupart sont souvent issues de la classe moyenne –, avec une majorité de personnes de nationalité suisse (entre 60 et 75% suivant les années), 20 à 25% venues d'Europe, et environ 10% d'origine extra-européenne.

En termes d'âge, les 20 à 30 ans constituent plus du tiers des fréquentations en 1984 (un quart en 1985) et les 31 à 40 ans le quart en moyenne. Le pourcentage des 41 à 50 ans fluctue suivant les années (entre 15 et 30%; leur part tend à augmenter), tout comme celui des plus de 51 ans (entre 12 et 22%).

Côté état-civil, les personnes mariées ou en couple représentent entre 36 et 51% des demandes, sachant que certaines entament ou ont déjà engagé une démarche de séparation ou de divorce. Enfin, plus de la moitié (jusqu'aux deux tiers certaines années) exerce une activité rémunérée, à temps plein ou partiel.

Dans les rapports annuels, l'équipe souligne la place prédominante qu'occupent ces demandes individuelles dans l'activité du centre, et le besoin d'écoute et de dialogue de femmes qui restent parfois plus d'une heure sur place.

<sup>11</sup> La première qui figure dans le cahier en tout cas, puisque dans une interview accordée par l'équipe à Renée Thélín et publiée dans le magazine *Femina* en février 1982, on apprend que le premier entretien (téléphonique? Ça n'est pas précisé) a eu lieu avec un homme en quête d'une épouse! Les membres de l'équipe avaient cru à une blague de journaliste, or il semble que la demande était sérieuse, sans doute en raison d'une interprétation erronée du nom de l'association.

Les demandes dites d'orientation personnelle sont souvent les plus nombreuses à cette période, suivies ou devancées par des questions d'ordre juridique et professionnel en fonction des années.

Côté juridique, tout ce qui touche au droit de la famille (divorce, séparation, garde des enfants, etc.) est prépondérant, même si d'autres thèmes sont également abordés. Dans le domaine professionnel, les demandes évoluent avec le contexte socioéconomique: d'un souhait de se former pour se réorienter, pour s'insérer ou se réinsérer sur le marché du travail après avoir élevé des enfants, les professionnelles du centre remarquent qu'on passe progressivement à un besoin vital de (re)trouver un emploi parce que les conditions de vie se sont dégradées, suite à un divorce ou au chômage du conjoint par exemple, mais aussi à l'augmentation du coût de la vie dans le canton (logement, assurance-maladie). En outre, même si elles ne sont pas les plus fréquentes, les questions liées aux problèmes de logement et aux difficultés financières sont davantage soulevées dès 1985. La santé (contraception, avortement, recherche de médecins à l'écoute, etc.) fait également partie des sujets récurrents.

LES PERMANENTES RELÈVENT QUE, QUELLE QUE SOIT LA DEMANDE INITIALE DE LA PERSONNE, l'entretien individuel permet des prises de conscience et l'émergence d'autres questions. La posture d'écoute bienveillante et le temps accordé favorisent cette ouverture.

## INFORMATION ET ACTIVITÉS COLLECTIVES

Dès l'automne 1981, des groupes d'orientation personnelle ORPER sont organisés, à raison de plusieurs sessions par année. Le succès est au rendez-vous puisqu'à fin 1984, on recense déjà plus d'une centaine de participantes. Au fil de dix rencontres hebdomadaires animées par deux personnes formées, les femmes apprennent à mieux se connaître à travers leurs échanges et à faire le point sur leur situation personnelle afin de pouvoir définir un projet de vie. Les groupes sont payants, le principe étant que chacune puisse payer en fonction de ses moyens de manière à assurer l'autofinancement de l'activité.

Un premier atelier collectif intitulé «Connais-toi toi-même par l'écriture» démarre au centre à partir de septembre 1985; il sera suivi de nombreux autres. L'accent est mis sur la quête d'authenticité, l'expression personnelle, sans but littéraire.

Des séances d'information et de formation ont également lieu sur des thèmes aussi variés que les droits des femmes au travail, la ménopause, la contraception, comment remplir sa feuille d'impôts, le travail à temps partiel, le nouveau droit matrimonial<sup>12</sup> (dès 1984, avec 21 soirées-débats en 1985, année du référendum), etc.

<sup>12</sup> Entré en vigueur en 1988, il introduit un partenariat égalitaire entre les époux.

Chaque mois, une lettre (*Nouvelles*) est adressée aux membres et aux groupements afin de leur communiquer les activités de l'association ainsi que tout ce qui est susceptible de les intéresser (manifestations, soirées d'information, formations, projets, spectacles, etc.). Dans cette optique d'élargir le cercle

de son action, l'équipe a très tôt le projet d'un bus qui tournerait dans le canton afin d'aller à la rencontre des gens pour les informer et les inciter à participer à la vie de leur quartier ou de leur commune. L'objectif est aussi de mieux connaître les besoins de la population et de jouer un rôle de courroie de transmission auprès des autorités. L'expérience du Femibus est finalement menée pendant deux mois à l'automne 1984 ; son bilan est en demi-teinte, en grande partie parce qu'elle s'est déroulée dans des conditions peu favorables. Malgré le désir qu'a l'équipe de recommencer en tirant les leçons de cette première phase, il n'y aura pas de deuxième fois.

5



## GROUPES DE TRAVAIL ET DE RÉFLEXION, ET PROJETS COMMUNS

TRÈS TÔT DANS LA VIE DU CENTRE, DES GROUPES DE TRAVAIL SE CONSTITUENT SUR DES SUJETS VISANT L'AMÉLIORATION DE LA CONDITION FÉMININE, en concertation avec d'autres groupements et services genevois concernés. L'objectif est généralement d'engager des actions auprès des autorités et aboutit parfois à la production de brochures d'information spécifiques.

Voici une liste non exhaustive de thèmes abordés: – Bourses et formation – Application de l'égalité des droits: taxation séparée des conjoints – La situation des épouses étrangères (femmes de fonctionnaires internationaux) – La protection civile et les femmes – La garde des enfants malades.

Nous présenterons quelques résultats du travail réalisé par ces groupes ou commissions dans le 2<sup>ème</sup> chapitre. En attendant, il est intéressant de souligner que, même quand des expériences comme les deux suivantes, menées en 1982, ne sont pas reconduites, cela ne signifie pas pour autant l'abandon des questions soulevées; elles ont en effet pu être creusées de manière différente par la suite.

Premier exemple, les permanences de l'AMCF (Association des Mères Chefs de Famille, devenue l'AFM, Association des Familles Monoparentales): elles ont lieu un samedi après-midi sur deux dans les locaux du centre en vue de permettre à des mères d'organiser ensemble des loisirs pendant le week-end. Au bout de six mois, elles sont arrêtées en raison d'une trop faible participation, en ayant toutefois permis la création de liens entre le centre et l'AMCF, qui a déjà mis sur pied un service pour répondre aux problèmes rencontrés par leurs membres en cas d'enfant malade.

Autre exemple, le Comité du 14 juin, dont l'objet est la concrétisation de l'égalité des droits entre les femmes et les hommes: pendant toute une année, deux permanences par semaine se tiennent dans les locaux du centre, mais faute d'une fréquentation suffisante, elles sont abandonnées. Tout ce qui a trait à ce sujet central connaîtra bien d'autres développements. Ainsi, en 1983, Jean-Daniel Delley, professeur de droit à l'Université de Genève, remet un «Rapport sur l'application de l'égalité des droits entre hommes et femmes dans le canton de Genève» qui recommande la mise sur pied d'une commission cantonale pour promouvoir l'égalité. Très attendu par les professionnelles du centre, un Bureau de l'égalité des droits entre homme et femme verra enfin le jour à Genève en novembre 1987.

Par ailleurs, l'équipe a des contacts réguliers avec les instances cantonales et municipales.

LE COMITÉ DU 14 JUIN FAIT ÉCHO  
À L'INSCRIPTION DANS LA CONSTITUTION FÉDÉRALE  
DU PRINCIPE DE L'ÉGALITÉ DE DROIT  
ENTRE FEMMES ET HOMMES, LE 14 JUIN 1981.

## LA VIE DU CENTRE ET DE L'ÉQUIPE

Le 9 juillet 1981, elles sont 8 à se réunir chez Micheline Burkardt pour faire le point sur leurs attentes et la façon dont elles ont vécu ces derniers mois depuis l'inauguration du centre. Il ressort du compte rendu des échanges un sentiment de «course permanente» qui traverse visiblement toute l'histoire de l'association. Certaines abordent leur difficulté à trouver leur place, le nombre impressionnant de choses à faire, leur crainte de ne pas réussir à absorber toutes les connaissances nécessaires, voire de ne pas posséder les compétences requises. D'autres, comme Marianne Frischknecht, ne souhaitent pas être enfermées dans leur spécialité et aspirent à la polyvalence. On sent aussi le poids de personnalités plus affirmées. Les questions d'organisation du travail, de transmission des informations et de rémunération sont également soulevées, et seront récurrentes au fil des années.

L'équipe instaure des réunions hebdomadaires pour cogérer le centre: elle partage des informations, échange autour de situations difficiles, prend des décisions et accueille des personnes ou des organismes qui souhaitent se présenter ou mieux connaître l'association. Une fois par mois a lieu le comité élargi, une réunion ouverte aux membres de l'association qui sont régulièrement invitées via la lettre mensuelle, diffusée à 500 exemplaires. Pour développer la participation à ces comités, qui est assez faible, ceux-ci sont annoncés à l'avance, avec un thème différent d'une fois sur l'autre à partir de 1985.

Comme nous l'avons déjà vu, les réponses à des sollicitations individuelles sont au cœur de l'activité du centre. Le suivi de situations ne fait en principe pas partie de ses missions, pourtant dès les premières années, même si cela reste l'exception, les permanentes accompagnent des usagères dans leurs démarches et font des demandes de soutien financier en cas de coup dur, si la personne concernée ne peut avoir recours à l'aide sociale. En outre, l'équipe recherche aussi des fonds publics et privés afin de développer ses activités et s'assurer une rémunération. Sous l'impulsion de Guy-Olivier Segond (1945-2020), alors conseiller administratif, la Ville de Genève accorde une première subvention annuelle de 25'000 francs au centre en 1982. Cette subvention va augmenter progressivement, passant à 30'000 francs en 1983, puis à 45'000 francs en 1984, année où les démarches effectuées auprès du canton aboutissent: le Département de la prévoyance sociale et de la santé publique accorde d'abord 10'000 francs, puis 20'000 francs en 1985; à cette période, quelques communes commencent elles aussi à verser une subvention. Côté fonds privés, les dons les plus importants proviennent de la Loterie romande. Les cotisations individuelles et celles des groupements constituent également une source de revenus, mais seule une partie des usagères deviennent membres, or elles ne renouvellent pas forcément leur cotisation d'une année sur l'autre, et la part des groupements n'est pas significative.

Avant d'être salariées en avril 1984, décision prise pour leur assurer des prestations sociales – modestes –, les permanentes (ainsi que les personnes assurant la comptabilité et le secrétariat) touchent une indemnité horaire qui est passée de 15 à 18 francs. La question du salariat se pose assez tôt, puisque Martine Willy Barrot, inspectrice du travail et membre du comité, présente un dossier sur le sujet en novembre 1982, mais les membres de l'équipe y renoncent à ce moment-là car, constatent-elles, «*Nous travaillons trop peu pour que ce soit un réel bénéfice*<sup>13</sup>.»

<sup>13</sup> Cf. Cahier n°2  
*Réunions du comité*,  
le 29 novembre 1982.



En raison de l'augmentation constante de l'activité du centre et par conséquent du nombre d'heures travaillées, l'association est régulièrement confrontée à des difficultés financières, même si certaines tâches sont prises en charge par des bénévoles et si les permanentes «offrent» souvent des heures pour certains projets et ne sont rémunérées que sur les heures effectivement travaillées (elles ne bénéficient alors ni de congés payés ni de jours maladie). Au printemps 1984, leur salaire horaire moyen est de 21 francs, sachant que cela recouvre en réalité trois tarifs différents: 10 francs de l'heure pour la participation au comité hebdomadaire, 25 francs pour du travail dit individuel, et 15 francs pour du travail collectif (fichier des membres, documentation, etc.).

Pour assurer au mieux leur mission, les informatrices sont conscientes de la nécessité de se former. À ce propos, les conditions pour devenir permanente sont: «- être connue du Centre, - connaître l'équipement social genevois, - avoir une formation à l'entretien<sup>14</sup>.»

<sup>14</sup> Ibid. Précision: l'équipement correspond à ce qu'on nomme aujourd'hui le réseau.

Ainsi, 3'000 francs sont inscrits au budget dès 1983, et l'une des premières formations suivies est celle de conseillère en formation professionnelle en 1984.

Au bout de presque quatre ans d'existence, l'équipe éprouve le besoin de mener une réflexion approfondie sur certains sujets, dont sa pratique de la cogestion et la manière dont elle conçoit le féminisme. Elles sollicitent deux universitaires pour les accompagner dans leurs séances de travail.

À propos de leur conception du féminisme, régulièrement réaffirmée dans divers documents, on peut lire ceci dans l'introduction rédigée par le professeur Ballenegger le 27 décembre 1984<sup>15</sup>: «Il faut préciser d'emblée que pour les femmes de F-Info, le féminisme ne doit pas être un carcan, une idéologie enfermante et intolérante, une action qui fait usage de la violence, une lutte qui exclut l'homme. Pas plus qu'il n'écarter celui-ci, il ne coupe la femme de sa dimension masculine. Le féminisme est tout à la fois une question: d'obstacles, d'identité, d'équilibre (intérieur), d'altérité, de partage, d'engagement; une conquête de soi d'abord, de la société ensuite, prendre conscience et agir, accomplir son destin de femme et en faciliter la réalisation chez d'autres femmes.»

<sup>15</sup> Synthèse de la séance du 18 décembre 1984 annexée au rapport annuel de 1984.

C'EST CE PROCESSUS D'ALTERNANCE ENTRE RÉFLEXION ET ENGAGEMENT DANS L'ACTION QUI CARACTÉRISE LE FONCTIONNEMENT DE L'ASSOCIATION ET LA MANIÈRE DONT ELLE A TRAVERSÉ LES QUATRE DERNIÈRES DÉCENNIES.



# DE L'INFORMATION À L'ACTION (1986-1991)

Entre 1986 et 1987, l'activité du centre se développe fortement, aussi est-ce avec soulagement que durant l'été 1986, l'équipe peut enfin occuper un espace plus grand au même étage et à la même adresse. Cela facilite l'organisation et le déploiement de ses activités. À cette occasion, la documentation prend de l'ampleur et son classement devient plus rigoureux. Présent dès les premières années d'existence de l'association, ce problème d'exiguïté des locaux va se poser de manière récurrente et sera à l'origine de deux autres déménagements.

En ce milieu de décennie, le centre accroît sa visibilité, grâce entre autres à une campagne d'information (tenue de stands dans des lieux de passage) et à la publication d'un dépliant. Très largement distribué, ce dernier correspond à une version condensée de la brochure F-INFORMATION et comprend un plan de la ville.

SOUCIEUSE D'ASSURER L'ENSEMBLE DE SES MISSIONS, l'équipe cherche à établir un meilleur équilibre entre la dimension individuelle de son activité avec les permanences et la dimension collective à travers «l'information et les actions

<sup>1</sup> Cf. RA 1987. d'amélioration de la condition féminine<sup>1</sup>».

C'est pourquoi des membres de l'équipe (et parfois aussi de l'association) vont s'impliquer dans de nombreux groupes de travail en partenariat avec d'autres acteurs et actrices du monde associatif ou de la vie publique. Si une grande partie de ces partenaires sont genevois, tout ne se passe pas uniquement au niveau cantonal, certains sujets relevant en effet de la confédération ou bien traversant les frontières.

Les groupes connaissent des évolutions différentes, les réflexions engagées mènent parfois à des initiatives directes ou bien sont reprises par des instances publiques. S'il n'est pas possible de tous les analyser, il est intéressant d'en étudier quelques-uns pour découvrir ce qui en a résulté<sup>2</sup>. Il est aussi remarquable d'observer comment ces réflexions s'inscrivent dans le quotidien d'un collectif qui se construit sur la base de l'autogestion. De plus, des changements importants interviennent au sein de l'association dès 1987, période qui va aussi se distinguer par de multiples concrétisations tant au plan des publications que des actions, en particulier avec la participation à la Grève des femmes de 1991.

<sup>2</sup> Créé en 1986, le groupe Bibliothèque Femmes figure dans la partie consacrée à l'histoire de la bibliothèque Filigrane.

# DES GROUPES DE TRAVAIL POUR DES AVANCÉES COLLECTIVES

## LES ÉPOUSES ÉTRANGÈRES

La question des épouses étrangères est d'abord soulevée par des membres début 1984, à l'occasion d'une journée de réflexion et d'échanges sur les pratiques et les politiques en faveur des femmes qui regroupe aussi bien des responsables travaillant à Genève – parmi lesquelles des représentantes du Centre d'information et de régulation des naissances (CIFERN), du Centre de Liaison des Associations Féminines Genevoises (CLAFG), de l'Orientation professionnelle, de Solidarité Femmes en détresse, de F-Information – qu'en France voisine. Leur préoccupation porte sur l'absence de statut des épouses de fonctionnaires internationaux, ou plutôt sur le fait que ce statut dépende entièrement de celui de leur mari, ce qui les rend vulnérables en cas de divorce. Il est d'emblée prévu que le groupe de travail aboutisse à la rédaction d'une brochure contenant des informations et des adresses utiles pour les personnes concernées.

Composé de femmes étrangères, de juristes et d'assistantes sociales, ce groupe se réunit donc en 1984–1985 afin de dresser un inventaire des questions à traiter. Contact est pris avec des organisations internationales, le Contrôle de l'Habitant et d'autres institutions genevoises. Comme nombre d'épouses étrangères résident en France voisine, une collaboration s'instaure également avec des assistantes sociales du Pays de Gex.

Le résultat est la publication en 1986 d'une brochure déclinée en deux versions, l'une française et l'autre anglaise, ce qui incite les femmes concernées à contacter le centre et provoque une augmentation des questions sur les permis de séjour, l'acquisition de la nationalité suisse et les possibilités de travailler à Genève<sup>3</sup>. Cette brochure sera rééditée par la suite et continuera à susciter beaucoup d'intérêt.



6

## LA GARDE DES ENFANTS MALADES

L'équipe est interpellée en mars 1984 par la journaliste Simone Guye suite à la publication dans *La Suisse*<sup>4</sup> d'une lettre ouverte écrite par une femme abordant le problème de la garde des enfants malades lorsque les parents travaillent.

<sup>4</sup> Quotidien ayant paru à Genève de mai 1898 à mars 1994.

Deux points principaux sont identifiés: à court terme, le besoin d'un service de garde à domicile (comme Le Chaperon rouge aujourd'hui) à prix abordable, à plus long terme, le fait d'étudier la possibilité d'introduire un congé pour enfant malade dans les conventions collectives. Un groupe de travail démarre en 1984 sur le sujet. Plusieurs associations féminines, la Fédération des crèches du canton, et les associations de parents d'élèves sont contactées et assurent le centre de leur soutien en vue d'une éventuelle motion au Grand Conseil demandant la mise sur pied d'un «service de garde à domicile» au tarif des crèches.

Pour évaluer les besoins des parents, un questionnaire est envoyé aux membres et distribué plus largement en juin 1984 pour la «Fête des Femmes». En 1985, une enquête est menée auprès de familles, de structures comme les crèches, de syndicats, d'employeurs, et d'associations professionnelles. Un dossier sur le sujet contient des propositions concrètes d'amélioration, comme la création pour tout parent d'un congé de deux semaines pour enfant malade. Dans le rapport annuel de 1985, il est toutefois bien précisé: *«Cette question ne présente qu'un aspect de toute la problématique familiale et de la condition des femmes. À notre avis, elle est l'occasion d'une remise en question du partage des rôles et d'un choix de société.»*

En 1986, la balle est dans le camp des syndicats, tant patronaux que de salarié-e-s, mais ils s'emparent tardivement du sujet, tandis que le groupe de travail cherche à porter la revendication sur la place publique, notamment par l'intermédiaire des médias. Notons au passage qu'à la même période, l'équipe du centre commence à indemniser une absence pour enfant malade à 50% du salaire et l'annonce dans son rapport annuel: *«Cette décision avant-gardiste a été prise pour être cohérentes avec notre action collective.»*

À PARTIR DE 1987, LE GROUPE ESTIME ÊTRE ALLÉ AUSSI LOIN QUE POSSIBLE et avoir passé le témoin d'abord aux différents syndicats – qui ont pris position et fait des recommandations – puis au Bureau de l'égalité des droits entre homme et femme (ou BED, comme il est appelé à F-Information) après sa création fin 1987, dans l'espoir que cette question soit traitée au niveau parlementaire. Elle reste cependant d'actualité, la situation étant très différente d'un employeur à l'autre.

## BOURSES ET FORMATION

Créé en 1979, ce groupe comprend au départ des représentantes d'une douzaine d'associations voulant attirer l'attention des pouvoirs publics sur certaines dispositions légales qui entravent le retour aux études et à l'emploi des adultes, et notamment des femmes. En 1982, une pétition intitulée « Pour une réelle politique financière d'encouragement aux études et au perfectionnement professionnel des adultes » est lancée par plusieurs groupements (AMCF, Retravailler, Bourses et formation). Déposée au Grand Conseil en octobre 1982, elle est renvoyée au Conseil d'État en mars 1983.

Cette année-là, le groupe poursuit son travail de réflexion sur le sujet et envisage des actions, mais les choses ne commencent vraiment à bouger qu'en 1986, après l'élection de nouveaux Conseillers d'État. Un courrier adressé à Bernard Ziegler, chef du Département de justice et police, et à Dominique Föllmi, chef du Département de l'instruction publique, reçoit une réponse des intéressés.

Dans sa lettre<sup>5</sup>, Dominique Föllmi indique que les points soulevés par la pétition vont être pris en compte dans l'avant-projet de loi sur l'encouragement aux études (LEE). Les demandes exprimées sont assez nombreuses, elles vont de la suppression des limites d'âge dans tous les lieux de formation, pour l'accès aux bourses et prêts d'études – avec l'augmentation de leur montant – en passant par la création de cours gratuits de mise à niveau pour adultes au développement des cours dits de recyclage pour les personnes au chômage et à l'amélioration de la prise en charge des enfants d'âge préscolaire et scolaire.

En 1988 et 1989, le groupe se montre très actif et est auditionné par la sous-commission chargée de l'étude du projet de loi afin de proposer des modifications. À F-Information, depuis le début, Marinette Payot se montre particulièrement engagée dans ce domaine. C'est aussi elle qui va longtemps représenter l'association au sein de la sous-commission « Formation, orientation, réinsertion » du BED.

La loi sur l'encouragement aux études est finalement adoptée en octobre 1989 mais n'entre en vigueur qu'en septembre 1991<sup>6</sup>, ce qui amènera les associations membres du groupe à chercher des solutions en attendant que les femmes concernées puissent bénéficier de la loi. À F-Information par exemple, toujours sous l'impulsion de Marinette Payot, une première session du projet Start – imaginé en 1990 – a lieu en avril 1991. D'une durée de trois semaines, cet atelier d'orientation et de préparation à la reprise d'un emploi s'adresse à des femmes déjà formées qui veulent se réinsérer sur le marché du travail. Il est destiné à favoriser la reprise de confiance en soi et la découverte de ses compétences grâce à une progression par étapes de plus en plus pratiques. Dans un premier temps, c'est grâce au soutien financier de l'AJETA (Association d'aide aux jeunes travailleurs et apprentis) qu'il peut exister.

<sup>6</sup> Cette loi a été abrogée suite à l'adoption en décembre 2009 de la Loi sur les bourses et prêts d'études entrée en vigueur en juin 2012.

Au-delà des groupes constitués autour d'un thème précis en vue d'améliorer la condition féminine, comme on dit alors, le quotidien de l'équipe est défini par un mode de fonctionnement collectif, puisque la cogestion souhaitée par les fondatrices a été inscrite dans les statuts et envisagée à deux niveaux, ainsi que nous allons le voir dans ce premier bilan dressé en 1987.

# « LA COGESTION N'EST-ELLE PAS UNE SORTE D'ACTION-RECHERCHE PERPÉTUELLE ?<sup>7</sup> »

<sup>7</sup> Citation extraite du mémoire de Geneviève Reday-Mulvey, mai 1987.

Cette année-là, Geneviève Reday-Mulvey rédige un mémoire de troisième cycle en psychosociologie intitulé *La cogestion : ses atouts et ses limites* dans lequel elle analyse « *L'expérience d'un Centre d'Information, de Formation Personnelle et d'Amélioration de la Condition Féminine (F-Information, Genève)* ». Dès sa conception, il était prévu d'expérimenter la cogestion non seulement au sein de l'équipe, mais aussi avec les membres de l'association, ainsi que cela avait été formulé dans le document soumis à l'A.S.A.S le 29 avril 1980 :

- « 1. L'usagère (er) serait partie prenante de l'action réalisée en participant à la cogestion du centre de manière informelle dans ses échanges avec les informatrices (cf. Équipe); "formelle" lors de réunions régulières des usagères (ers). (...) »
2. Une participation financière serait expliquée et proposée à l'usagère (er) Elle se ferait sous la forme, par exemple, d'une réelle cotisation annuelle. (...) Cette participation financière aurait plusieurs avantages, notamment de permettre à l'usagère (er) de fréquenter son centre sans le sentiment de quémander des informations ou une aide sociale... mais avec celui d'être participante responsable de ce qui s'y passe. »

## LES OBJECTIFS DE LA COGESTION

Après avoir retracé l'histoire de l'association, Geneviève Reday-Mulvey rappelle les objectifs de la cogestion :

- « – le but du centre étant l'autonomie des femmes par la prise de conscience de leurs droits et possibilités et par le développement de leur confiance en elles, il est apparu important qu'elles viennent au centre non seulement pour trouver les moyens de se prendre en charge mais aussi comme membre responsable, comme cogestionnaire apportant idées ou critiques, voire une collaboration ; c'est ce que l'on entend par cogestion des membres ou "cogestion élargie" ;
- au sein du groupe préparatoire, puis du comité, des idées telles que l'interdisciplinarité, l'égalité des membres (en traitement), la formation complémentaire les unes par les autres, l'absence de hiérarchie (pas de "Présidente", mais une équipe de "Répondantes" ou "Permanentes"), la rotation éventuelle de certaines fonctions étaient présentes et sont devenues en grande partie des réalités. »

## LA COGESTION SELON LES FONDATRICES

Plus loin, dans une tentative pour définir la cogestion telle qu'elle est conçue et pratiquée au centre, Geneviève Reday-Mulvey en énonce quelques caractéristiques : pédagogique, réparatrice et expérimentale (les deux derniers adjectifs sont mis entre guillemets dans son texte). Pédagogique parce qu'elle se veut formatrice des personnes qui y prennent part ; "réparatrice" car elle cherche à se démarquer du « monde du travail habituel », en permettant

*«l'expression des conflits, la recherche de solutions acceptables par toutes, un partage effectif du travail, l'absence de hiérarchie et de cloisonnement, une souplesse et une efficacité dans le travail, une importance relativisée de l'argent, en fait "travailler mieux" qu'ailleurs et pour d'autres motivations»; et enfin "expérimentale" c'est-à-dire «en rupture avec les valeurs dominantes, souvent masculines, [car] elle veut être une expérience féminine et féministe, la pratique d'une autre culture, "faire différemment" dans la mesure où la différence est un avantage.»*

Geneviève Reday-Mulvey ajoute qu'en raison d'expériences antérieures d'auto-gestion, *«certaines des membres de l'équipe (...) ont été attentives à éviter des écueils bien connus, tels, par exemple, le principe de prendre en commun toutes les décisions ou celui d'un égalitarisme absolu. Elles ont prévu que la cogestion se construirait progressivement (...) et deviendrait une réalité dans et par le groupe, dans et par le travail.»*

## UNE ANALYSE DE SON ÉVOLUTION

Son travail se concentre sur la cogestion interne car elle constate que la cogestion élargie aux membres de l'association est trop peu développée pour faire l'objet d'une étude approfondie. Si les quelques membres – quatre ou cinq la plupart du temps – participant aux comités élargis mensuels se montrent plus actives à partir de 1985 en proposant des actions et des collaborations et si la quarantaine de membres assistant chaque année à l'assemblée générale font de même, Geneviève Reday-Mulvey relève le *«poids dominant de l'équipe de travail»*.

Cette dernière met principalement en œuvre la gestion à travers la réunion – le comité – hebdomadaire qui s'appellera plus tard colloque d'équipe. Une fois par trimestre est organisée une séance dite d'évaluation où l'équipe fait le point sur l'ensemble des activités et actions en cours, les moyens (au sens large) engagés pour les mener à bien et la manière dont chacune vit les choses. Des séances de supervision sont également mises en place.

Geneviève Reday-Mulvey estime que l'augmentation conséquente et assez constante des ressources financières a facilité le partage du travail et évité les frustrations, et que *«le bon fonctionnement de notre cogestion interne tient sans doute au fait que la plupart des animatrices ont fait – et certaines continuent à faire – un travail psychologique sur elles-mêmes.»*

Elle distingue deux phases à ce stade de l'expérience: la première entre 1981 et 1984, où un trio puis un duo d'animatrices a joué un rôle moteur dans l'équipe à un moment où il fallait tout construire. La seconde phase, qui a débuté selon elle en 1985, se caractérise par une organisation du travail plus efficace et un meilleur partage des décisions et des responsabilités. Parmi les difficultés, elle observe *«l'existence d'un conflit de rôles qui se manifeste à certaines occasions et qui est dû au fait que chaque membre de l'équipe est à la fois cogestionnaire, employeur, employée, décideur financier, militante, etc.»* Ce n'est pas simple non plus pour les animatrices engagées après la création du centre qui *«ont relevé la difficulté de la période "initiatique": acquérir une vision d'ensemble, comprendre et rentrer dans une histoire, avoir une idée claire des relations interpersonnelles et des rapports de pouvoir, s'imposer, etc.»*



Geneviève Reday-Mulvey note aussi une autre spécificité du centre: «À la différence des "récompenses" traditionnelles que constituent l'argent, le prestige, le statut socioprofessionnel, le plan de carrière ou la stabilité de l'emploi, il apparaît que notre système de "récompenses" est axé principalement sur les facteurs suivants: – le travail à la carte, ce qui permet de concilier un travail au centre avec une vie familiale (la moitié des animatrices ont des enfants de moins de dix ans) ou d'autres attributions professionnelles pour certaines (...) – la convivialité – la nature créative du travail, la possibilité de réaliser son projet (...) – l'image sociale d'un travail intéressant et utile individuellement et collectivement (prestige) – une réinsertion professionnelle pour certaines animatrices après un arrêt pour raisons familiales – enfin un salaire complémentaire au revenu conjugal ou partie d'un revenu personnel.»

Dans l'ensemble, le bilan que Geneviève Reday-Mulvey dresse de cette expérience de cogestion est positif, même si elle attire l'attention sur certains risques et sur le fait que «le fonctionnement collectif est d'abord une affaire de personnes».

L'année où elle rédige ce travail est placée sous le signe du changement pour le centre. Entre le départ de plusieurs fondatrices, l'augmentation importante des demandes d'information et d'entretiens individuels<sup>8</sup> et le travail lié aux différentes activités collectives, les membres de l'équipe ne chôment pas.

<sup>8</sup> Ces demandes ont dépassé les 3'500 en 1987 et 1988 (cf. RA de 1987 et 1988).



# LE CHANGEMENT DANS LA CONTINUITÉ

## ENTRE DÉPARTS ET ARRIVÉES: SAVOIR S'ADAPTER

Du côté des départs, Marcelline Amar donne le coup d'envoi en prenant sa retraite en mai 1987. Fin octobre, Marianne Frischknecht entraîne Martine Sumi dans une nouvelle aventure: la création du Bureau de l'égalité des droits entre homme et femme à Genève<sup>9</sup>. En février 1988, Geneviève Reday-Mulvey quitte le centre à son tour pour se consacrer à d'autres projets. L'arrivée de plusieurs personnes au fil des mois permet d'assurer la relève. Parmi elles, certaines vont travailler pas loin voire plus de trente ans à F-Information: Chokoufeh Samii, Marie-Christine Musa, et Geneviève Bordry (dans l'ordre chronologique de leur arrivée). Les nouvelles collaboratrices

<sup>9</sup> C'est en 1979 dans le canton du Jura qu'a été créé le premier bureau de ce genre, alors nommé Bureau de la condition féminine.

commencent par travailler en tant que bénévoles pendant trois mois, ce temps constituant non seulement une période de formation et d'essai, mais aussi une économie pour l'association. C'est également pour cette raison que les comités de gestion sont payés à un tarif très inférieur aux heures de permanence: «Tenant compte de notre budget limité, l'équipe doit garder quelque peu le sens du volontariat, ce qui s'exprime entre autres par la participation à ces comités qui ne sont pas rémunérés au même tarif que les permanences.» (RA 1987)

Pour ce qui est de la rémunération justement, à partir de mars 1987, les collaboratrices sont payées sous la forme d'un forfait qui correspond à la moyenne des heures travaillées l'année précédente (et pour les nouvelles à la projection des heures à effectuer) sur une base de 23 francs de l'heure (contre 10 francs de l'heure pour les comités de gestion). En 1987, les forfaits mensuels vont de 570 à 1'250 francs.

Dans le même rapport annuel, l'équipe indique ce qu'elle estime être les raisons de son adaptabilité au changement:

«DÈS LE DÉBUT, LE CENTRE AVAIT SPONTANÉMENT CHOISI DE GÉRER F-INFORMATION AVEC UNE «ÉQUIPE DE RESSOURCE» fondée sur le potentiel de chaque permanente plutôt que sur l'occupation de postes définis. Aujourd'hui, cette conception de la gestion nous permet une meilleure adaptation aux transitions et au surcroît de travail qu'implique tout changement à l'intérieur d'une équipe formée et structurée.»

Plus loin, on peut lire quelque chose qui résonne aujourd'hui, alors que des piliers ont pris ou s'apprêtent à prendre leur retraite, que F-information a dû comme tant d'autres affronter la pandémie liée au coronavirus et qu'elle est amenée à relever de nombreux défis: «*Les changements dans la composition de l'équipe qui ont commencé en 1987 et se poursuivront sans doute encore en 1988, nous ont obligées à organiser des séances d'évaluation supplémentaires. Lors de ces séances, nous essayons de vérifier nos objectifs et d'aborder les sujets qui exigent des débats de fond. C'est également l'occasion pour les "nouvelles" de prendre conscience de "l'esprit" du centre qui évolue tout en restant fidèle aux objectifs de départ. Nous espérons que cet "esprit" transparaît dans l'ensemble de nos activités.*»

Un autre changement intervient en mai 1987 au niveau cantonal: on annonce à l'association qu'elle va dorénavant relever non plus du Département de la prévoyance sociale et de la santé publique mais du Département de justice et police car le futur Bureau de l'égalité des droits entre homme et femme va dépendre de ce dernier et qu'il existe une proximité entre ses activités à venir et celles de F-Information.

Côté finances, le canton passe d'une subvention de 39'500 en 1987 à 45'000 francs en 1988, et la ville de 55'000 à 60'000 francs, accompagnant l'augmentation régulière des activités de l'association. Celle-ci, on l'a vu, continue à mener de front ses diverses missions, se mobilisant aussi bien de façon ponctuelle que dans la durée pour faire évoluer la condition féminine.

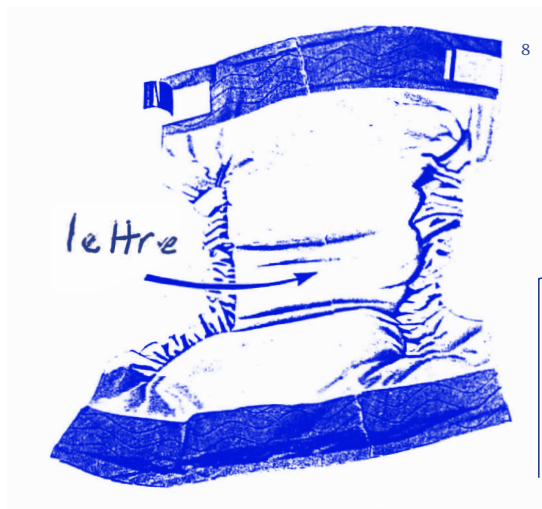
## ACTIONS, RÉFLEXIONS ET PUBLICATIONS

Le 6 décembre 1987 a lieu une nouvelle votation sur la révision partielle de l'assurance maladie (LAMal). Les attentes sont élevées, car cette révision comprend la mise en place d'une véritable assurance-maternité répondant au mandat constitutionnel donné par le peuple à la Confédération en 1945. S'il est approuvé, le projet accordera aux femmes une allocation de maternité de 16 semaines ainsi qu'une protection contre le licenciement pendant la durée de la grossesse et du congé maternité. Suite à son rejet, un groupe de femmes se réunit à F-Information afin de réfléchir à un moyen de relancer cette question et de communiquer sa déception à Berne (le bureau d'Otto Stich, alors président de la Confédération, répondra quelques mois plus tard que l'assurance-maternité n'est pas une priorité, contrairement à l'assurance-maladie).

Elles décident d'envoyer une lettre à l'intérieur d'une couche-culotte et s'efforcent de diffuser l'information le plus largement possible et d'inciter les femmes des autres cantons à les imiter.

L'action aura un certain retentissement à Genève<sup>10</sup>, et dans une moindre mesure dans d'autres cantons de Suisse romande, mais pas en Suisse alémanique.

<sup>10</sup> On ignore le nombre exact de couches envoyées au final, cependant à la date du 4 mars 1988 le magazine *L'Hebdo* annonce qu'il y en a déjà plus de 1'000 (cf. *Nouvelles*, numéro d'avril 1988).



LE PEUPLE APPROUVERA LA CRÉATION AU NIVEAU FÉDÉRAL D'UNE ASSURANCE-MATERNITÉ DE 14 SEMAINES RÉMUNÉRÉES EN 2004 SEULEMENT, AVEC UNE ENTRÉE EN VIGUEUR LE 1<sup>ER</sup> JUILLET 2005. LES GENEVOISES OBTIENDRONT 16 SEMAINES DE CONGÉ-MATERNITÉ RÉMUNÉRÉ À PARTIR DE 2001.

En 1989, quatre brochures sont publiées par le centre ; deux sont des rééditions actualisées : une nouvelle version de la brochure très demandée *Épouses étrangères*, et la 5<sup>ème</sup> édition du guide *F-Information*, qui recense 300 adresses utiles pour les femmes et leur famille. Les deux nouveautés s'intitulent respectivement *Ces déesses qui nous habitent* et *Les femmes, c'est formidable*. Le premier est largement inspiré du livre *Goddesses in every woman*, de Jean Shinoda Bolen, une psychanalyste jungienne de nationalité américaine qui s'appuie sur la mythologie grecque pour décrire sept déesses (archétypes) incarnant chacune un aspect du féminin. C'est Jeannie Coray, juriste et animatrice, qui livre un résumé – et non une traduction – de l'ouvrage dans la première partie de la brochure ; dans la deuxième partie, sa collègue Gerda Ferrari présente une sélection de textes rédigés par les participantes d'un atelier d'écriture sur le thème « Les déesses ont-elles quelque chose à nous dire aujourd'hui ? ».

L'IDÉE DE L'AUTRE OUVRAGE, *LES FEMMES, C'EST FORMIDABLE*, EST NÉE EN 1987 DU SOUHAIT DE L'ÉQUIPE DE FAIRE LE POINT SUR LE FÉMINISME ET D'IMAGINER SON ÉVOLUTION À L'APPROCHE DE L'AN 2000.

Après plusieurs mois de travail, la brochure paraît en mars 1989 avec une préface de Benoîte Groult<sup>11</sup> (1920-2016), célèbre féministe française, qui demande : « Où en sont les femmes suisses aujourd'hui ? et en particulier celles de Genève ? Quelles difficultés rencontrent-elles et quelles solutions proposent-elles ? (...) Comment réussissent-elles le cumul du métier, des tâches domestiques et leur rôle maternel ? À quels compromis sont-elles contraintes ? Au détriment de qui et de quoi ? Combien de temps encore vont-elles se sentir culpabilisées de n'être tout à fait disponibles sur aucun terrain, ni dans la vie professionnelle, ni dans leur foyer ? Enfin, quand obtiendront-elles de leurs compagnons un vrai partage des tâches, et de leurs gouvernements les mesures sociales et les équipements communautaires qui leur permettraient un véritable choix de vie ? Autant de questions, autant de combats qui sont loin d'être gagnés. »

<sup>11</sup> À la demande du centre, celle-ci vient donner une conférence le 22 mars 1989 sur le thème « A-t-on encore besoin du féminisme en 1989 ? ».

En trois chapitres, l'ouvrage explore des sujets qui concernent les femmes au quotidien, abordant des thèmes aussi divers que l'identité féminine, la solitude, la violence conjugale, l'éducation, la petite enfance, etc. Dans le rapport annuel de 1988, les conclusions sont un peu décourageantes : « Malgré quelques notes réjouissantes, le bilan est loin d'être positif et avec cette brochure nous souhaitons inciter les jeunes générations à prendre le relais et à inventer des nouvelles formes de vie et collaboration entre hommes et femmes. » Un certain nombre de problèmes reste hélas d'actualité.

Dans cet ouvrage comme ailleurs est soulevée la question de la valorisation du travail effectué au sein du foyer et celle de son éventuelle rémunération : il s'agit d'un sujet sensible qui, malgré un accord sur les constats, engendre des prises de position et des réponses très différentes tant chez les professionnelles que chez les membres de l'association, reflétant en cela les divergences de vue existant chez les féministes et au sein de la société en général<sup>12</sup>. On peut l'observer dans la lettre qu'envoie chaque mois l'association à ses membres.

<sup>12</sup> Notons qu'en avril 1988 a eu lieu le 3<sup>ème</sup> colloque sur le travail ménager dont l'équipe a rendu compte dans ses *Nouvelles* du mois de juin.

## LES NOUVELLES: ESPACE D'INFORMATIONS, D'ÉCHANGES ET D'APPELS À LA MOBILISATION

Depuis 1986, les *Nouvelles du mois* se sont étoffées et les permanentes de l'équipe ont commencé à rédiger à tour de rôle un éditorial qui personnalise davantage la publication et suscite des réactions. Ainsi, dans l'éditorial des *Nouvelles du mois* de septembre 1988, la juriste Lise Olsen aborde le travail ménager<sup>13</sup> sous l'angle de l'article 164 du Code Civil qui concerne le nouveau droit matrimonial: «*L'époux qui voue ses soins au ménage ou aux enfants ou qui aide l'autre dans sa profession ou son entreprise a le droit de recevoir régulièrement de son conjoint un montant équitable, dont il puisse disposer librement.*» Lise Olsen explique que l'association a reçu plusieurs femmes venues les consulter à ce sujet afin de connaître leurs droits, tout en précisant que «*l'idée du législateur n'était pas exactement d'instaurer un salaire ménager.*

<sup>13</sup> Ce sujet fait aussi l'objet d'un débat à l'assemblée générale du 15 septembre 1988.

Alors aux femmes de s'étonner, non seulement elles ne reçoivent rien pour ce travail, mais en plus on leur demande de participer aux frais dans une grande proportion avec le peu qu'elles arrivent à gagner hors de la maison une fois les enfants élevés. Que répondre à cela ? Que ce n'est pas encore entré dans les mœurs de rémunérer le travail de l'épouse au foyer, qu'il faut encore du temps pour que ce travail soit respecté, un travail qui est vital pour la famille et, en fin de compte, pour la société. C'est vrai, on trouve difficilement des choses à dire, mais que pouvons-nous faire ?»

ELLE SUGGÈRE ALORS TROIS PISTES: manifester sa solidarité avec les femmes au foyer qui ne vivent pas forcément bien le fait de se sentir réduites à ce statut, agir sur l'éducation des enfants pour éviter de reproduire encore et toujours les mêmes schémas, et impliquer les femmes et les hommes politiques.

Dans l'édition d'octobre, des extraits d'une lettre de membre sont publiés. Madame Germaine Müller y fait état de son désaccord avec la position adoptée par l'équipe: «*Vous souhaitez que le travail ménager soit reconnu voire rétribué. En supposant qu'un jour vous obteniez satisfaction, qu'est-ce que les femmes auront gagné ? Un élément de plus pour les faire taire, pour les clouer au foyer et pour rester sagement dans leur rôle séculaire de génitrice/bonniche (je n'aime pas ces termes mais un chat est un chat). Le salaire ménager contribuera à les maintenir dans un rôle social passif. (...) Le fait d'endosser ce rôle profite à la gent masculine, autrement dit au conjoint et au marché du travail, lequel n'est ainsi pas engorgé par une main d'œuvre supplémentaire. Ce groupe social constitué de ménagères laisse en quelque sorte le champ libre à ceux qui, par leur travail et leur engagement au sens large, ont la possibilité d'intervenir sur l'évolution d'une société. (...) C'est sur ce point que je regarde le problème sous un autre angle que vous: du travail ménager et jusqu'à maintenant, on a retenu son aspect pratique, utile, intrinsèque au sexe féminin. Or cette manière de voir néglige et va même jusqu'à annuler le potentiel intellectuel de ce groupe social.*» Elle continue sur sa lancée en faisant le lien entre l'alourdissement de ces tâches et l'éducation des enfants, et s'interroge sur l'image que l'on souhaite donner à ces mêmes enfants: «*Pour que les prochaines générations ne répètent pas les mêmes erreurs, proposons-leur un autre modèle (...).*» Le sujet reste ouvert.



Diffusée à plusieurs centaines d'exemplaires par mois (600 en 1988), cette publication mensuelle permet de communiquer des informations très variées et constitue aussi une manière d'échanger avec les membres, voire de les appeler à agir. C'est par cet intermédiaire que sont lancées de nouvelles activités (qui peuvent aussi être annoncées dans les médias). Un exemple parmi tant d'autres: en avril 1988, Jeannie Coray et Gerda Ferrari créent un groupe de rencontres mensuelles pour réfléchir sur des questions de fond, qu'elles conçoivent comme "autogéré" et qui est baptisé le Sandwich philosophique.

Côté appels à l'action, on a déjà parlé de ce qui s'est passé suite au refus d'instituer une véritable assurance-maternité; F-Information prend aussi position sur des sujets comme le harcèlement sexuel. En l'occurrence, en 1988, une affaire fait grand bruit à Genève: une ouvrière de l'entreprise Gay Frères – qui se trouve être membre du centre – a été licenciée parce qu'elle refusait de céder aux pressions de son chef. L'équipe essaye plusieurs fois de contacter le directeur de l'entreprise mais, confrontée à une fin de non-recevoir, elle décide de soutenir l'action menée notamment par Viol-Secours. Voici ce qu'on peut lire dans le numéro de juillet-août 1988:

«Le procès entre l'ouvrière et l'entreprise aura lieu vraisemblablement en septembre. Il s'agira à ce moment de se mobiliser toutes pour assister au procès afin de soutenir moralement l'ouvrière et peut-être lui éviter les "phrases types" du genre "Elle l'a cherché, cela devait lui faire plaisir" qui se disent volontiers dans ces occasions-là, comme moyen de défense.

OUVREZ L'ŒIL dès septembre. Surveillez les journaux et soyez prêtes à intervenir. L'ouvrière demande une seule chose : que l'entreprise reconnaisse qu'elle a donné un licenciement abusif.

PS: le groupe "Viol-Secours" a une brochure et un dossier très bien fait pour celles qui le désirent.»

Le soutien se poursuivra dans le temps, F-Information témoignera même au procès en faveur de l'ouvrière en question, qui aura gain de cause en novembre 1989. L'association continuera à relayer les informations, voire à participer aux actions de sensibilisation régulièrement organisées sur le sujet du harcèlement et des violences faites aux femmes.

## FEMMES PAUVRES DANS VILLE RICHE: ENQUÊTE SUR LA PAUVRETÉ AU FÉMININ

En 1988, F-Information participe au colloque «Précarité et pauvreté» organisé par l'Hospice général avant de s'engager dans un groupe de travail en vue de lui donner une suite. À ce moment-là, cela fait déjà plusieurs années que l'équipe constate dans ses permanences l'augmentation du nombre de femmes qui connaissent des difficultés financières assez importantes. En juin 1989, elle lance donc un appel dans les *Nouvelles du mois*: «Alertées par la pauvreté matérielle et relationnelle de beaucoup de femmes, nous avons l'intention d'une part de tenter d'en cerner les causes, d'autre part de lancer des actions concrètes pour trouver des solutions aux situations de précarité.



*Pour réaliser ces objectifs, nous avons besoin de toutes les forces disponibles. Nous lançons donc un appel à toutes nos membres et aux autres associations concernées; que celles qui sont intéressées nous rejoignent le mercredi 14 juin, à 10h30 à F-Information. Nous vous présenterons nos réflexions préliminaires et accueillerons vos suggestions et offres de collaboration. »*

Dans un premier temps, un questionnaire à usage interne est élaboré, puis le groupe cherche rapidement à élargir la population de l'enquête en sollicitant les autres associations féminines et les services sociaux genevois; sur une trentaine, vingt-quatre donnent leur accord, dont l'Hospice général et le Service social de la Ville de Genève. Le questionnaire définitif est mis au point en collaboration avec une sociologue du Bureau de l'égalité, Lucienne Gillioz. Après une phase de test, il est présenté aux femmes qui répondent par l'affirmative à la question: «Avez-vous un problème d'argent?». L'hypothèse de départ est que les causes de leur précarité économique sont liées à leur condition de femme, qui les place encore souvent dans une position de dépendance vis-à-vis de leur mari, et qui entraîne une diminution importante de leur niveau de vie en cas de séparation ou de divorce. Les mères seules sont en effet les plus touchées par ce problème. L'enquête est réalisée entre février et avril 1990; après le traitement des questionnaires, leur analyse débute à l'automne. Le sujet suscite l'intérêt des médias et donne lieu à plusieurs articles et interviews. Dès 1991, des personnes de l'équipe sont amenées à présenter les résultats de l'enquête dans des lieux très divers, ce qui permet de toucher des publics différents. Elle paraît en janvier 1992 sous le titre *Femmes pauvres dans ville riche*, avec un tirage de 600 exemplaires. Comme le but de l'enquête est aussi de trouver des moyens concrets pour améliorer la situation, un certain nombre de propositions seront émises à plusieurs niveaux par la suite.

## 1991, ANNÉE MARQUANTE

1991 est une année importante tant pour F-Information que pour toutes les femmes en Suisse. Tout d'abord, en mai, l'association fête ses dix ans d'existence à la Salle Centrale de la Madeleine avec un spectacle de Nathalie Sabato, jeune comique genevoise.

À cette occasion, pour remercier les usagères, les membres de l'équipe décident de faire chacune don du salaire d'une permanence afin d'alimenter une caisse de solidarité et d'offrir ainsi un petit cadeau à plusieurs femmes se trouvant dans une situation précaire. En outre, en cette année du 700<sup>ème</sup> anniversaire de la Confédération, F-Information fait partie des structures désignées comme relais dans le cadre d'une action exceptionnelle, le Fonds du 700<sup>ème</sup>.

Venant ponctuellement s'ajouter au soutien financier accordé par des fondations que sollicite l'association pour des femmes en difficulté, ce fonds permet de régler de façon rapide des situations d'endettement ou d'accompagner des femmes prêtes à s'engager dans un projet professionnel.

Comme il est indiqué dans le rapport annuel de 1991, le centre «*tourne à plein régime et utilise au maximum ses capacités en finances et en locaux. Il n'est pas possible d'augmenter notre offre de services, même si la demande est là.*»

À partir de cette période, le slogan «Une femme informée en vaut deux» figure sur tous les dépliants et l'équipe cherche à se donner les moyens d'étendre ses activités en relançant les recherches de fonds avec les conseils d'une personne spécialisée dans le sujet.

LE 14 JUIN, F-INFORMATION DÉCIDE DE PARTICIPER À SA MANIÈRE À LA GRÈVE DES FEMMES ORGANISÉE POUR PROTESTER CONTRE LE FAIT QUE, DIX ANS APRÈS L'INSCRIPTION DE L'ÉGALITÉ DES SEXES DANS LA CONSTITUTION, L'ÉGALITÉ RÉELLE EST TOUJOURS LOIN D'ÊTRE ATTEINTE.

Dans l'éditorial *des Nouvelles* de juin 1991, Sylvie Cristina-Reichlin fait quelques suggestions: «*Que pouvons-nous faire pour nous et pour celles qui, ce jour-là, ne pourront agir à leur guise: – une grève totale au travail et à la maison – un débrayage de quelques heures – participer à un pique-nique, à la manifestation, à la fête – s'habiller en rose fuchsia – mettre duvet et balai à sa fenêtre.*»

La liste des propositions se poursuit et plus loin, on lit:

«BIEN SÛR, CECI ENTRAÎNERA... LE DÉSORDRE, MAIS C'EST LE BUT.»

LE 14 JUIN 1991, DANS TOUTE LA SUISSE,  
500'000 FEMMES FONT GRÈVE  
ET SE MOBILISENT AUTOUR DU SLOGAN  
"LES FEMMES BRAS CROISÉS, LE PAYS  
PERD PIED".

Quant au centre, le jour J, il ouvre toute la journée pour permettre à quiconque le souhaite de venir discuter de toutes les questions concernant l'égalité des droits entre femmes et hommes.

Mais le regard de F-Information se veut large et porte plus loin que les frontières de la Suisse. Dans les années suivantes, il s'ouvre encore davantage sur l'Europe et sur le monde.

# SOLIDARITÉ ET OUVERTURE SUR LE MONDE (1992-1996)

L'ouverture qui caractérise F-Information à cette période va se traduire de différentes manières et témoigne d'une valeur fondamentale qui traverse son histoire: la solidarité. Au début des années 1990, le centre s'ouvre de plus en plus à ce qui se passe hors des frontières suisses et se mobilise via différentes actions. Certaines sont ponctuelles, d'autres s'inscrivent dans la durée, comme le Réseau interculturel d'échanges de savoirs pour les femmes (RESI-F) qui voit le jour en 1994. Nous allons d'abord nous pencher sur ce réseau qui existe toujours aujourd'hui, avant de revenir sur d'autres exemples de mobilisation en lien avec le contexte de l'époque, puis de nous intéresser aux changements significatifs dans la vie de l'association à la même période.



# L'HISTOIRE DU RESI-F

## LES ORIGINES

Le RESI-F est issu du croisement de plusieurs constats. Tout d'abord, à l'occasion de l'enquête *Femmes pauvres dans ville riche* menée puis publiée conjointement par F-Information et le Bureau de l'égalité entre homme et femme, Jeannie Coray, Lucienne Gillioz et Chokoufeh Samii ont observé la solitude vécue par des femmes suisses en raison de leurs difficultés financières. Dans le prolongement de cette enquête, plusieurs propositions émergent, dont celle de créer des réseaux informels d'entraide dans les quartiers. Cette idée de retisser du lien social entre les personnes est également présente au cœur de ce qu'on appelle les réseaux d'échanges de savoirs ou de formation réciproque, qui suscitent un vif intérêt à F-Information<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Fin 1992, Danièle Warynski en présente le principe et le fonctionnement lors d'un comité élargi; une première tentative de mettre en place un tel réseau connaîtra peu de succès, jusqu'à ce que le concept soit adopté et adapté dans le cadre du RESI-F.

Dans le même temps, la Loi sur l'asile se durcit; les répercussions douloureuses de ce durcissement sur les personnes concernées vont pousser des représentantes d'associations à organiser un événement qui sera déterminant pour la suite.

Le 29 janvier 1994 a lieu une séance d'information publique sur le thème: «Femmes et exilées. Ce qu'elles vivent à Genève». Fruit de la collaboration entre F-Information – représentée par Chokoufeh Samii et Gerda Ferrari – et le Groupe d'accueil des requérant-e-s d'asile de la Servette (GARAS) représenté par Maryelle Budry, elle se tient dans un petit restaurant du quartier des Grottes, Les Miroirs<sup>2</sup>. Environ 80 personnes viennent écouter les témoignages de femmes exilées ainsi que les interventions de France von Allmen du Centre Social Protestant et de Sarah Osatinski, directrice d'un foyer AGECAS (Association genevoise des centres d'accueil pour candidats à l'asile). Le Centre Camille-Martin<sup>3</sup> et la librairie l'Inédite tiennent un stand.

<sup>2</sup> Ce lieu a pu voir le jour quelques années plus tôt grâce au soutien de F-Information.

<sup>3</sup> Cette association a pris le nom de Camarada en 1995.

Dans le compte-rendu de la rencontre, Maryelle Budry souligne la diversité qui règne tant du côté des organisatrices que des participantes. Voici ce qu'elle écrit dans les *Nouvelles* de mars 1994: «*La rencontre avait été préparée par 5 Genevoises, c'est-à-dire une Iranienne, une Néerlandaise, une Argentine, une Sud-Africaine, une Française, des binationales comme beaucoup de Genevoises, qui à un moment ou l'autre de leur vie ont connu un changement de pays, une adaptation plus ou moins facile et qui peuvent ainsi un peu entrevoir dans leurs imaginations la somme des souffrances que peut représenter un arrachement et un débarquement dans des circonstances dramatiques. Dans la salle se sont réunies des femmes venant d'horizons différents: des professionnelles des organisations caritatives, des bénévoles des mouvements d'entraide, des féministes, des militantes de la défense de l'asile, des exilées, des réfugiées, des "Genevoises" concernées par l'exil, qui ne s'étaient pas encore nécessairement rencontrées et dont la rencontre n'était pas si évidente.*»

Dans le prolongement de cet après-midi placé sous le signe de la solidarité, du partage et de la convivialité va donc naître l'idée *«de mettre sur pied des moments de rencontres entre femmes exilées (on les appelait comme cela) et Suissesses avec*

<sup>4</sup> Extrait du document rédigé par Chokoufeh Samii le 11 mars 2021

à l'occasion d'une présentation du RESI-F à la Haute école de travail social (HETS) de Genève.

*pour objectif de mieux se connaître entre femmes de cultures différentes, de renforcer les liens sociaux et inter-culturels par l'échange de savoirs<sup>4</sup>».*

Le réseau est créé sous l'impulsion d'un groupe constitué notamment d'Ann Avery, de Maryelle Budry, de Claire-Lise Dreifuss (première directrice de Camarada), de Gerda Ferrari et de Chokoufeh Samii. *«Dès le départ la volonté était qu'il y ait autant de femmes étrangères que de Suissesses lors des rencontres, que la parole soit donnée aux femmes exilées afin qu'elles expriment leurs besoins et que l'on puisse ensemble, Suissesses et étrangères, penser à des actions<sup>5</sup>».* De plus, ce groupe en est convaincu: *«toutes les femmes possèdent des savoirs, même si toutes n'en ont pas forcément conscience. (...) L'échange part du principe que pour être identifiés et valorisés, les savoirs doivent être sollicités<sup>6</sup>».* Ainsi, le principe est que toutes les participantes soient à égalité.

<sup>5</sup> Extrait du discours inaugural prononcé par Chokoufeh Samii lors de la fête des 10 ans du RESI-F, le 27 novembre 2004.

<sup>6</sup> Extrait de l'entretien entre Chokoufeh Samii et Joséphine Sanvee paru dans la brochure *Le RESI-F fête ses 15 ans!* le 18 décembre 2009.

## LES DÉBUTS

Dans les *Nouvelles* d'octobre 1994, Ann Avery et Gerda Ferrari annoncent la création du réseau, communiquent la liste des offres et demandes d'échanges et invitent les femmes intéressées à se retrouver pour une mise en commun un jeudi par mois au 19, rue de la Servette. Fruit d'une collaboration entre des personnes appartenant à différentes structures, le RESI-F va rapidement s'ancrer à F-Information. Les rencontres mensuelles ont un succès croissant, avec en moyenne 15 à 20 participantes qui se répartissent entre un noyau d'habituées et des nouvelles qui viennent sur la recommandation d'une amie ou de quelqu'un qui travaille avec les personnes réfugiées. Ce sont des moments

de partage informel où les femmes se sentent libres de parler et de se confier. Dans ces occasions-là comme dans les échanges de savoirs, elles reprennent confiance dans leurs capacités et tissent des liens, trouvant appui et soutien auprès des autres. Certaines activités d'échange sont d'ailleurs organisées à domicile et des amitiés fortes se nouent. En cas de coup dur, la solidarité joue à plein.

Les premières années, une forte demande existe pour certains cours qui ne peuvent pas toujours être assurés dans le cadre des échanges individuels. On trouve parfois une solution grâce à d'autres organisations comme Camarada dans le cas du français (Carole Breukel, une représentante de l'association, participe d'ailleurs régulièrement aux rencontres à partir de 1996) ou bien avec la maison de quartier des Asters-Servette pour l'informatique. Les membres de l'équipe qui contribuent à la vie du projet prennent assez vite conscience de la nécessité de coordonner les échanges de savoirs pour éviter que ceux-ci ne soient trop irréguliers ou tout simplement abandonnés en cours de route. En outre, dès octobre 1995, l'association reçoit un soutien financier de la Fondation

pour la diaconie communautaire et peut donc proposer un stage de longue durée à une requérante d'asile afin de lui permettre d'acquérir une formation sur place et d'épauler la coordinatrice du RESI-F dans ses différentes tâches administratives et dans l'animation des échanges. Des stagiaires se succéderont ainsi jusqu'en 2003.

## L'ÉVOLUTION DU RÉSEAU

Les réunions du jeudi soir sont d'abord destinées à mettre en commun les propositions d'échanges de savoirs; d'emblée, elles sont aussi l'occasion de se rencontrer dans une atmosphère chaleureuse qui favorise les discussions entre toutes, permettant de découvrir les spécificités culturelles d'un pays, les expériences de vie des unes et des autres et, au-delà de leurs différences, ce qui les unit. En dehors de ces rendez-vous réguliers, des rencontres à thèmes ont lieu deux à trois fois par année.

De fil en aiguille, à la demande des participantes ou sur proposition de la coordinatrice, des présentations et des discussions autour d'un thème ont lieu dans ce rendez-vous mensuel très attendu. À partir du début des années 2000, les thèmes vont être proposés en amont, choisis en commun et discutés lors de la réunion du jeudi qui inclut chaque fois un tour de table pour se présenter et un point sur les échanges en cours ou les nouvelles propositions. Les sujets abordés sont très variés, ils vont de la ménopause aux différentes façons de se comporter en société selon les cultures en passant par ce qu'il est possible de faire à Genève pendant l'été sans déboursier d'argent.

Les ateliers et les cours se structurent davantage avec le temps, et les personnes qui coordonnent les activités veillent à poser un cadre clair afin que les choses se passent au mieux tout en accordant une certaine latitude aux formatrices bénévoles. Tout cela exige à la fois de la rigueur et de la souplesse.

Parmi les autres activités proposées, des sorties culturelles ou des promenades permettant de découvrir Genève et ses environs sont organisées plusieurs fois par année. Les fêtes et les repas communautaires deviennent aussi des rendez-vous attendus et très fréquentés – une fête a lieu vers le début de l'année civile et un pique-nique pendant la période estivale – ouverts aux proches des femmes du RESI-F, qui apprécient de venir en famille.

Fidèle à son esprit d'origine, le RESI-F est toujours entièrement gratuit. La seule condition pour suivre un cours est de participer au moins une fois à une réunion du jeudi soir, tant pour se présenter que parce que l'adhésion aux valeurs de solidarité et de partage sont essentielles pour prendre part aux activités. C'est l'occasion de découvrir ce qui est proposé et de s'inscrire auprès de la coordinatrice des échanges de savoirs. Cette dernière a changé au fil du temps, mais le rôle a longtemps été tenu par Sylvie Genton.

Ce qui a évolué, c'est que les femmes d'origine étrangère sont devenues majoritaires, puisque sur les 400 membres inscrites à ce jour on recense une cinquantaine de nationalités et environ 10% de Suissesses<sup>7</sup>.

<sup>7</sup> Cf. document du 11 mars 2021 op. cit.



L'un des intérêts de cette expérience est son aspect très pragmatique: on fait avec ce qui se présente, avec ce qu'apporte les participantes (au propre comme au figuré car certaines aiment partager des spécialités culinaires de leur pays). Comme le relève Chokoufeh Samii, qui a cofondé le RESI-F il y a plus de vingt-sept ans et l'aura coanimé jusqu'à son départ à la retraite en juin 2021: «*Tout est parti de constats de terrain et d'une réponse concrète et pratique à ces constats (restriction du droit d'asile et solitude). Mais bien sûr avec en arrière-fond l'engagement féministe et social de F-Information et le contexte que j'ai évoqué*».<sup>8</sup> Cet ancrage dans la réalité du terrain fait la force du RESI-F. Par ailleurs, une de ses spécificités par rapport aux autres réseaux du même ordre, c'est qu'il n'y a pas d'obligation de réciprocité dans les échanges. Certaines personnes proposent des cours, d'autres en reçoivent, et d'autres encore font les deux.

<sup>8</sup> Cf. document du 11 mars 2021 op. cit.

Même s'il n'y a pas de volonté de théoriser les choses, des réflexions sont menées sur le RESI-F, tant par des étudiantes qui rédigent des travaux de recherche que par Chokoufeh Samii, notamment dans un article paru dans la revue en ligne REISO le 8 juin 2017<sup>9</sup> et dans son intervention à la HETS mentionnée plus haut.

<sup>9</sup> <https://www.reiso.org/articles/themes/genre/1838-les-echanges-de-savoirs-pour-s-integrer>

Sur le plan financier, après avoir été soutenu les premières années par l'Église protestante et des dons privés, puis avoir bénéficié en 2005 d'une subvention de la Commission fédérale des étrangers, le RESI-F fonctionne depuis 2007 avec une subvention du Bureau d'intégration des étrangers (BIE) du canton de Genève.

## LE RESI-F, PÉPINIÈRE DE PROJETS

Le RESI-F favorise également l'éclosion de nombreuses initiatives, qui se développent en son sein et prennent parfois leur essor en dehors. Parmi celles-ci, on peut citer le groupe Récits de vie lancé dès 1996 par Maryelle Budry et Isabelle Guisan qui permet de recueillir les témoignages de femmes ayant vécu l'exil, ou bien l'association Araignées Artisanas de Paix – née en 2000 à l'initiative de Gerda Ferrari et d'un groupe de femmes dans le cadre de la Paroisse protestante de la Servette – dont le but est l'éducation à la paix et l'intégration entre personnes suisses et étrangères. On peut également mentionner la mise sur pied de consultations en langue persane à destination de personnes requérantes d'asile, ou encore le prix Femme exilée - femme engagée<sup>10</sup> créé par Alba Viotto en 2001 avec le soutien de F-Information. Dans son intervention du 11 mars 2021 à la HETS, Chokoufeh Samii rappelle aussi l'existence du Groupe des mères seules de Bosnie<sup>11</sup> et précise: «*Elles ont réussi à mobiliser des forces au sein du RESI-F et dans les milieux politiques et féministes et au terme d'un combat de longue haleine, elles ont eu l'autorisation de rester à Genève avec leurs enfants.*»

<sup>10</sup> Le fonds d'archives de ce prix est conservé à la bibliothèque Filigrane et disponible à la consultation.

<sup>11</sup> Association fondée en décembre 1997.

Dans les années 1990, l'ouverture sur le monde et la solidarité envers les autres femmes prennent bien des formes, comme nous allons le voir.

# D'AUTRES FORMES DE MOBILISATION EN FAVEUR DES FEMMES

1992 est une année où l'on parle beaucoup d'Europe, tant sous l'angle de la construction européenne que sous celui des exactions commises en ex-Yougoslavie.

Pour F-Information, il s'agit aussi bien de sensibiliser ses membres aux questions européennes et à la manière dont la participation à l'Europe pourrait avoir un impact positif sur les droits des femmes que d'alerter avec d'autres associations sur l'horreur de ce qui se passe dans l'ex-Yougoslavie tout en soutenant différentes actions.

Dans le même temps, l'association continue à mener avec d'autres partenaires une réflexion sur les suites à donner à l'enquête sur les femmes et la pauvreté. Encore une fois, il n'est pas possible de recenser de manière exhaustive l'ensemble des initiatives prises par les membres du centre à titre collectif ou individuel, il s'agit plutôt de présenter quelques illustrations significatives.

## INFORMATIONS SUR LA QUESTION EUROPÉENNE

À Berne, le 7 décembre 1990, un colloque est organisé par la Commission fédérale pour les questions féminines et le Bureau fédéral de l'égalité sur le thème: «Les femmes et la Communauté européenne». Même si la disparité de situations d'un pays à l'autre est très importante, il existe au niveau de la Communauté économique européenne (CEE) une législation destinée à prévenir une violation flagrante du principe de l'égalité entre les sexes.

À cette période, F-Information débute dans son mensuel une campagne d'information sur les effets que pourrait avoir l'adhésion de la Suisse à la CEE ou à l'Espace économique européen (EEE). Lise Olsen, juriste, relève notamment ceci dans le numéro de janvier-février 1991: *«Si la Suisse veut poser sa candidature à la CEE, elle doit d'abord mettre sa législation au diapason avec les autres pays communautaires. Cela signifierait entre autres que toutes les assurances sociales (donc aussi l'assurance maternité) doivent exister. Aux organisations féminines de se battre et faire changer la législation pour que les assurances sociales soient attribuées aux femmes indépendamment de leur statut, à l'instar du Danemark. Ceci, combiné avec le droit communautaire existant et ses voies de recours possibles, pourrait inévitablement améliorer la condition féminine en Suisse.»* Au fil de l'année 1992, elle continue à diffuser régulièrement des informations. Peu avant le vote du 6 décembre, où la population rejette l'adhésion à l'EEE à une légère majorité, elle écrit un dernier article sur ce que l'adhésion de la Suisse à l'EEE entraînerait comme changements législatifs et sur les conséquences directes que cela aurait pour les femmes, afin que ces dernières puissent voter en «euro-connaissance de cause».

## AUX CÔTÉS DES FEMMES EN NOIR

Dans ce même numéro des *Nouvelles* daté de décembre 1992, on lit également: «*L'Europe 1992 c'est aussi: – La guerre en ex-Yougoslavie. – La violence faite à toute une population civile à proximité de notre pays et le viol collectif pratiqué de manière systématique sur des milliers et des milliers de femmes et de fillettes!*». Un appel à une manifestation silencieuse est lancé par Femmes pour la paix et d'autres associations féminines le 10 décembre place de la Fusterie.

À partir de cette première mobilisation à Genève, F-Information va soutenir l'engagement des Femmes en noir ainsi que différentes initiatives comme celle de Caritas à Zagreb pour venir en aide aux femmes violées. «*Dès le 21 janvier à Genève, des femmes représentant de nombreuses organisations féminines manifestent deux fois par mois pour les femmes et jeunes filles victimes de viols dans la guerre en ex-Yougoslavie. (...) Nous nous devons de protester. (...) Des actions concrètes seront proposées parallèlement, notamment des revendications à signer pour que ces forfaits soient reconnus comme crimes contre l'humanité et crimes de guerre. (...) D'autres actions sont à l'étude afin d'aider concrètement des femmes dans leur pays ou en Suisse. (...) F-Information s'associe à l'engagement des FEMMES EN NOIR*<sup>12</sup>.»

<sup>12</sup> Extrait des *Nouvelles* de janvier-février 1993. Le fonds d'archives de l'association Femmes en noir-Genève est conservé aux Archives contestataires et disponible à la consultation.

LE MOUVEMENT DES FEMMES EN NOIR EST NÉ EN 1988 POUR PROTESTER CONTRE L'OCCUPATION ISRAËLIENNE DES TERRITOIRES PALESTINIENS, SUR LE MODÈLE DES MÈRES DE LA PLACE DE MAI EN ARGENTINE; IL S'EST DÉVELOPPÉ À BELGRADE DÈS LE DÉBUT DE LA GUERRE. UNE DE SES PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES EST DE RÉUNIR DES FEMMES QUI RÉCLAMENT LA PAIX DE MANIÈRE NON VIOLENTE ET NON PARTISANE.

## LES SUITES DE L'ENQUÊTE FEMMES PAUVRES DANS VILLE RICHE

Partant des constats de l'enquête publiée début 1992, F-Information lance un appel aux partenaires sociaux afin de réfléchir à des propositions concrètes pour améliorer la situation des femmes pauvres à Genève. Des personnes issues de partis politiques, de syndicats, d'associations, du Bureau de l'égalité des droits entre homme et femme (BED) et d'autres lieux encore répondent présent. Des axes prioritaires sont identifiés.

L'un d'eux porte sur la question des bas salaires des femmes dans les secteurs où elles sont nombreuses à travailler. Une coopération s'instaure avec le BED

et la Fédération suisse des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie (FTMH) afin de constituer un dossier d'information qui permette aux femmes concernées de mieux connaître et défendre leurs droits. Début 1994, il est édité par le Bureau de l'égalité sous la forme d'un classeur intitulé *Femmes, quels salaires ?*

Par ailleurs, F-Information soutient des propositions visant à améliorer le système des allocations familiales, notamment pour les mères cheffes de famille.

L'association participe aussi à un groupe de travail sur l'étude des conséquences financières du divorce, car elle a constaté pendant l'enquête que la rupture du couple entraîne un risque de précarité quand la femme ne dispose pas de ressources propres. En novembre 1994 paraît une brochure intitulée *Divorce, quelles conséquences financières pour les femmes ?* réalisée en collaboration avec un avocat genevois et destinée à la fois aux femmes et aux «praticien-ne-s du divorce». Voici ce qu'on lit dans le rapport annuel de 1994 : «*Nous souhaitons que les informations contenues dans cette brochure permettent aux personnes concernées de trouver des solutions équitables lors d'un divorce, et en particulier, que les intérêts des femmes divorcées soient mieux protégés.*»



Autres questions centrales, celles de la formation de base et de la réinsertion professionnelle qui exigent de prendre en compte les difficultés spécifiques rencontrées par les femmes, en lien avec leur parcours professionnel non linéaire. À partir d'octobre 1994, l'association participe à un groupe de travail créé à l'initiative du BED sur le thème des femmes peu ou pas qualifiées; celui-ci va déboucher sur un projet de pré-formation qui deviendra *Première marche*.

Ce qui apparaît nettement dans les archives du centre, c'est à quel point l'équipe fourmille constamment d'idées et de projets. Bien que souvent limitée par le manque de place, de temps et d'argent, elle déploie une grande énergie pour aller de l'avant.

# LA VIE TRÉPIDANTE DE F-INFORMATION

## DÉMÉNAGEMENT ET RÉAMÉNAGEMENT DES ACTIVITÉS

En 1993, après plusieurs tentatives infructueuses pour agrandir ses locaux à la Taverne de la Madeleine, l'équipe se met en quête d'un endroit plus spacieux avec un loyer raisonnable et voit ses recherches couronnées de succès. Le déménagement a lieu fin avril; début mai, tout est prêt pour accueillir les usagères au 19, rue de la Servette, à proximité de la gare Cornavin.

En juin, après l'inauguration officielle<sup>13</sup>, les membres de l'équipe procèdent à une évaluation – exercice auquel elles se livrent à intervalle régulier pour faire le point sur leur travail, la façon dont elles se sentent dans l'équipe, et se projeter dans l'avenir – afin de préparer les activités pour la rentrée, l'organisation étant réglée sur l'année scolaire plutôt que l'année civile.

Les permanentes amorcent notamment une réflexion sur les groupes et envisagent de remplacer celui d'ORPER (orientation personnelle), qui a lieu plusieurs fois par année, par des groupes thématiques. ORPER va d'ailleurs cesser d'exister en tant que tel en 1993, après une session s'adressant aux femmes seules<sup>14</sup> pourtant très appréciée par les participantes. Décision est prise de diminuer le nombre d'activités collectives en 1995, car leur fréquentation est depuis quelque temps plus aléatoire que par le passé.

Du côté des demandes individuelles, on constate une stabilisation entre 1988 et 1993 autour de 3'300-3'400. Même si le nombre d'entretiens croît dans une certaine mesure en 1994 et 1995, l'augmentation de ces deux années correspond principalement à une hausse des appels téléphoniques, surtout pour des demandes d'information et des commandes de brochures. Dans cette période de crise économique, les demandes d'aide financière augmentent également.

<sup>13</sup> Un apéritif suivi d'une soirée-débat sur le mythe du parent parfait animée par Mme Lamunière, une thérapeute de couple et de famille.

<sup>14</sup> La question de la solitude est un thème récurrent à F-Information, qui le traite aussi bien dans ses *Nouvelles* qu'à travers des activités collectives (citons par exemple la soirée-débat «Femmes seules dans la vie sociale» de février 1988 et bien sûr celle du 29 janvier 1994 qui a précédé la création du RESI-F).



11





## LES NOUVELLES TECHNOLOGIES DANS UN CENTRE DE DOCUMENTATION

Depuis 1989, l'informatique est arrivée à l'association. L'achat d'un ordinateur a été accueilli de manière très diverse par les membres de l'équipe, certaines étant motivées pour se former et d'autres peu à l'aise avec ce nouvel outil.

EN 1990, UN IMPORTANT TRAVAIL D'INFORMATISATION DE LA DOCUMENTATION A ÉTÉ ENTREPRIS pour en faciliter le classement et la consultation. En outre, depuis 1989, l'association alimente en informations l'Espace Femmes du serveur social SESAME de la Ville de Genève, d'abord sur Minitel puis sur Vidéotex dès novembre 1990.

Dans les années qui suivent, F-Information continue à se charger d'alimenter ses pages en créant de nouveaux chapitres, transposant en quelque sorte sa brochure *F-Information Genève, 300 adresses pour les femmes et la famille* qu'elle réédite régulièrement (la 7<sup>me</sup> édition est parue en septembre 1994).

Ce fait ne doit pas occulter que la documentation du centre se consulte alors surtout sur papier et qu'elle exige qu'on y consacre du temps et de la place. Dans le rapport annuel de 1995, les différents supports sont énumérés: «*des dossiers documentaires à thèmes utilisés quotidiennement par l'équipe, des classeurs de documents destinés au tout public dans tous les domaines de la vie quotidienne (divers programmes, adresses, dépliants, etc.), des livres de bibliothèque, des coupures de presse, etc.*»

Toujours dans le cadre de sa mission d'information qu'elle envisage de manière très large, F-Information aborde régulièrement des questions politiques, surtout en période électorale, tout en se déclarant apolitique<sup>15</sup>. Comment expliquer ce paradoxe?

<sup>15</sup> Voir par exemple les notes du comité élargi du 9 mars 1993, *Cahier des comités et colloques* n°11.

## F-INFORMATION EST-ELLE APOLITIQUE?

Après une élection de député-e-s au Grand Conseil, Marinette Payot s'interroge<sup>16</sup>:

«*Faut-il vraiment appartenir à un parti pour faire de la politique? (...) Pour l'instant, mon engagement passe par les associations, lieu privilégié de formation et d'action politique. Le groupe BOURSES ET FORMATION en est une bonne illustration*<sup>17</sup>.»

En septembre puis en octobre 1991, l'éditorial des *Nouvelles* est consacré aux élections au Conseil national<sup>18</sup>. Le premier invite les femmes à s'intéresser aux sujets sur lesquels les Chambres fédérales devront se prononcer – tout en rappelant que depuis quatre ans il n'y a plus de femme représentant Genève à Berne – et les incite à voter pour des candidates. Celles-ci – une de chaque parti – participent le 26 septembre à une table ronde organisée par F-Information et animée par la journaliste Sabine Estier. Les réponses de chacune à trois questions-clés sont publiées dans le numéro d'octobre, et l'équipe se réjouit de l'élection de Christiane Brunner dans l'édition de novembre (rappelons que cette dernière est l'une des initiatrices de la grève du 14 juin).

<sup>16</sup> Éditorial des *Nouvelles* de novembre 1989.

<sup>17</sup> Elle écrit cela peu de temps après le vote de la loi sur l'encouragement aux études, sujet sur lequel ce groupe a joué un rôle important, cf. chapitre 2.

<sup>18</sup> «Élections: place aux femmes!»; puis «Spécial élections: confiance aux femmes!».



En mars 1993, après avoir soutenu sa candidature au Conseil fédéral et avoir vécu les péripéties liées à sa non-élection<sup>19</sup>, l'équipe s'interroge lors du comité élargi du 9 mars 1993 sur son mode d'intervention en prenant l'exemple des lettres à Francis Mathey (il est possible que l'équipe lui ait écrit ou ait envisagé de lui écrire pour lui demander de renoncer à son élection pendant la semaine très mouvementée qui a suivi le vote du 3 mars). Les notes de la séance sont très elliptiques, mais on peut lire « nous sommes apolitiques », et on comprend que s'il y a un « élément féministe ou égalité », il est possible de prendre une décision en comité restreint, en gardant une préférence pour la consultation de toutes.

<sup>19</sup> Après l'élection de Francis Mathey par l'Assemblée fédérale au détriment de Christiane Brunner, candidate officielle du PS, c'est finalement Ruth Dreifuss qui devient conseillère fédérale. Toute l'affaire fait grand bruit et le scandale de cette non-élection provoque une mobilisation dans le pays. On peut trouver différents articles en ligne sur le sujet.

L'association ne se considère pas comme partisane et ne veut sans doute pas être accusée de « politique politicienne », tout en étant attachée à faire avancer la cause des femmes, et notamment tout ce qui a trait à l'égalité.



12

Dans ses *Nouvelles* d'octobre 1995, peu avant les élections au Conseil national et au Conseil des États, F-Information publie les noms de toutes les femmes politiques qui se présentent, quelle que soit leur affiliation. Suite à la lettre d'un lecteur déçu, l'équipe s'interroge et fait part de son dilemme, montrant que sa position n'est pas tranchée : « *Nous partageons pleinement la réticence de ce lecteur face à certaines candidates qui défendent des causes qui ne sont pas les nôtres, et notre choix n'était ni facile, ni unanime. Fallait-il jouer la carte de l'information générale (qui sont les femmes candidates), ou du féminisme (qui sont les candidates qui défendent les causes concernant l'égalité entre homme et femme) ? Dans le passé nous avons opté pour cette dernière solution, ce qui avait également provoqué des réactions. Nous l'avouons humblement, parfois on agit dans le doute. Nous avons présenté une liste complète des femmes candidates, pensant qu'elles avaient toutes le mérite de s'engager dans la vie politique, toutefois conformément à nos statuts, nous nous sommes abstenues de prendre position pour l'une ou l'autre des candidates. Comment se sortir de cette situation cornélienne ?*<sup>20</sup> »

<sup>20</sup> *Nouvelles* de novembre 1995.

## SENS ET LIMITES DE L'ENGAGEMENT MILITANT ET FÉMINISTE

L'association est régulièrement sollicitée par d'autres organisations, ce qui l'amène à s'interroger sur ses priorités et à définir une ligne de conduite en lien avec ses statuts et ses missions, même si cela ne l'empêche pas de faire des exceptions de temps à autre pour des sujets qui lui paraissent trop importants pour être ignorés. Ainsi, chaque fois qu'il leur est demandé de s'investir – ou de s'investir davantage – dans une cause, les animatrices réfléchissent ensemble, en général à l'occasion du comité hebdomadaire et des évaluations, sur la manière dont elles sont prêtes à s'engager ou pas au nom de F-Information. Dans ces situations, elles échangent de manière à aboutir à une position commune sur le sujet – commune à l'association, car elles sont évidemment libres de s'engager à titre individuel si elles le souhaitent – tout en tenant compte de leurs possibilités sur le plan matériel (leur temps n'est pas élastique, leurs ressources financières non plus), ce qui peut les conduire à refuser des demandes. Dans ce cas, elles proposent souvent de relayer les informations dans leur publication mensuelle.

La question du féminisme et du militantisme et de ce que chacune met derrière ces termes revient assez régulièrement dans les débats. Le 29 septembre 1995 par exemple, lors d'une évaluation, chacune donne sa définition du militantisme. Voici des extraits, figurant dans le procès-verbal, des réponses données à cette occasion: «*MILITANTISME: – se conçoit avec les hommes, –*

*signifie défendre une cause. (...) l'exemple de la recherche de fonds. C'est aussi du militantisme car c'est faire reconnaître la démarche de F-Information par des groupes ou des personnes en dehors du cadre habituel, – est important pour l'information et le contact avec les autres associations féminines, – signifie le féminisme plus la collaboration avec les autres associations, – c'est agir pour la cause des femmes. (...) il y a deux formes de militantisme: 1) le militantisme interne, par exemple les brochures, 2) le militantisme extérieur: comme l'assurance maternité (...) ou l'avortement.»*

Pendant cette même séance, certaines expriment des réserves sur le féminisme un peu trop «pur et dur» d'un groupe dont elles reconnaissent cependant l'utilité et avec lequel elles collaborent régulièrement. Tout en étant déterminées à faire évoluer les choses, les permanentes ont en effet des réticences quant aux prises de position jugées parfois trop radicales d'autres organisations féministes, ce qui ne les empêche pas de s'engager et de s'investir dans des actions destinées à aider concrètement les femmes.

En 1994, déclarée année de la famille par l'ONU, F-Information participe à la préparation du colloque intitulé «Familles en mouvement» qui a lieu en novembre et propose trois animations pleines d'humour en collaboration avec le Collège du travail et le SPAF MARMITE (Syndicat des personnes actives au foyer – Mouvement autonome des responsables de ménage inégalement traité-e-s et estimé-e-s) pour l'atelier ayant pour thème «Famille et organisation de la vie professionnelle.» Dans le rapport annuel, on lit ceci en guise de conclusion à la présentation de cet événement:

*«Ce colloque s'inscrivait dans le cadre de l'année de la famille et s'adressait aux hommes et aux femmes quelle que soit leur situation sociale, professionnelle ou leur âge. Le contexte de cette manifestation sur la famille et la réflexion qui a*

*accompagné et nourri la réalisation de nos ateliers s'accordent avec la conception de F-Information, à savoir que pour construire une société harmonieuse et basée sur l'égalité il faut le concours, la complicité et les efforts des hommes et des femmes ensemble.»*

## F-INFORMATION EN QUELQUES CHIFFRES

En 1992, après huit ans sans augmentation, la rémunération des permanentes passe de 25 francs à 30 francs de l'heure, et les colloques sont payés 50 francs la soirée. Les temps de travail allant de 20% à 50%, elles sont plusieurs à avoir d'autres activités professionnelles.

Entre le début et le milieu des années 1990, moment de crise économique, les dépenses annuelles de l'association sont comprises entre 187'000 et 230'000 francs, et la majeure partie de ses ressources financières provient des subventions de la Ville (de 60'000 à 70'000 francs) et du canton de Genève (de 66'700 à 70'000 francs). Pour équilibrer les comptes, elle se lance chaque année dans des recherches de fonds. Cette préoccupation liée à la nécessité constante de trouver de l'argent engendre parfois lassitude et découragement chez celles qui s'en chargent le plus souvent. Qui plus est, en 1995 s'ouvre une période d'incertitude financière pour F-Information, qui dépend de nouveau du Département de l'action sociale et de la santé et se retrouve confrontée à une diminution de 10% de sa subvention cantonale, comme beaucoup d'associations. Elle lance alors un nouvel appel à la générosité de ses membres. En outre, anticipant cette baisse, elle demande à partir d'octobre 1994 une contribution de 10 à 30 francs aux consultantes selon leurs possibilités, sans rendre cette participation obligatoire pour permettre aux personnes qui n'en auraient pas les moyens de continuer à venir.

En 1995, le comité – toujours constitué des membres de l'équipe – décide d'adhérer à une nouvelle structure, le RASSEMBLEMENT DES ASSOCIATIONS PRIVÉES (RAP), qui compte onze autres associations en partie subventionnées par le Département de l'action sociale et de la santé, dont plusieurs associations féminines: Aspasia, Association des mères cheffes de famille (AMCF), F-Information, Solidarité Femmes (devenue AVVEC), SOS Femmes et Viol-Secours. Le 16 avril 1996, au cours de l'assemblée générale de F-Information, Geneviève Bordry explique: *«Le RAP a été créé dans le but de se regrouper pour unir les forces et les moyens, se donner plus de poids afin de mieux faire entendre la voix des associations, tant auprès des autorités que des médias et du public.»*

Dans le rapport annuel de 1995, on peut également lire: *«Souples et mobiles, ces associations ont un savoir-faire approprié et s'adaptent rapidement aux besoins détectés. Elles développent des relations de proximité et sont facilement accessibles aux personnes qui peuvent avoir besoin de leurs services. Dans le contexte économique actuel, les besoins sociaux sont plus aigus et les associations sont de plus en plus sollicitées. Par ailleurs, elles sont fragilisées et doivent tenir le pari de répondre à des demandes toujours croissantes avec des ressources inchangées, voire en diminution depuis quelques années.»*



Les professionnelles de F-Information ne sont cependant pas du genre à baisser les bras et le 26 avril 1996 au Forum Meyrin, l'association fête ses quinze ans avec un spectacle des Z'ACOUSTIQUES, un trio de musiciennes qui « *chantent des histoires de femmes à émouvoir ou faire hurler de rire le public. Aucun féminisme agressif, mais une dose infinie de finesse et tout l'art de savoir se moquer de soi*<sup>21</sup>. » C'est aussi à l'occasion de cet anniversaire qu'un ouvrage collectif issu de dix ans ateliers d'écriture est publié: *Écrire pour devenir*.

<sup>21</sup> Annonce du spectacle faite par F-Information.

Cette année 1996 est marquée par le départ de trois membres historiques de l'équipe: Marinette Payot, Gerda Ferrari et Francine Constanty. Comme Jeannie Coray, une autre pionnière, est partie fin 1995, F-Information est confrontée à un renouvellement de près de la moitié de ses effectifs après une assez longue période de stabilité. La plus ancienne est alors et pour longtemps Marie-Claude Rimaz, suivie de Chokoufeh Samii, Marie-Christine Musa et Geneviève Bordry, Sophie de Weck Haddad les ayant rejointes en décembre 1993.

En cette période de changement, l'équipe va se pencher sur sa mission et aboutir à la rédaction d'une charte. Ce travail de réflexion débouchera également sur une nouvelle identité visuelle destinée à assurer une meilleure visibilité et « lisibilité » de l'association. En plus du lancement de nouvelles prestations, l'association va aussi être amenée à reprendre la bibliothèque Filigrane, à la genèse de laquelle elle a participé.



# UNE PRÉSENCE PLUS VISIBLE ET « LISIBLE » (1997-2001)

Entre départs de plusieurs anciennes et débats intenses autour de nouveaux projets, les bouleversements vécus au sein de l'association en 1996 incitent l'équipe à s'engager en 1997 dans un gros travail sur l'identité et l'image de F-Information. Toute cette période est également consacrée à préparer la reprise du centre de documentation Filigrane, confronté à d'importantes difficultés financières et menacé de fermeture. Après avoir examiné les effets de ce travail sur la communication, puis fait le point sur les nouvelles activités et prestations de l'association, nous retracerons les grandes lignes de l'histoire de Filigrane avant de nous pencher sur la suite de cette histoire commune.

14



# LES HABITS NEUFS DE F-INFORMATION

On le voit à travers son histoire: tous les cinq ans environ, l'association fait sa mue. Prenant en compte ses interrogations et les constats tirés de son expérience, l'équipe se remet en question sans perdre de vue sa raison d'être. Regula Pickel présente ainsi la démarche aux membres dans l'éditorial des *Nouvelles* d'avril-mai 1997: «Après 15 ans d'existence et de croissance, le temps était

venu de faire le point: qui sommes-nous? Quels sont nos buts, nos forces, nos valeurs, nos visions? Nous avons cherché à dessiner notre visage, cerner notre image, définir une véritable identité institutionnelle. Les premières pousses de ce travail vont surgir petit à petit. Il n'y a pas révolution, il y a évolution.»

Pour l'accompagner dans cette entreprise, l'équipe recourt à une spécialiste du marketing social pour la partie identité et recherche de fonds, et à deux graphistes pour la partie visuelle.

## UNE CHARTE POUR SE DÉFINIR, UNE NOUVELLE IMAGE POUR ACCROÎTRE SA VISIBILITÉ

Destinée à rappeler la mission de F-Information, ses objectifs et ses valeurs, la charte figure dans tous les rapports annuels jusqu'en 2004, même si sa présentation varie légèrement. Voici la version de 1998, dont la première phrase permet de saisir la spécificité de la structure aux yeux de celles qui la font vivre.

### CHARTe, MISSION ET OBJECTIFS DE F-INFORMATION

*«F-INFORMATION EST UN LIEU ET UN ESPACE-TEMPS. LES FEMMES DE TOUT ÂGE ET TOUTES ORIGINES PEUVENT Y RENCONTRER UNE ÉQUIPE DE PROFESSIONNELLES DONT LA MISSION EST LA SUIVANTE:*

- *Inform*er: sur toutes les questions d'ordre juridique, professionnel, familial, personnel ou de vie pratique.
- *Soutenir*: écouter les femmes et les aider dans une démarche individuelle, sans engager de suivi à long terme.
- *Prévenir*: devancer les problèmes exposés par les femmes et réagir à temps pour éviter les situations extrêmes.
- *Être un relais*: écouter les femmes et les orienter vers les organismes, services ou professionnel-le-s compétent-e-s, qui sauront répondre à leurs demandes.
- *Inciter* à une démarche collective ayant trait à la condition féminine et aux relations homme/femme.



*ELLE A AUSSI MIS EN PLACE DE NOUVELLES ACTIONS TRADUISANT SA VOLONTÉ D'ALLER DE L'AVANT POUR CONTINUER À AFFIRMER ET DÉVELOPPER LE PROJET DE F-INFORMATION DONT LES BUTS DIRECTEURS SONT:*

- *L'égalité entre hommes et femmes*, en favorisant les changements des mentalités face aux questions de travail, couple, famille et développement personnel.
- *L'autonomie des femmes*, en les aidant à s'informer, faire des choix, à reprendre confiance en elles et à acquérir leur indépendance.
- *La construction d'une société solidaire*, en favorisant le partage des expériences de vie et le tissage de liens sociaux: entre femmes, entre les hommes et les femmes, mais aussi entre les différentes associations œuvrant dans le même domaine.

*F-INFORMATION S'ATTACHE DANS SON ACTION QUOTIDIENNE À PROMOUVOIR LES VALEURS DE:*

- *Respect et tolérance*: entre les femmes et les hommes.
- *D'engagement*: – Pour que chaque femme accède à des choix de vie.  
– Pour une société solidaire et de partage.»

Ce qui est inscrit dans la charte va servir de référence à tous les supports de communication de l'association. Quant à la charte graphique, elle va s'inscrire dans la durée puisqu'elle ne sera modifiée qu'en 2017.

Tout ce travail est destiné à accroître la visibilité de F-Information. L'enjeu est en effet de mieux faire connaître ses prestations au grand public tout en présentant une image professionnelle aux institutions et autres partenaires, et notamment aux bailleurs de fonds potentiels. En effet, en ces années de vache maigre<sup>1</sup>, il est encore plus crucial que par le passé d'obtenir des fonds privés.

La nouvelle identité visuelle est d'abord adoptée en 1997 dans le rapport annuel, puis dans les mois qui suivent dans la nouvelle plaquette d'informations, et bien sûr dans le journal.

<sup>1</sup>En 1999, la situation est telle que les *Nouv'Elles* d'avril-mai affiche en couverture «Pages blanches... de peur!». À l'intérieur, quelques paragraphes expliquent pourquoi F-Information et Filigrane sont dans une situation difficile; ils se concluent par un appel au soutien moral ou financier des membres.

## LES NOUVELLES FONT PEAU NEUVE

Ce n'est ni la première fois ni la dernière qu'une réflexion est menée autour du journal (qui changera encore de format et accueillera des rubriques supplémentaires en 2009). En 1994 en effet, en réponse à différentes sollicitations de son réseau, l'équipe s'est déjà interrogée sur la possibilité de regrouper les différentes informations des associations féminines dans une publication commune.

Dans le prolongement de ces échanges, une édition «Spécial Femmes» a été réalisée sous la coordination de F-Information et est parue plusieurs années de suite – dans *Le Courrier* en 1995, dans la *Tribune de Genève* en 1996 et dans le *Journal de Genève* en 1997 – à l'occasion de la journée du 8 mars, regroupant le travail d'une bonne vingtaine d'organisations féminines genevoises.

*«Le journal de notre association, organe de communication et de lien avec nos membres ainsi qu'avec des associations genevoises, a été réalisé en 1998 avec un programme de mise en page performant, «relooké» de fond en comble et repensé quant à son contenu. Les différents thèmes sont choisis en comité et l'équipe de rédaction se compose désormais de 2 personnes différentes pour chaque numéro<sup>2</sup>.»*

<sup>2</sup> Rapport annuel de 1998.

La maquette est conçue de manière à rendre la publication attrayante, le rythme de parution devient bimestriel, tandis que l'agenda est imprimé à part et envoyé dix fois par année. Le nom est conservé moyennant une modification qui instaure une complicité avec celles qui fréquentent F-Information: il s'écrit à présent *Nouv'Elles*.

On y trouve des rendez-vous réguliers, comme par exemple la rubrique Bon à savoir<sup>3</sup>, qui se substitue aux anciennes fiches – surtout juridiques, mais pas seulement – que l'on trouvait dans la précédente version. Les pages accueillent d'autres «Voix» (le nom d'une rubrique), parfois sous forme d'entretien, parfois sous forme de portrait ou d'article de fond, et on lance un appel aux contributions des lectrices, notamment pour la dernière page. L'ensemble est aux nouvelles couleurs de l'association, orange et bleu, et affiche le nouveau logo en couverture, un double F qui renvoie à Femmes et Famille. Ce dernier terme va d'ailleurs être inscrit en 1997 dans les statuts à côté du mot femmes («les femmes et leur famille»), dans l'article 2 sur les buts.

<sup>3</sup> Même si le journal a cessé de paraître en janvier 2013, le nom a été conservé et les Bons à Savoir existent à présent sous forme d'articles consultables sur le site de l'association.

## LA RÉVISION DES STATUTS

C'est la première fois depuis la création de F-Information que les statuts sont modifiés<sup>4</sup>; il s'agit de prendre en compte le travail effectué par l'équipe ainsi que la Loi sur l'égalité (ou LEg) entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1996. En effet, afin de pouvoir agir légalement dans le cas où la LEg ne serait pas respectée, on ajoute le point suivant dans ce même article 2: *«promouvoir l'égalité entre femmes et hommes,*

*notamment par le biais d'actions en justice conformément à l'article 7 de la Loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes du 24 mars 1995.»*

<sup>4</sup> Ils seront adoptés à l'unanimité lors de l'assemblée générale du 12 mai 1997.

Par ailleurs, toujours dans le cadre de sa réflexion approfondie sur son identité, F-Information va se chercher des soutiens, tant d'un point de vue pratique, pour alléger un peu sa charge de travail, que pour la représenter à l'extérieur, notamment auprès d'institutions et d'acteurs-clés du canton.

## DES APPUIS BÉNÉVOLES

Depuis ses débuts, F-Information a une position ambivalente quant au bénévolat. D'une part, il est jugé indispensable en raison du déséquilibre entre les ressources financières et le volume de travail – pour mémoire, on demande alors aux permanentes engagées de travailler trois mois en tant que bénévoles pour commencer –, d'autre part, il s'oppose en partie à la volonté et à la nécessité de se professionnaliser et de présenter une image professionnelle vis-à-vis de l'extérieur. Pour autant, des bénévoles ont toujours gravité autour de l'association, fournissant des coups de main occasionnels ou du soutien, y compris sur certaines tâches essentielles comme la comptabilité et la vérification des comptes. En outre, un réseau comme le RESI-F s'appuie presque exclusivement sur le bénévolat. Début 1998, l'équipe décide de STRUCTURER LE TRAVAIL

BÉNÉVOLE afin de mieux le coordonner et le valoriser et lance un appel dans son journal. Le groupe de bénévoles est de plus cité et remercié dans chaque rapport annuel; le nombre d'heures offertes est parfois évalué et annoncé. Bénévole aussi, le comité de soutien dont décide de se doter l'association au même moment. À partir de 1998, il regroupe une quinzaine de personnalités engagées; dans le rapport annuel, l'équipe explique: *«Nous leur avons demandé de nous seconder dans notre travail, tant sur le plan de la représentation de F-Information dans la cité que dans le domaine de la recherche de fonds, question toujours d'actualité dans la vie d'une association.»*

Toute cette période est également riche en nouveaux projets. Certains connaîtront une longue existence, d'autres auront une durée de vie plus courte quoique très symbolique, d'autres encore poursuivront leur vie ailleurs.

# UNE MULTITUDE DE PROJETS AUX DESTINÉES DIVERSES

L'équipe de F-Information n'est jamais en panne d'idées ; ce qui lui manque, comme on l'a déjà relevé, c'est souvent le temps et l'argent. Il se trouve que la LEg va permettre à certaines d'entre elles de se concrétiser.

## DEUX PROJETS POUR FAVORISER L'INSERTION PROFESSIONNELLE

Avec la création du RESI-F en 1994, F-Information a accueilli davantage de femmes requérantes d'asile ou réfugiées, dont certaines avec un bon niveau de formation. Or, une fois en Suisse, elles sont confrontées à de nombreuses difficultés pour faire valoir leurs compétences et trouver du travail. Chokoufeh Samii, coordinatrice du RESI-F, va proposer à ses collègues de créer une consultation professionnelle pour ces femmes exilées. Il s'agit de leur apporter du soutien pour leur permettre de maintenir leurs qualifications et de les accompagner dans une démarche d'insertion sur le marché du travail genevois. Comme ce projet s'inscrit dans le cadre des mesures d'encouragement prévues par la LEg, il est déposé auprès du Bureau fédéral de l'égalité et sera financé pendant un peu plus d'un an, d'octobre 1997 à janvier 1999, avant d'être intégré aux consultations professionnelles.

Autre initiative financée par le Bureau fédéral de l'égalité dans le même cadre et fruit d'une collaboration avec l'Université Ouvrière de Genève (UOG), la pré-formation Première Marche, destinée aux femmes peu qualifiées, bénéficie de fonds qui vont financer trois sessions entre 1998 et 1999.

Les deux formatrices, Brunella Colombelli<sup>5</sup> et Chokoufeh Samii, vont alors proposer que Voie F – espace de formation pour les femmes créé en 1998 – reprennent Première Marche, qu'elles continueront à animer en alternance pendant un certain nombre d'années.

<sup>5</sup> Nouvelle collaboratrice à F-Information à partir de septembre 1998.



15

## UNE PRESTATION QUI FAIT COULER BEAUCOUP D'ENCRE

Étonnamment, l'idée qui a suscité le plus de réactions, au sein de l'association comme à l'extérieur, est aussi une de celles qui a eu la vie la plus courte. La proposition d'une permanence d'écoute pour les hommes naît à la suite de suggestions d'usagers et d'un débat interne sur le fait d'engager ou non un homme pour remplacer une collaboratrice sur le départ<sup>6</sup>. Après discussion, l'équipe décide de mener en 1996 une étude de faisabilité en allant à la rencontre d'associations masculines et d'animateurs-thérapeutes de groupes d'hommes pour vérifier que cela correspond à un réel besoin et évaluer la viabilité du projet. Dans le RA de 1996, on lit ceci :

«F-Information, tout en gardant sa spécificité "femmes", pourrait ainsi jouir d'une perspective plus large. Avec le projet d'une permanence pour les hommes, le centre prend également position

pour un féminisme non-exclusif, tendant vers une coopération homme-femme dans le sens d'un humanisme "revu et corrigé" par les femmes.» Assurée par

deux animateurs, la permanence démarre en 1998. Malgré une large couverture médiatique, elle est peu fréquentée et s'arrête au bout d'un an et demi. Entre 1999 et 2001, un groupe de travail mixte incluant des membres de l'équipe poursuit les échanges afin de trouver une autre formule, en vain. La conclusion est que la forme proposée (les consultations individuelles) et le cadre (une association principalement tournée vers les femmes et identifiée comme telle) ne correspondent pas à ce qui est recherché par les hommes.

<sup>6</sup> Cf. PV de l'évaluation du 24 mai 1996. Il existe une divergence de vues à ce sujet dans l'équipe. «L'idée de créer une permanence annexe destinée aux hommes et tenue par un homme est mieux acceptée.»

## LES SALONS, «CAFÉ PHILO» AVANT L'HEURE

Lors de l'AG du 16 avril 1996, Jane Thiébaud, membre de F-Information, présente le travail de recherche qu'elle a effectué sur les Salons d'antan<sup>7</sup>. Sa présentation plaît tant qu'elle incite l'équipe à initier ce projet en 1997. Ainsi, toute personne qui le souhaite – c'est alors le seul groupe mixte proposé par l'association et il le restera – peut venir échanger autour d'un thème proposé à l'avance. Les Salons vont se tenir dans divers lieux, du café Casablanca à Filigrane en passant par la Comédie de Genève, et ne prendront fin qu'au départ à la retraite de leur principale puis unique animatrice, Victoria Al Adjouri, en 2018.

<sup>7</sup> Elle se réfère surtout aux Salons qui se tenaient en France aux 17<sup>ème</sup> et 18<sup>ème</sup> siècles et encourageaient la liberté d'expression, la tolérance et l'amitié.

Ces différents projets viennent s'ajouter à tout le travail qui constitue la base des activités de F-Information – les consultations, la documentation, les activités collectives régulières, les collaborations extérieures, sans compter la gestion et la recherche de fonds. Reconnu à l'extérieur, le dynamisme de l'association dont ils témoignent est d'ailleurs une des raisons qui incite dès 1996 la déléguée du Bureau de l'égalité, Marianne Frischknecht, à proposer à l'équipe de reprendre la gestion de Filigrane.

Pour comprendre comment on en est arrivé là, il faut retracer les grandes lignes de l'histoire de Filigrane, à laquelle F-Information a été associée dès le début grâce à l'engagement de plusieurs membres de son équipe dans le projet.

16



## DU GROUPE «BIBLIOTHÈQUE FEMMES» AU CENTRE DE DOCUMENTATION FILIGRANE

La chronologie commentée ci-après a été faite du point de vue de F-Information.

1986: en juin, constitution du groupe Bibliothèque Femmes. Un comité élargi avec pour thème «Faut-il créer une Bibliothèque féministe à Genève?» débouche sur la création d'un groupe d'étude rassemblant quelques membres du centre et des femmes d'autres associations. F-Information a pour rôle d'assurer la coordination du travail de réflexion jusqu'à l'éventuelle création d'une association autonome.

1987: le Conseil d'État crée le Bureau de l'égalité des droits entre homme et femme (BED). Un point figure dans le mandat du BED: la création d'un centre de documentation sur la condition féminine et l'égalité des droits; l'objectif principal est de constituer un fonds de documentation contemporaine servant d'outil de travail au BED.

1988: un projet d'étude pour la création d'un Espace Culturel Femmes est soumis au BED en janvier, avec la participation active de deux membres de F-information. En octobre, le groupe de travail est officiellement mandaté pour réaliser cette étude.

1989: le 8 mars, organisation d'une table ronde «La culture, quelle égalité pour les femmes?» en vue de la création d'un centre de documentation à Genève.



En mars 1989, un rapport de l'étude de faisabilité est remis à Bernard Ziegler, alors Conseiller d'État et chef du Département de justice et police, dont dépend le BED. Le centre comporterait trois secteurs: documentation écrite, documentation audiovisuelle, animations (avec un service d'accueil et la possibilité de regrouper des associations féminines)<sup>8</sup>.

<sup>8</sup> Cf. historique du centre de documentation pour les femmes dressé par Chokoufeh Samii lors de l'assemblée générale de F-Information du 2 mai 1989.

1990: en juillet, création du centre de documentation avec une subvention de 50'000 francs du Département de justice et police inscrite au budget du BED.

1991: le 29 mai, naissance de l'Association pour la création d'un centre de documentation et d'animation concernant l'égalité entre femmes et hommes.

*«Bientôt nous pourrons travailler avec une bibliothécaire-documentaliste pour concrétiser un projet longtemps désiré. Rappelez-vous, au début on parlait ici même à F-Information de la création d'une bibliothèque-femmes, sous-entendu que femmes voulait dire féministe. Un groupe de travail (...) soutenait dès le départ qu'une bibliothèque-femmes (...) devait également comporter de la documentation et des archives contenant l'histoire des femmes et des mouvements féminins, et que des liens étroits devaient se tisser avec des centres comparables en Suisse et à l'étranger. De ce fait, le centre pourra répondre aux besoins de nombreuses chercheuses et de nombreux chercheurs, qui se plaignent actuellement amèrement de la dispersion des documents les plus précieux concernant la condition féminine<sup>9</sup>.»*

<sup>9</sup> Nouvelles de décembre 1991.

1993: emménagement au 2, rue de la Tannerie, à Carouge, dans les locaux du BED. Ouverture de Filigrane au public le 3 mai.



17

EXTRAIT DES STATUTS DU 4 NOVEMBRE 1993:  
Association du centre de documentation sur  
l'égalité et la condition féminine: FILIGRANE

BUT – Article 2:

*L'Association FILIGRANE a pour but de recenser et de conserver des documents contemporains (écrits, audiovisuels, photos, etc.) concernant l'égalité entre femmes et hommes et la condition féminine et de les mettre à disposition du public.*



*Elle s'efforce de mettre sur pied à Genève des animations et des activités culturelles, en lien avec ses buts. L'Association prend contact à Genève, en Suisse et à l'étranger, avec des centres déjà existants pour connaître leur méthode de travail. Cette collaboration doit permettre la constitution et la mise à disposition d'un fonds bibliothéconomique, d'envergure francophone, concernant l'égalité entre femmes et hommes et la condition féminine et de les mettre à disposition du public.*

1994: en juillet, la subvention est supprimée. Début des difficultés financières.

1996: vers la fin de l'année, le BED demande à l'équipe de F-Information si elle serait intéressée de reprendre cette activité.

1997: le 12 mars, démission du bureau de gestion et du comité de l'association Filigrane, qui propose officiellement à F-Information de reprendre la gestion de Filigrane pour éviter la fermeture. L'équipe mène un travail de réflexion pour formaliser le projet. Extrait de l'assemblée générale du 12 mai 1997: *«Geneviève retrace l'historique de Filigrane et rappelle que l'idée d'un centre de documentation pour les femmes est partie de F-Information. Elle parle de la proposition amenée par Marianne Frischknecht pour que F-Information reprenne Filigrane. F-Information a accepté pour de nombreuses raisons, élargir notre public, avoir une politique commune d'acquisitions, travailler avec d'autres associations féminines et éventuellement organiser des animations culturelles mais à condition d'obtenir une subvention supplémentaire. L'AG extraordinaire de Filigrane a accepté cette reprise à l'unanimité.»*

1998: la reprise est effective; Filigrane reste toutefois dans les locaux du BED. En avril, embauche d'une nouvelle bibliothécaire-documentaliste, Isabelle Bruggimann, qui est intégrée à l'équipe mais effectue son travail principal à Carouge. Le fonds compte alors plus de 3'000 documents, spécialisés pour la plupart. Le défi à relever est grand: il s'agit de faire vivre la bibliothèque et d'y amener davantage de public. Les 23 et 24 octobre, UNE FÊTE POUR CÉLÉBRER LA RENAISSANCE DE FILIGRANE EST ORGANISÉE, avec de la musique, des lectures, des expositions de photographies réalisées par Laurence Deonna et Simone Oppliger et une conférence de Benoîte Groult sur le thème «S'engager au féminin».

Même si l'équipe se réjouit de cette reprise qui lui apparaît rapidement comme une évidence, l'avenir de F-Information s'assombrit en 1999 en raison de problèmes liés aux subventions, et beaucoup de projets sont mis en suspens. Quelques animations sont toutefois organisées à Filigrane, surtout à partir des années 2000.

#### LES DÉBUTS DE L'AVENTURE COMMUNE

Pour faire face à l'importante charge de travail générée par les nombreux changements intervenus à partir de 1998, un poste de coordination tournante est créé en 1999, le principe initial étant que les collaboratrices assument le poste à tour de rôle pendant une période d'une année. À partir du second semestre 1999, deux personnes de l'équipe occupent conjointement ce poste. *«Il a pour but d'assurer le suivi des différents projets et de garder une vue d'ensemble sur les activités de l'association. Il doit aussi assurer une partie des tâches de gestion<sup>10</sup>.»* Les séances de supervision et d'intervision sont maintenues, ainsi que les journées de bilan-évaluation semestrielles. <sup>10</sup> Rapport annuel 1999.

En outre, dans le prolongement du travail entamé au sein du RAP, F-Information décide de se lancer dès 1999 dans une démarche d'évaluation de ses prestations, avec la détermination d'indicateurs de qualité. Des questionnaires sont mis au point et font l'objet d'une phase de test avec les usagères avant d'être proposés sur des périodes déterminées. Les résultats recueillis permettent de valider que les prestations correspondent aux besoins des femmes et que celles-ci sont satisfaites. Cette démarche, qui se poursuivra à la fois à l'interne et dans un groupe de travail au sein du RAP, lui sera très utile au moment de l'établissement du premier contrat de prestations avec l'État de Genève.

En parallèle, l'association continue à se mobiliser pour des projets de grande envergure. En 2000, la participation à la Marche mondiale des femmes est ainsi un des temps forts de l'année, comme cela est rappelé dans le rapport annuel :

*«Dès le début, nous avons adhéré à la Marche avec enthousiasme et en avons fait une de nos priorités pour l'an 2000 (...) Le 8 mars, nous avons toutes, y compris bon nombre de nos membres, été présentes au lancement de la Marche et tout au long de l'année, nous avons diffusé les informations concernant cette action. (...) Nous avons marché pour la solidarité, l'égalité, le partage, la paix et la démocratie, et contre toutes les formes de violence envers les femmes. Ces slogans ont résonné au niveau mondial et dans nos locaux, se traduisant dans notre action quotidienne par notre contribution à l'égalité entre hommes et femmes, l'autonomie des femmes et la construction d'une société égalitaire et de partage.»*

18



19



20

Dans un autre registre, la préparation des 20 ans de l'association galvanise aussi l'équipe. À cette occasion, un numéro des *Nouv'Elles* spécial 20 ans et tiré à 1'300 exemplaires est réalisé, ainsi que la neuvième édition de la brochure *F-300 adresses pour les femmes*, avec pour l'occasion une préface de Guy-Olivier Segond – dans laquelle il se réjouit des avancées, et notamment de l'entrée en vigueur de l'assurance-maternité cantonale au 1<sup>er</sup> juillet 2001 – et une partie historique comprenant des contributions de collaboratrices, dont certaines fondatrices. En février 2001, peu de temps avant le jour J, le site internet de l'association est mis en ligne. Et le 8 mars 2001, date symbolique, une soirée spectacle a lieu en présence de 700 personnes à la Comédie de Genève.



21

L'événement majeur de l'année 2002 va occuper l'équipe durant de très nombreuses heures: c'est le projet de regroupement de F-Information et de Filigrane. En plus de l'énorme travail de fond, le défi est de trouver des locaux suffisamment spacieux pour qu'enfin l'association puisse voir grand et accueillir toutes ses activités.

«PAS À PAS, LES FEMMES CHANGENT LE MONDE.»  
LA PREMIÈRE MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES  
A LIEU EN L'AN 2000. CET ÉVÉNEMENT MARQUE  
PROFONDÉMENT LES ESPRITS DES COLLABORATRICES  
DE F-INFORMATION, QUI DÉFILENT AVEC ENTHOU-  
SIASME ET SONT TOUCHÉES PAR CE MOMENT  
DE SOLIDARITÉ ENTRE FEMMES DE TOUS LES PAYS.



# F-INFORMATION S'AGRANDIT (2002-2007)

En 2002, tout en assurant son travail habituel, l'équipe s'investit fortement dans le regroupement de F-Information et de Filigrane. Comme à chaque fois qu'elle est confrontée à une évolution importante, elle entame une réflexion sur son fonctionnement qui va entraîner des modifications dans son organisation, et elle imagine de nouvelles manières de structurer ses activités en lien avec les besoins des femmes.

Par ailleurs, de même que le travail collaboratif effectué dans le cadre du RAP permet à F-Information de se préparer au contrat de partenariat qui sera signé en 2005 avec les autorités cantonales, l'intensification de sa coopération avec les autres associations féminines au sein d'un groupe qui s'appellera bientôt le Réseau Femmes va favoriser le développement de projets communs.



23



22

# UN REGROUPEMENT ATTENDU ET SES CONSÉQUENCES SUR L'ORGANISATION

## LA RECHERCHE D'UN LIEU ADAPTÉ

L'idée de réunir les deux entités sous un même toit est présente depuis la reprise de Filigrane, et l'équipe annonce qu'elle va s'atteler au projet dans le rapport annuel de 2000: «*Par ailleurs, depuis plusieurs mois, nous souhaitons regrouper dans des locaux communs F-Information et la bibliothèque Filigrane, ce qui nous permettrait de diversifier nos prestations et de donner plus d'ampleur aux activités de F-Information comme de Filigrane, par exemple en reprenant des activités de groupes. Un groupe de travail élargi sera chargé d'étudier ce projet dans les mois à venir.*»

Ce projet va cependant mettre du temps à aboutir et nécessiter de nombreuses heures de travail. Geneviève Bordry, qui fait part de sa motivation et de son enthousiasme à ses collègues lors du bilan évaluation du 14 juin 2002, jouera un rôle moteur. Et il en faudra, de l'énergie, entre réunions de travail parfois difficiles avec certaines autorités de tutelle<sup>1</sup>, préparation d'un projet de loi<sup>2</sup>, et recherche active de locaux des mois durant. Il est en effet indispensable de trouver une arcade pour Filigrane afin d'accroître sa visibilité. Au sein de la Maison de l'égalité rue de la Tannerie, elle n'attire guère de monde, et le public concerné est très orienté vers la recherche. Toutefois, depuis sa réouverture en 1998, sa fréquentation a commencé à croître grâce à un important travail de communication et à l'énergie déployée par une petite équipe emmenée par Isabelle Bruggimann, qui diversifie les acquisitions afin de toucher un public non spécialisé; mais la surface est limitée et l'endroit peu passant. Or la bibliothèque doit faire la preuve de son utilité vis-à-vis des subventionneurs, qui conditionnent sa survie à l'augmentation significative de son activité.

<sup>1</sup> Dans différents documents d'archives, il est notamment fait état à plusieurs reprises de tensions avec le Service de promotion de l'égalité des droits entre homme et femme (ancien BED devenu SPPE en 1999).

<sup>2</sup> Voté en décembre 2002, il a été élaboré sur les conseils de Micheline Calmy-Rey, alors Conseillère d'État et cheffe du département cantonal des finances, qui estimait que la demande aurait ainsi plus de chance d'être acceptée.



24



Après de nombreuses visites infructueuses, le lieu idéal est enfin trouvé vers le milieu de l'année 2003 par Geneviève Bordry et Marie-Claude Rimaz, au 67, rue de la Servette : il comprend une arcade bien située pour Filigrane et des locaux au 1<sup>er</sup> étage pour F-Information ; ceux-ci vont être aménagés de manière à créer un large espace d'accueil et de documentation, une salle de consultation supplémentaire et une salle de réunion suffisamment grande pour y accueillir des activités de groupes et être prêtée ou louée à d'autres associations.

Le déménagement a lieu en octobre 2003 et l'inauguration officielle quelques mois plus tard, en février 2004, avec pour objectif de mieux faire connaître les missions et les actions de F-Information et Filigrane ; rythmée par des rencontres et des animations, elle dure une journée entière, avec une matinée consacrée aux professionnel-le-s et aux partenaires, et une partie ouverte au public pendant l'après-midi et la soirée.

Les changements provoqués par le regroupement – dont le doublement de la subvention et ses effets en termes d'alourdissement de la gestion –, ainsi que la perspective du contrat de partenariat conduisent l'équipe à prendre un nouveau tournant en se dotant d'un comité directeur bénévole.



## LE COMITÉ DIRECTEUR BÉNÉVOLE: LA FIN DE LA COGESTION?

Débutée en 2003, la réflexion suscite bon nombre de discussions parmi les membres de l'équipe. Habituee à la cogestion, cette dernière redoute en effet une ingérence excessive d'un comité qui ne comprendrait pas l'esprit de l'association et entraverait son action<sup>3</sup>.

<sup>3</sup> Voir par exemple le PV de l'intervention du 27 octobre 2003.

D'un autre côté, tout en souhaitant avoir les mains libres pour l'administration courante, les collaboratrices reconnaissent le besoin d'un appui extérieur aussi bien pour la représentation et la recherche de fonds que pour la gestion du budget et celle du personnel. Conscientes de la nécessité à terme d'une instance supervisant la bonne marche de l'association, elles préfèrent prendre les devants plutôt que de se voir imposer les choses. Courant 2004, elles décident d'identifier les personnes les plus à même de les accompagner dans cette entreprise et de les solliciter. Sept personnes donnent leur accord: Anne Mahrer, qui assumera la présidence du comité jusqu'en 2008, Monique Lapierre, qui devient vice-présidente – elle est déjà très active en tant que bénévole à Filigrane depuis plusieurs années –, Elisabeth Chatelain, Béatrice Despland, Marinette Payot, Maria Roth-Bernasconi et Albert Rodrik. Le 25 novembre 2004, une assemblée générale extraordinaire est organisée pour entériner cette décision et inscrire les modifications nécessaires dans les statuts.

Est-ce la fin de la cogestion pour autant? Au cours de cette AG, on dresse l'historique de la cogestion et de ses différents niveaux tels qu'ils ont été conçus par les fondatrices. Dans les faits, le niveau incluant les membres n'a jamais réellement fonctionné. Par conséquent, le changement touche surtout l'équipe – jusque-là, elle formait le comité et était donc son propre employeur –, d'où l'ajout de deux articles statutaires la concernant. Elle conserve l'absence de hiérarchie en interne tout en perdant *«une partie de ses prérogatives, notamment concernant le budget, le programme d'activités, les engagements et licenciements, les engagements financiers de l'association»*<sup>4</sup>.

<sup>4</sup> Extrait du PV de l'assemblée générale extraordinaire du 25 novembre 2004.

Notons que le nouvel article 12 précise plusieurs éléments importants<sup>5</sup>: «1. Les membres de l'équipe sont des femmes.

2. L'équipe est composée d'un nombre suffisant de personnes permettant un partage du temps

de travail, et une offre de prestations polyvalentes au public de F-Information.

3. Le cahier des charges des membres de l'équipe est défini par l'équipe elle-même, et soumis pour approbation au comité. 4. L'équipe désigne ses deux représentantes qui sont membres de droit du comité, ainsi qu'une suppléante.»

<sup>5</sup> Les alinéas 3 et 4 seront supprimés quelques années plus tard.

Même si cela a toujours été le cas, c'est la première fois que la composition exclusivement féminine de l'équipe est inscrite dans les statuts<sup>6</sup>. Le fait que les employées soient des femmes s'explique aisément par l'histoire-même de l'association: ses fondatrices l'ont créée dans le contexte de la 2<sup>ème</sup> vague féministe, avec au cœur de la mission l'autonomie des femmes. Non seulement ce sont des femmes qui accueillent d'autres femmes, mais les membres de l'équipe veulent montrer qu'elles savent travailler ensemble et sont en mesure de mener seules un projet d'envergure.

<sup>6</sup> Ce point sera d'ailleurs discuté à l'AG du 18 avril 2011, à l'occasion de nouvelles modifications statutaires, mais demeurera finalement inchangé.

Quant à leurs inquiétudes concernant leur nouvel employeur, elles vont s'apaiser assez vite. Au cours d'un bilan-évaluation quelques mois plus tard, le sentiment général exprimé est la satisfaction à l'égard du nouveau comité, qui fait de toute évidence confiance aux professionnelles et se montre peu interventionniste.

D'autres évolutions concernant le fonctionnement interne se produisent à la même période.

## L'ORGANISATION DU TRAVAIL À F-INFORMATION

Depuis 1999, une coordination tournante en binôme a été instaurée. Même si elle se poursuit officiellement, la manière dont les coordinatrices s'approprient le travail varie beaucoup, car toutes n'ont pas le goût ni les compétences pour cette fonction, qui recouvre un grand nombre de tâches de gestion. Après un bilan-évaluation à Marnod (Jura français) les 4 et 5 octobre 2002, la coordination est élargie en prévision du regroupement pour permettre aux personnes qui en assument de facto la majeure partie du cahier des charges de poursuivre sur leur lancée tout en incluant d'autres collègues. Pour finir, c'est le tandem Geneviève Bordry/Marie-Claude Rimaz qui assurera l'essentiel de ce travail jusqu'au départ à la retraite de cette dernière, fin 2011.

Au cours des deux journées à Marnod, d'autres points sont abordés, comme le passage du tarif horaire de 33 à 34 francs<sup>7</sup> et la priorité donnée à l'augmentation des temps de travail plutôt qu'à l'embauche de nouvelles personnes dans la perspective d'un accroissement des horaires d'ouverture (et donc des permanences) en 2003. «APRÈS 21 ANS, NOUS DÉCIDONS

D'ABOLIR LE MOT "FORFAIT" QUI EST REMPLACÉ PAR "SALAIRE"! Taux d'activité: à Filigrane, il y aura après le regroupement 2 postes à 50%, 1 à 80% + 1 apprentie. À F-Information, la règle était que personne ne devait être employée à 60% ou plus par crainte d'une prise de pouvoir. Après discussion, nous décidons de garder le "garde-fou" de 60% pour F-Info mais acceptons les taux d'activité décrits ci-dessus de Filigrane<sup>8</sup>.»

<sup>7</sup> Rappelons aussi qu'en janvier 2000 est intervenue l'affiliation au 2<sup>ème</sup> pilier dès le premier franc, mesure importante mais surtout symbolique à l'époque compte tenu du montant des rémunérations.

<sup>8</sup> Extrait du PV du bilan-évaluation des 4 et 5 octobre 2002.



27

On décide également de diminuer la fréquence des comités (ou colloques) qui deviennent bimensuels et d'organiser six longues séances d'intervision par an. C'est à cette occasion qu'on crée un dossier de circulation de l'information. En 2004, épaulée par une intervenante extérieure, l'équipe définit un règlement interne et des règles de fonctionnement destinées à faciliter la vie de «la ruche», ainsi que se surnomme alors F-Information pour désigner le foisonnement d'activités qui la caractérise.

Le regroupement prévu incite aussi l'équipe à envisager de nouveaux projets destinés notamment à répondre aux besoins des femmes et à mettre en valeur leurs capacités sous différentes formes.

## DES PROJETS AU SERVICE DES FEMMES

Cette volonté d'offrir de nouvelles prestations aux personnes qui fréquentent l'association est inscrite dans le projet de loi voté lors de la séance du Grand Conseil du 13 décembre 2002, dont voici un extrait:

« – MISE SUR PIED D'UN CENTRE DE RESSOURCES: mise en réseau des personnes et des compétences en lien avec nos activités de groupe avec pour lignes directrices: la solidarité, le partage, la création de liens et la vie citoyenne. – CRÉATION D'UNE PLATE-FORME D'EXPRESSION ARTISTIQUE: mise en valeur et promotion de talents artistiques des femmes dans la cité. – ANIMATION: espace lecture et coin bistrot, prêts de salle pour d'autres associations et pour des animations.»

## LE CENTRE DE RESSOURCES

Présenté dans le rapport annuel 2002 et à l'assemblée générale du 14 avril 2003, il combine une approche individuelle similaire à celle d'un réseau d'échanges de savoirs (recueil des besoins puis mise en relation des femmes qui ont des demandes avec d'autres femmes prêtes à offrir leurs services) et une approche collective. Cette dernière inclut les activités collectives de F-Information, à savoir l'organisation de séances d'information sur des questions juridiques, professionnelles ou sociales, et l'organisation de groupes centrés autour d'un sujet. Au fond, plus que de nouvelles prestations, on peut parler d'élargissement de celles qui sont déjà proposées, avec l'objectif de les structurer davantage pour mieux tenir compte des besoins exprimés et créer du lien. Ce centre va faire l'objet d'adaptations au fil du temps. Dans le rapport annuel 2004, l'équipe annonce qu'elle prévoit «*d'organiser des moments de rencontres à thème*» en 2005. En février, elle propose par exemple «L'étoffe de nos utopies» en collaboration avec l'atelier Patch Couture, en vue de réaliser une courtépinte dans le cadre de la Marche mondiale des femmes. Le projet est de représenter sous une forme visuelle le projet de charte mondiale des femmes pour l'humanité et de défiler ensemble avec cette banderole en tissu le 8 mars 2005. C'est un grand succès et la courtépinte va voyager jusqu'au Burkina Faso.





28



29



30



31

## L'ESPACE CULTUR'ELLES

L'angle thématique est aussi adopté pour la plateforme artistique à laquelle contribue particulièrement Filigrane, avec le soutien de F-Information (un comité de pilotage est instauré pour les animations). En 2004-2005, le thème « Femmes et écriture » est choisi, tandis que pour la saison 2005-2006, le fil rouge annoncé pour les différentes expositions et animations est le corps. Il faut y ajouter un thème permanent, celui de l'égalité. Le but est de valoriser le travail artistique des femmes. Dans le rapport annuel 2002 figure une déclaration d'intention : « *Face au constat que divers éléments (manque de visibilité, préjugés tenaces envers les femmes artistes, difficulté d'être connue ou considérée à sa juste valeur et prise au sérieux) compliquent la tâche des femmes qui souhaitent assurer leur "promotion" sur un plan artistique et qui doivent souvent le faire dans un isolement relatif, nous avons pensé un "Espace cultur'elles" qui permettrait de mettre en valeur le potentiel des femmes par rapport à leurs actes* ».

*ou à leurs productions artistiques. Cet "Espace" ne sera pas conçu comme un simple lieu d'exposition, mais un lieu où l'art des femmes peut être un facteur d'expression, de questionnement et de réflexion face aux problématiques contemporaines de notre société.»*

À l'intérieur de ce cadre, outre les expositions, Filigrane va prendre des initiatives variées comme l'accueil dans ses rayons de premiers écrits de femmes non publiées, l'organisation d'animations culturelles (lectures de poésie à la Chandeleur, "foire aux bouquines", etc.) et d'échanges sur un sujet défini<sup>9</sup>. La bibliothèque cherche aussi à augmenter son lectorat à travers sa politique d'acquisition et grâce à ses vitrines originales, réalisées autour d'un thème ou d'œuvres d'une artiste.

<sup>9</sup> Quatre brunchs dominicaux sont organisés en 2004, mais leur préparation demande tellement de temps que l'activité est abandonnée.

Après avoir consacré beaucoup d'énergie à s'adapter et à mettre en place ses projets, F-Information s'attache à les consolider tout en portant son attention sur ce qui fait sa spécificité dans le cadre de ses activités habituelles.

## SAVOIR-FAIRE ET FAIRE SAVOIR

En 2004, le RESI-F fête ses 10 ans et F-Information ses 25 ans en 2006 à la salle communale de Plainpalais ; à cette occasion paraît *Etincelles d'ordinaire*, un ensemble de témoignages recueillis puis couchés sur le papier par Brigitte Mantilleri. Du côté des femmes venues à l'association pour y chercher une information, un conseil, du soutien, on souligne la chaleur de l'accueil, la qualité de l'écoute, le soutien qui favorise l'autonomie, la valorisation des compétences, etc.

32





## IDENTIFIER SES SAVOIR-FAIRE: L'EXPLICITATION

Tout cela fait écho au travail effectué par l'équipe en 2005-2006, celui d'explicitation<sup>10</sup> que les permanentes ont mené entre elles afin de mettre à plat leur pratique. Les constats qu'elles en tirent, qui figurent dans le rapport annuel 2006, les confortent dans leur approche: «(...) nous avons toutes, sans exception, le même souci de l'accueil, de cerner l'histoire particulière de chaque femme, et surtout de lui donner tout le respect qui lui est dû. Nous nous sommes rendu compte que, malgré l'absence de protocole formel d'entretien ou de marche à suivre, nos façons de faire sont sensiblement semblables dans le fond, la forme tenant à la personnalité et aux caractéristiques de chacune de nous.» Elles rappellent à cette occasion ce qu'elles ont mis en place pour encadrer et questionner leur pratique, à savoir les interventions, les supervisions et les bilans-évaluations.

<sup>10</sup> Développée par Pierre Vermersch et employée dans plusieurs domaines – notamment les démarches de validation des acquis de l'expérience (VAE) –, l'explicitation est une technique d'entretien qui consiste à faire décrire de la manière la plus détaillée possible le déroulement d'une activité circonscrite, en l'occurrence d'une consultation menée à un moment donné avec une usagère précise, pour faire émerger les différentes ressources qui ont été mobilisées par la conseillère.

## FAIRE CONNAÎTRE CE QUE L'ON PEUT OFFRIR À L'EXTÉRIEUR: L'EXPERTISE

Dans le prolongement de ce travail et de cette prise de conscience, l'équipe amorce une réflexion autour de l'expertise lors de son bilan-évaluation de juin 2007. Le principe est que chacune propose, sur la base de ses savoirs et savoir-faire, une ou deux prestations réalisables à l'externe. De nouveau, il s'agit surtout de formaliser les choses, car les unes et les autres sont déjà régulièrement sollicitées pour intervenir à l'extérieur et la plupart ont des engagements, bénévoles ou non, dans lesquels elles mobilisent leurs compétences. Elles le rappellent dans le rapport annuel 2007: «La pluridisciplinarité qui est la nôtre, et nos diverses activités dans et en dehors du cadre de F-Information, notre connaissance du terrain articulée à nos connaissances théoriques, constituent une importante ressource en ce qui concerne des domaines aussi divers que le droit, le monde du travail, les problématiques genre, la vie de famille ou l'activité associative. C'est pourquoi nous avons décidé de poursuivre cette réflexion de façon à pouvoir, à terme, proposer nos expertises à des organismes de formation ou autres lieux dans lesquels ces questions se posent.»

## LE TRAVAIL EN RÉSEAU PREND DE L'AMPLEUR

Ce sont les forces nommées ci-dessus – combinées à sa mission aux larges contours et à son rôle de relais – qui vont permettre à F-Information de renforcer le travail en partenariat dans cette période-là, en particulier au sein du RAP, et de plus en plus avec les autres associations féminines dans différents groupes de travail, dont le groupe «Réseau Associations Femmes» qui deviendra bientôt le Réseau Femmes.

L'enquête sur les besoins des femmes menée en 2002-2003 par F-Information a permis de déterminer trois principaux domaines d'action autour desquels se sont constitués des groupes de travail sous l'égide du SPPE en 2004. Le premier porte sur le logement et vise notamment la création d'un partenariat entre les associations et les communes afin de pouvoir mettre des logements-relais à la disposition de femmes recherchant une solution temporaire suite à des ruptures dans leur parcours de vie. En 2005, c'est ensemble que Anne Goehner de SOS femmes, Elisabeth Rod-Grangé de Solidarité femmes (AVVEC) et Geneviève Bordry<sup>11</sup> présentent ce projet devant l'Association des communes genevoises. À force de persévérance, il finira par déboucher sur la création de l'association Aux 6 logis en 2016.

Un autre groupe se donne pour mission de recenser les ressources juridiques à disposition des femmes, et un troisième nommé «Foire aux associations» souhaite organiser une journée annuelle d'information publique sur les prestations des associations. Faute d'argent, ce dernier projet sera mis en suspens; il renaîtra des années plus tard et aboutira finalement en juin 2019 aux Bastions de l'égalité, dans le prolongement de la Grève des femmes/grève féministe.

<sup>11</sup> Depuis les débuts de F-Information, le problème lié au logement revient régulièrement dans les consultations; il a d'ailleurs déjà fait l'objet d'au moins un groupe de travail.

C'EST DONC EN 2007 – L'ANNÉE OÙ MICHELINE CALMY-REY, ALORS PRÉSIDENTE DE LA CONFÉDÉRATION, VIENT S'EXPRIMER AU THÉÂTRE DE LA COMÉDIE À L'OCCASION DE LA JOURNÉE DU 8 MARS – QU'EST OFFICIELLEMENT CRÉÉ LE GROUPE RÉSEAU ASSOCIATIONS FEMMES.

Ce réseau ne va pas tarder à s'engager dans des actions destinées, entre autres, à défendre les subventions des associations féminines en faisant valoir leurs spécificités et leurs complémentarités auprès des pouvoirs publics.



33



34

LE RÉSEAU FEMMES NAÎT EN 2007 ET REGROUPE PLUSIEURS ASSOCIATIONS FÉMININES ET FÉMINISTES GENEVOISES AUTOUR DE PROBLÉMATIQUES COMMUNES ET DU PARTAGE DE PRATIQUES PROFESSIONNELLES. IL VA RAPIDEMENT DÉVELOPPER DES PROJETS.

# SOUS LE SIGNE DU RÉSEAU (2008-2014)

Les associations féminines ont travaillé ensemble bien avant de prendre le nom de Réseau Femmes<sup>1</sup>. Début 1986 déjà, plusieurs d'entre elles – l'Association des Familles Monoparentales, l'Association Genevoise pour les Droits de la Femme (AGDF), Viol-Secours, Solidarité Femmes (AVVEC) et F-information – forment un groupe afin de « *rechercher des locaux mieux juxtaposés, mener à bien des projets communs et échanger différentes informations.* »<sup>2</sup> Le projet de locaux n'aboutit pas, mais le groupe met en place des actions communes. Au fil des ans, les associations féminines continuent à coopérer régulièrement autour de questions qui touchent les femmes. Elles sont d'ailleurs majoritaires au sein du Rassemblement des associations privées (RAP), créé en 1995 et qui compte treize membres<sup>3</sup> œuvrant dans le domaine social en 2007.

<sup>1</sup> Il finira par se constituer en association en septembre 2020.

<sup>2</sup> Cf. RA 1986.

<sup>3</sup> Le RAP regroupe Appartement de jour, Arcade 84, Association des Familles Monoparentales, Association Parole, Aspasia, CTAS, Entreprise sociale l'Orangerie, F-Information, Lestime, Solidarité Femmes, SOS-Femmes, Viol-Secours, Voie F.



35

Du fait de sa mission, de la nature de ses activités et de la pluridisciplinarité de son équipe, F-Information est bien placée pour travailler sur des sujets très variés, d'où son implication dans nombre de groupes et de projets.

En partenariat avec d'autres ou bien à l'interne, elle continue à manifester un engagement à toute épreuve au cours de cette période, malgré les incertitudes liées aux subventions qui planent régulièrement au-dessus des associations.

# ITINÉRAIRE D'UN RAPPROCHEMENT

En 2007, les relations entre associations et autorités ne sont pas au beau fixe. L'introduction de la Loi sur les indemnités et aides financières (LIAF) adoptée fin 2005, qui débouche sur la mise en place de contrats de prestations entre l'État et les associations<sup>4</sup>, suscite en effet de nombreuses inquiétudes. La subvention est fixée sur la base de ce contrat et conditionnée par le vote d'un projet de loi de subventionnement au Grand Conseil. Cette nouvelle manière de fonctionner crée une tension et implique la recherche d'un équilibre entre la nécessité de rendre des comptes (notamment à travers des indicateurs quantitatifs qui ne sont pas toujours adaptés à la nature de l'activité, d'où la demande expresse de fixer des indicateurs qualitatifs) et le besoin de préserver la souplesse d'action du monde associatif. Une des principales craintes exprimée dans le rapport annuel de F-Information<sup>5</sup> et dans les pages de son bimestriel est «*le risque d'une bureaucratisation des associations avec une augmentation des charges administratives*<sup>6</sup>».

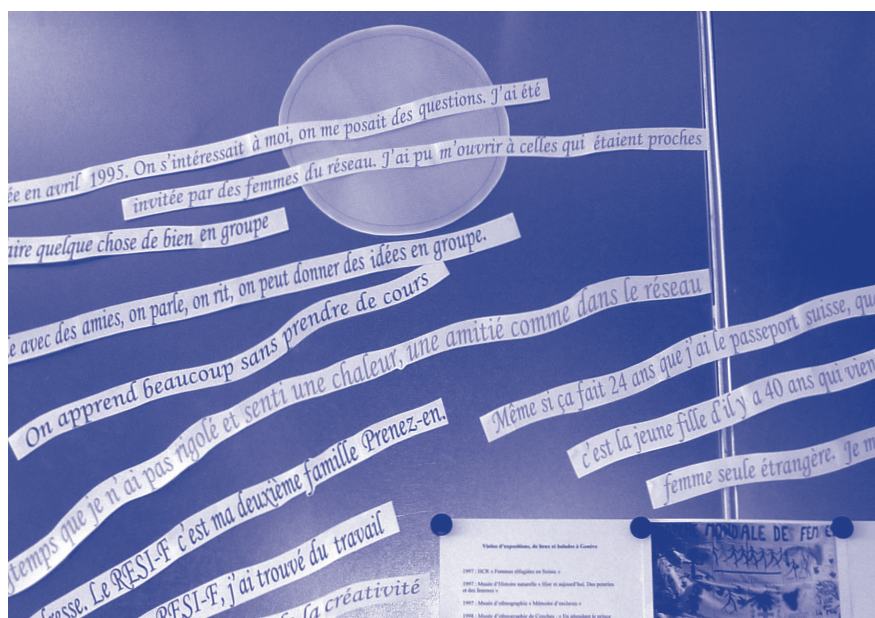
La FARGO<sup>7</sup> et le RAP – qui a déjà effectué un important travail en amont pour se préparer aux nouvelles exigences liées à cette législation – vont unir leurs forces dans l'espoir d'améliorer la situation. Dans un premier temps, cela se traduit par l'organisation le 8 septembre 2008 d'une journée de travail des associations concernées autour de trois thèmes exposés dans le rapport annuel 2008 de F-Information: «1. Le rôle des associations dans la politique publique liée à leur domaine d'activité: interactions entre associations et collectivités publiques. 2. Réseau associatif et visibilité publique. 3. Relations entre les associations et les collectivités publiques par le financement et le contrôle.»

<sup>4</sup> Cf. article d'APRES-GE «Introduction au Forum sur la Loi indemnités et aides financières (LIAF)» paru le 30.11.2010, <https://www.apres-ge.ch/node/32205>.

<sup>5</sup> Son premier contrat de prestations avec l'État est signé en 2008.

<sup>6</sup> Cf. *Nouv'Elles*, numéro de septembre-octobre 2008.

<sup>7</sup> Fédération d'associations privées d'action sociale composée de l'Armée du Salut, Camarada, Caritas, Centre Genevois du Volontariat, Centre LAVI, Centre Social Protestant, La Main Tendue



36



Cet événement auquel participent une cinquantaine d'entre elles donne des résultats si satisfaisants que les deux faïtières décident de poursuivre leur action commune. Elles vont adresser à l'assemblée constituante une pétition intitulée «Pour un véritable partenariat entre l'État et les associations», à la suite de quoi elles seront auditionnées en janvier 2010. Un groupe de travail se crée à ce moment-là sous l'impulsion de la Chambre de l'économie sociale et solidaire (APRES-GE), du RAP et de la FARGO «*afin d'analyser la mise en œuvre de la LIAF et de faire des propositions d'amélioration*<sup>8</sup>.»

<sup>8</sup> Cf. op. cit., article d'APRES-GE du 30.11.2010.

<sup>9</sup> CAPAS: Collectif d'associations pour l'action sociale.

De nouvelles Journées du Partenariat ont lieu en février 2011, incluant des représentant-e-s de l'État et de la Ville de Genève. Quelques mois plus tard, les faïtières vont œuvrer à la création d'un collectif rassemblant leurs membres qui verra officiellement le jour en mai 2012 sous le nom de CAPAS<sup>9</sup>. Les anciennes présidentes des faïtières, Nathalie Favre (FARGO) et Geneviève Bordry (RAP), en deviennent les coordinatrices. Il compte à ce jour pas loin de cinquante associations et poursuit des buts<sup>10</sup> identiques à ceux des deux entités qui lui ont donné naissance.

<sup>10</sup> Cf. onglet Buts du CAPAS <https://www.capas-ge.ch/new/node/674>.

À la même période, les associations féminines membres du RAP et de la FARGO éprouvent le besoin d'échanger autour de thèmes communs et se mettent en réseau.

## CONSTITUTION ET ACTIONS DU RÉSEAU FEMMES

Dans le *Nouv'Elles* de septembre-octobre 2007, Geneviève Bordry écrit: «La première réunion d'un réseau d'associations féminines offrant des prestations aux femmes s'est tenue le 14 juin pour échanger sur les conséquences de la baisse des prestations sociales (...) dans la vie quotidienne des femmes.» Un an plus tard, le 14 juin 2008, l'organisation d'un spectacle à la Maison de quartier de la Jonction, «Médée et autres récits de femmes», permet aux associations du Réseau Femmes de mieux se faire connaître du public. Elles vont continuer à se réunir «*pour défendre les subventions, échanger sur [leurs] pratiques, mener des actions communes et relayer les besoins des femmes*<sup>11</sup>.»

<sup>11</sup> Cf. rapport annuel 2008.

## L'ÉVENTAIL DES PRESTATIONS

Un dépliant en forme d'éventail est également réalisé afin de montrer la richesse et la complémentarité de leurs prestations. Chaque association est présentée au verso d'une fiche tandis qu'au recto sont décrits des parcours de femmes et la manière dont celles-ci sont orientées en fonction de leur situation et de leurs besoins. Le dépliant est envoyé en 2009 à l'ensemble des élu-e-s (canton, Ville et communes genevoises) et des membres des administrations qui s'occupent des subventions. Il sera mis à jour et réédité au fil du temps.

Le principe de complémentarité vient contrer l'accusation de doublon qui remet régulièrement en question la légitimité d'associations considérées comme trop nombreuses et trop similaires dans leurs activités. Dans l'éditorial du rapport annuel 2007, l'équipe de F-Information s'élève contre cet a priori et déclare : « Il ne faut pas oublier que les femmes représentent plus de la moitié

de la population, avec des problématiques aussi multiples que différentes, qui nécessitent des éclairages et des solutions aussi multiples que différentes. Notre expérience du travail en réseau nous montre que, loin d'être de trop, les diverses associations se complètent par les domaines qu'elles couvrent – différents de ceux des services de l'État – et par la spécificité de leurs compétences. À travers leur collaboration, elles contribuent à ce que les mailles du filet social soient aussi serrées que possible, de façon à ne "laisser tomber" entre les mailles qu'un minimum de personnes. Le pari d'un grand nombre d'associations est celui du "un par un", du "cas par cas". Nous sommes convaincues que la société tout entière y gagne. »

## LE RECENSEMENT DES RESSOURCES JURIDIQUES

Dans le prolongement du groupe de travail créé avec le SPPE en 2004 qui s'était donné pour mission de recenser les lieux d'informations et de consultations juridiques, un questionnaire est élaboré en 2008 et adressé aux avocat-e-s de la place de Genève en 2009. L'objectif initial est d'établir un fichier incluant leurs spécialités afin d'orienter au mieux les usagères en fonction de leur situation. Une fois les données recueillies et saisies, un informaticien est mandaté pour créer une base de données, Juris. Celle-ci est lancée en 2010 ; malheureusement faute de temps et d'argent, elle va tomber en désuétude.

D'autres initiatives voient le jour au sein du Réseau Femmes. Certaines vont s'inscrire dans la durée, comme le jobcoaching, d'autres plus ponctuelles ont toutefois une forte portée symbolique et dépassent les frontières comme la Marche mondiale des femmes, ou bien renvoient à la Suisse tout entière comme les 30 ans de l'égalité.

37





## L'INSERTION PROFESSIONNELLE

Après avoir découvert le projet de jobcoaching mené par Flora<sup>12</sup> en Belgique, Chokoufeh Samii décide de le présenter au Réseau Femmes en vue de le transposer à Genève. Intéressées, Camarada-Ici Formation, SOS Femmes et Voie F décident de s'engager dans le projet. Dans le rapport de 2004<sup>13</sup> rédigé par Ines Becquet et Marie-Rose Clinet, voici comment est présentée l'expérience belge: «(...) il avait pour groupe cible final des femmes (et des hommes) en recherche d'insertion répondant aux critères du Fonds Social Européen, c'est-à-dire peu scolarisés ou présentant d'autres facteurs de risques par rapport à l'emploi. Il visait à améliorer la durabilité de l'emploi de ce groupe cible. Sa philosophie peut être résumée en quelques points forts (...): – le jobcoaching est un accompagnement à l'emploi (...); – l'accompagnement à l'emploi est proposé tant à l'employeur qu'à la personne en insertion; – l'accent est mis sur l'autonomisation progressive des personnes coachées; – le jobcoaching vise à favoriser la qualité de l'emploi tant pour la personne en insertion que pour l'employeur; – la perspective de genre est constamment intégrée dans l'action avec pour objectif d'améliorer l'égalité entre les hommes et les femmes à l'emploi.»

Annoncé dès l'été 2009 dans le *Nouv'Elles* de juillet-août, le projet va connaître quelques revers avant que la première étape – une «étude de faisabilité et de pertinence de la mise en place d'une prestation de jobcoaching pour femmes peu qualifiées en difficulté face à l'emploi» – ne soit menée à bien en 2011 et 2012 avec le soutien financier du service Agenda 21 - Ville durable de la Ville de Genève. Le rapport étant concluant, une phase test de quatre mois est conduite en 2013 avec la jobcoach qui sera engagée par la suite, et une demande de subvention est déposée auprès du Fonds chômage<sup>14</sup> de la Ville de Genève en vue de développer cette activité. Après une réponse favorable, le jobcoaching va entrer dans une première période d'expérimentation entre 2014 et 2016. Suite à l'obtention d'un nouveau financement, une autre jobcoach bénéficiant d'un temps de travail accru peut accompagner davantage de femmes entre fin 2016 et fin 2019. Lorsque la fin du Fonds chômage est annoncée, plusieurs dispositifs d'insertion dont le jobcoaching sont menacés de disparition ou de réduction drastique. Des associations féminines genevoises étant concernées, le Réseau Femmes, en concertation avec le CAPAS et Insertion Genève, se mobilise pour préserver ces prestations qui touchent un public bien spécifique: il s'agit souvent de personnes peu qualifiées, issues de la migration, et la proportion de femmes prises en charge y est plus importante que dans les mesures habituelles. Cette forte mobilisation permet d'obtenir le maintien de certaines prestations grâce au vote par le Conseil municipal de subventions nominales attribuées à quelques associations. Le dispositif de jobcoaching doit alors être redimensionné avant de pouvoir reprendre sur de nouvelles bases.

<sup>12</sup> Réseau pour la formation et la création d'emplois avec des femmes.

<sup>13</sup> [https://crehpsy-documentation.fr/doc\\_num.php?explnum\\_id=564](https://crehpsy-documentation.fr/doc_num.php?explnum_id=564).

<sup>14</sup> Créé en 2003 par le Conseil municipal, le Fonds chômage avait pour objectif de permettre à la Ville de Genève de mener une politique active d'intégration socioprofessionnelle. Suite à une importante modification de la Loi cantonale sur le chômage en 2009, ce fonds a été consacré jusqu'à sa disparition en 2019 au financement de projets en lien avec l'insertion développés par des associations et des entreprises sociales et solidaires.

Même s'il n'est pas directement lié au Réseau Femmes, un autre projet d'insertion professionnelle va naître à F-Information en 2009 avant de s'inscrire dans une démarche collaborative: il s'agit d'un service traiteur informel qui s'est créé avec trois femmes migrantes membres du RESI-F. À partir de 2011, un partenariat est établi avec Essaim APRES-GE (chambre de l'économie sociale et solidaire) afin d'offrir une structure qui favorise le développement de cette activité. Baptisé «Gourmandises exotiques», le projet s'arrête en 2013 parce qu'il ne procure pas un revenu suffisant aux trois cuisinières, qui ont en outre besoin d'un accompagnement très conséquent pour gérer leur activité. En 2009 toujours, avec le soutien (entre autres) de la Ville de Genève, des places de stages sont proposées à F-Information et surtout à Filigrane, dans une optique de découverte, de pratique professionnelle et de réinsertion.

Abordée sous l'angle du genre avec l'objectif d'améliorer l'égalité entre les femmes et les hommes dans le domaine du travail, cette question de l'insertion professionnelle n'est pas l'unique élément sur lequel il est possible d'intervenir. C'est pourquoi F-Information et le Réseau Femmes s'impliquent dans différents types d'actions collectives.

## LA LONGUE MARCHÉ VERS L'ÉGALITÉ

Le 13 mars 2010, dans le cadre de la 3<sup>ème</sup> action internationale de la Marche mondiale des femmes qui a pour slogan «*Tant que les femmes ne seront pas libres, nous serons en marche*», environ 8'000 personnes manifestent à Berne contre la violence envers les femmes et contre leur pauvreté. F-Information et le Réseau Femmes y participent en compagnie de plusieurs membres et défilent en brandissant des figures en bois de marcheuses fabriquées pour l'occasion ainsi que la grande banderole en tissu confectionnée par des femmes du RESI-F.

En 2011, F-Information fête ses 30 ans pendant la Semaine de l'égalité organisée du 9 au 14 mai en partenariat avec le SPPE et le Réseau Femmes. Intitulée «30 ans d'égalité, ça vous est égal?», elle renvoie à l'inscription de l'égalité dans la constitution suisse en 1981. Plusieurs événements – projection d'un film documentaire, installation artistique, rencontres, etc. – sont organisés au Forum Meyrin et la semaine se termine avec les États généraux de l'égalité. Des conférences et des débats animés par la journaliste Manuelle Pernoud ont lieu tout au long de l'après-midi du 14 mai. On dresse un état de lieux de l'égalité en abordant cinq thèmes majeurs: la formation - l'éducation; le monde professionnel et politique; le couple, la famille et la parentalité; la violence; la sexualité, le corps et les images. Fruit d'une collaboration entre pouvoirs publics, Université de Genève et associations du Réseau Femmes, un rapport nommé *Cahier de l'égalité entre hommes et femmes à Genève 1981-2011* est édité par le SPPE. Dans le prolongement de cette journée sont publiées *Les 30 recommandations du Réseau femmes* qui s'appuient sur une connaissance fine du terrain et ont pour but de faire avancer concrètement l'égalité.

Et le 14 juin 2011, vingt ans après la première grève des femmes, F-Information participe à la journée d'actions et de revendications organisée par le Collectif du 14 juin.

Tout en menant ce travail en réseau, F-Information poursuit ses propres activités, qu'elle cherche régulièrement à adapter aux besoins des femmes ; bien entendu, l'équipe connaît au passage des changements dans son fonctionnement et sa composition.

EN 2011, CELA FAIT 30 ANS QUE L'ÉGALITÉ EST INSCRITE DANS LA CONSTITUTION SUISSE ET POURTANT LES CHOSES ONT ASSEZ PEU ÉVOLUÉ DANS LES FAITS. PARTANT DE CE CONSTAT, LE SPPE ORGANISE UNE SEMAINE DE L'ÉGALITÉ EN PARTENARIAT AVEC LE RÉSEAU FEMMES. ELLE SE CLÔT LE 14 MAI PAR LES ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ÉGALITÉ, AVEC LA PUBLICATION D'UN CAHIER DE L'ÉGALITÉ ENTRE HOMMES ET FEMMES À GENÈVE 1981-2011 ET DES 30 RECOMMANDATIONS DU RÉSEAU FEMMES.

38



## LES TRIBULATIONS D'UNE ASSOCIATION

En 2009, Anne Mahrer ayant décidé de laisser sa place tout en restant membre du comité, la présidence devient bicéphale : Béatrice Despland et Doris Gerber se présentent ensemble et sont élues. Le système de coprésidence va durer plusieurs années, Brigitte Mantilleri succédant à Béatrice Despland en 2011, à la suite de quoi Doris Gerber assumera seule la présidence à partir de 2015.

À partir de 2009 toujours, le Bureau fédéral de l'égalité finance<sup>15</sup> des prestations en lien avec la Loi sur l'égalité, à savoir les consultations d'orientation professionnelle et une partie des consultations juridiques (droit du travail et Leg). C'est dans ce dernier domaine notamment que des évolutions vont intervenir.

<sup>15</sup> Ce financement ne sera pas reconduit, causant des difficultés financières à F-Information.

## LE JURIDIQUE: UN SECTEUR EN EXPANSION

Comme Sophie de Weck a été l'élément stable du domaine juridique pendant quinze ans, elle a eu une influence importante sur ses orientations jusqu'à son départ fin 2008. En 2000 par exemple, au moment de l'entrée en vigueur du nouveau droit du divorce, elle refuse de faire du divorce « bon marché », parce que cela empièterait sur les autres demandes d'information juridique plus en lien avec la mission de l'association, et aussi parce qu'elle estime que cela constituerait une concurrence déloyale à l'égard des avocat-e-s<sup>16</sup>. Sa position va toutefois évoluer progressivement. Tout d'abord, à partir de 2004 (cf. rapport annuel), même si Sophie de Weck est convaincue qu'il serait préférable qu'elles soient soutenues au tribunal par un-e avocat-e, elle accepte de rédiger des requêtes en mesures protectrices de l'union conjugale pour des femmes dont la demande d'assistance juridique a été refusée alors qu'elles sont dans une situation financière précaire. Dans les années suivantes, il y a aussi une ouverture pour les requêtes communes simples en divorce.

<sup>16</sup> Les personnes qui la sollicitent alors ont en effet largement les moyens de faire appel à un-e avocat-e.

En septembre 2009, une nouvelle juriste est engagée à F-Information. Il s'agit de Fabienne Saunier, qui sera à son tour le pilier du secteur jusqu'à fin 2021. En raison de la constante augmentation des demandes – notamment sur les questions de droit de la famille – qui accroît les délais d'attente pour les rendez-vous, une permanence téléphonique juridique est lancée en novembre 2009. Après un démarrage modeste, elle va peu à peu trouver son rythme de croisière et remplir sa fonction. Par la suite, en 2016, une permanence juridique d'urgence sans rendez-vous sera ouverte le jeudi soir et transformée en seconde permanence téléphonique à partir de 2020.

En 2013, un travail en collaboration avec Camille Maulini (une avocate qui a travaillé en 2012 à F-Information) permet d'actualiser la brochure *Épouses étrangères*, éditée pour la cinquième fois sous le titre *Carte de légitimation et permis Ci: conjointEs ce que vous devez savoir!* Le remaniement de cette publication met de nouveau en lumière le fait que la précarité peut aussi se trouver du côté de la Genève internationale, les conjointes – car ce sont en majorité des femmes qui sont concernées par cette question – étant dépendantes du titulaire principal de la carte de légitimation.

Et en 2013 toujours, F-Information participe à la campagne sur la situation des employées de maison sans statut légal.

## DES ACTIVITÉS COLLECTIVES AU SUCCÈS VARIABLE

2011 voit le lancement des Croc'Infos, nouveau concept d'information collective. Il est initialement prévu que tous les deux mois, pendant la pause de midi, des femmes viennent dans les locaux échanger entre elles et avec deux membres de l'équipe choisies en fonction de leur spécialité autour d'un thème prédéfini (par exemple la ménopause, ou bien le harcèlement au travail). Ces séances vont fonctionner par intermittence jusqu'en 2020, moyennant quelques adaptations, sans toujours trouver leur public.

Les Salons et les activités du RESI-F se poursuivent et continuent à attirer du monde, les rendez-vous mensuels du RESI-F étant souvent fréquentés par 25 à 30 personnes. Une fête est organisée pour ses 15 ans le 18 décembre 2009, puis pour ses 20 ans le 3 mai 2014 à la Maison de quartier de la Jonction : à cette occasion est donnée une représentation de *Elles se donnent du courage*, le premier spectacle de l'atelier-théâtre Femmes d'ailleurs et d'ici dirigé par Catherine Hess. Ce spectacle est repris en novembre 2014 au Grütli dans le cadre de la Quinzaine égalité organisée par le Bureau de la promotion de l'égalité entre femmes et hommes (le SPPE devenu BPE). Par la suite, d'autres spectacles naîtront dans cet atelier.

## L'ESSOR DE FILIGRANE

Quant à la bibliothèque Filigrane, elle voit augmenter d'année en année le nombre de consultations sur place et de prêts de documents. Certaines de ses animations deviennent des rendez-vous réguliers, comme la lecture de poèmes à l'occasion de la Chandeleur<sup>17</sup>, la soirée contes ou la participation à la Journée du livre.

Dès 2010, les bibliothécaires s'investissent dans le projet d'intégrer le Réseau des bibliothèques de Suisse occidentale (RERO), qui gère un catalogue collectif d'environ 220 bibliothèques. Le but, en faisant partie de ce réseau, est de donner une plus grande assise à Filigrane et d'accroître encore sa visibilité, notamment auprès de son public spécialisé et universitaire.

<sup>17</sup> De 2013 à 2018, cette soirée en collaboration avec les éditions Samizdat est même multilingue, car des femmes, parmi lesquelles des membres du RESI-F, viennent lire des poèmes dans leur langue tandis que d'autres les traduisent en français.



39



40



Après une phase de préparation importante, Filigrane rejoint RERO<sup>18</sup> en 2012, ce qui incite les bibliothécaires à trier le fonds documentaire pour conserver parmi les documents archivés ceux que l'on ne trouve pas ailleurs. La politique d'acquisition suit à ce jour la même ligne.

En 2014, plusieurs actions en partenariat sont menées, comme la conception de mallettes pédagogiques avec le BPE pour aborder l'égalité entre filles et garçons d'une part et prévenir les discriminations homophobes d'autre part; une troisième est conçue avec l'association Rinia Contact pour sensibiliser à la question des mariages forcés.

Filigrane propose aussi des bibliographies thématiques, certaines étant rédigées en collaboration avec des associations ou d'autres partenaires comme les bibliothèques municipales de la Ville de Genève et l'Agenda 21, à l'occasion d'événements comme la Semaine de l'Égalité.

Un projet Récits de vie de femmes migrantes est également initié en 2014 avec le RESI-F et l'Unité d'action communautaire (UAC) de Servette/St-Jean/Petit-Saconnex. Le recueil se fait en duo. Avec le soutien de la Ville de Genève, il va aboutir à la publication d'un ouvrage rassemblant douze récits et à la création du spectacle *Cœurs migratoires* qui tournera en 2016.

<sup>18</sup> En 2020, en passant à Swiss Library Service Platform (SLSP), Filigrane accède à un réseau qui s'étend à la Suisse entière.

## RÉAMÉNAGEMENTS AU SEIN DE L'ASSOCIATION

Trois départs interviennent en 2011, dont deux en fin d'année: la juriste Vivianne De Neef prend sa retraite, de même que Marie-Claude Rimaz. Le départ de cette dernière, qui a travaillé près de trente ans à F-Information et s'est progressivement concentrée sur l'accueil, la comptabilité et la coordination, va avoir des répercussions sur l'organisation du travail. En prévision de son départ, un grand débat a lieu sur le fait d'externaliser ou non certaines tâches, ce qui génère des frictions, certaines y étant très opposées. Pour finir, la comptabilité est confiée à la fiduciaire de l'économie sociale et solidaire Comptabilis et un poste fixe d'accueil est créé à partir de 2012. Cette fonction assurée majoritairement par une personne va soulager le reste de l'équipe.

Mais très vite, des coupes budgétaires vont contraindre l'association à faire des économies là où elle le peut en préservant au maximum les prestations et les postes de travail. La décision va donc être prise d'arrêter le journal *Nouv'Elles* début 2013.

Malgré ces revers, les membres de l'équipe poursuivent leur route et continuent à faire des projets. D'expérience, elles savent que les rêves peuvent devenir réalité à force de persévérance. Cette fameuse Maison des femmes qu'elles imaginent en janvier 2013 lors de journées de réflexion à Crêt Bérard ne correspond-elle pas au projet aujourd'hui porté par F-Information pour le Réseau Femmes ?



# UN ENGAGEMENT CONSTANT: RENFORCER LE SOUTIEN AUX FEMMES (2015-2021)

Ce dernier chapitre aborde les années les plus récentes de l'histoire de l'association et rejoint le présent. Depuis sa création, F-Information a fait face à de nombreux aléas et vécu des mutations plus ou moins faciles, parfois douloureuses. Ce qui lui a sans doute permis de tenir le cap jusqu'à ce jour, même par gros temps, c'est à la fois le courage et la capacité à se remettre en question, aussi bien au niveau de l'équipe dans son ensemble qu'au niveau de chaque personne qui la constitue. C'est justement cette aptitude à tisser ensemble l'individuel et le collectif sans les confondre qui fait sa force. Tout comme les entretiens avec les « anciennes », la lecture des archives permet de s'en rendre compte.

« Dans son travail quotidien avec les femmes, notre association se trouve sans cesse sur deux registres distincts : l'individuel et le collectif.

Dans sa charte, il est stipulé que F-Information s'engage

- POUR QUE CHAQUE FEMME ACCÈDE À DES CHOIX DE VIE,
- POUR UNE SOCIÉTÉ SOLIDAIRE DE PARTAGE.

Ces deux registres, tout distincts qu'ils sont, s'articulent pourtant de multiples façons dans le quotidien de nos activités. Et nous nous sommes posé la question de savoir à quels moments ces registres se rencontrent, se contredisent, s'entrechoquent ou s'alimentent. »

Il s'agit d'un extrait de l'éditorial du rapport annuel 2009 qui mériterait d'être cité en entier tant il illustre bien la manière dont l'association tient la ligne de crête entre les deux. Au fil des ans, F-Information est parvenue à négocier des virages parfois délicats sans perdre le sens de sa mission. Grâce au soutien et à l'investissement du comité, l'équipe a pu faire évoluer son organisation de manière pragmatique, tout en continuant à prendre des initiatives pour renforcer le soutien aux femmes dans une perspective égalitaire et solidaire.

41



# S'ADAPTER EN RESTANT FIDÈLE À L'ESPRIT D'ORIGINE

Même si sa vie n'est pas un long fleuve tranquille, l'association a toujours cherché à assurer au mieux les transitions en tenant compte des circonstances. Confrontée à la perspective du départ à la retraite de six personnes entre 2015 et 2021, dont cinq « anciennes », elle s'est efforcée d'anticiper ce qui pouvait l'être.

## LA FIN PROGRESSIVE DE LA COGESTION

Depuis la création de F-Information, l'équipe s'est régulièrement interrogée sur la façon dont chaque membre se situe par rapport à la question de l'égalité salariale, corollaire de la cogestion. Lors du colloque du 2 février 1993 par exemple, il ressort que ce qui justifie l'égalité des salaires est le partage des responsabilités, à savoir une réelle cogestion. On peut lire aussi que c'est un « *principe important de F-Information car [cela] évite la prise de pouvoir<sup>1</sup>* », crainte qui traverse l'histoire de la structure. Pourtant, principe de réalité oblige, il a bien fallu prendre acte des évolutions de la répartition du travail au sein de l'association ainsi que des exigences de plus en plus fortes imposées par les pouvoirs publics accordant des subventions. Initialement tournante, la coordination est née de ces exigences. Lorsqu'il a été constaté, à l'usage, qu'elle reposait principalement sur les épaules de deux personnes en particulier, la différenciation s'est accentuée. L'instauration d'une prime de coordination en 2012-2013 remplit au fond une double fonction : c'est une façon de reconnaître la prise de responsabilité liée à la recherche de fonds et à l'obligation de rendre des comptes aux subventionneurs<sup>2</sup> tout en préservant la situation antérieure, au moins sur un plan symbolique, puisqu'on ne touche pas au salaire horaire.

<sup>1</sup> Cf. *Cahier des comités et colloques* n°11.

<sup>2</sup> Pour cette même raison, une prime pour la personne en charge du RESI-F a été instaurée fin 2015.

Le comité employeur, qui estime indispensable de tenir compte de la réalité du marché du travail, ne serait-ce qu'en vue de recruter certains profils, va impulser le changement en deux temps. En 2017 sont créés le poste de responsable de l'association – avec un soutien juridique pour la partie gestion des ressources humaines – et celui de responsable de Filigrane, et début 2021 est mise en place une nouvelle grille salariale, avec des salaires différents selon les fonctions, sur le modèle de ce qui existe dans des associations comparables. Aboutissement d'un long processus, la fin de la cogestion est entérinée, ce qui n'implique pas pour autant de renoncer à un fonctionnement participatif. Ainsi que le souligne une professionnelle de l'équipe dans un document interne de mai 2021 : « *on ressent cette manière de fonctionner dans les interactions et les prises de décision de l'association. J'apprécie beaucoup cet aspect de la culture de F-information, aligné sur les valeurs féministes.* »

Les changements touchent également l'identité visuelle de l'association et la façon dont elle se présente pour mieux se faire connaître.

## UNE COMMUNICATION EN PHASE AVEC L'ÉPOQUE

Quelques années avant le départ à la retraite de Marie-Christine Musa, secrétaire à F-Information depuis janvier 1988, il devient évident, notamment aux yeux de la coordination, que le travail de secrétariat classique a diminué au profit de tâches qui correspondent davantage à un profil de chargée de communication. Le poste va donc être repensé en même temps qu'est élaboré un plan de communication *« dans le but de renforcer notre visibilité pour informer un plus large public de nos nouvelles prestations et soutenir notre essor dans les prochaines années<sup>3</sup>. »* <sup>3</sup>Rapport annuel 2016.

La précédente réflexion sur l'identité visuelle et la charte graphique date de 1997. Depuis, les innovations technologiques – notamment l'arrivée des réseaux sociaux – ont eu une telle influence sur la manière de communiquer qu'il est devenu nécessaire de remettre l'ouvrage sur le métier. Ce travail d'élaboration se fait entre 2015 et 2017. Le 8 mars 2017, le nouveau site internet est mis en ligne. Dans la foulée, toutes les plaquettes de présentation sont refaites (le dépliant général et celui du RESI-F sont traduits en anglais et un dépliant est spécialement conçu pour faire la promotion des bilans-portfolio de compétences en groupe proposés à F-information depuis 2014), et imprimées avec le nouveau visuel. Si la transmission des informations par courriel se développe, tout comme la consultation du site internet, la documentation<sup>4</sup> papier reste demandée et distribuée, à la fois à l'accueil et dans les consultations individuelles. Enfin, après la disparition des *Nouv'Elles* cinq ans plus tôt, une newsletter trimestrielle rédigée autour d'un thème principal, différent à chaque nouvelle édition, est diffusée aux membres à partir de 2018.

<sup>4</sup>Pour mémoire, c'est en 2012 qu'un important travail de tri et de rationalisation de la documentation a été entrepris dans le but de conserver les informations les plus utilisées.

L'attention portée à l'organisation du travail et à la visibilité de l'association sert au fond un seul et même but: OFFRIR LES MEILLEURES PRESTATIONS POSSIBLES AUX PERSONNES QUI LA CONTACTENT EN QUÊTE D'INFORMATIONS, DE CONSEILS ET DE SOUTIEN. Quand la crise liée à l'épidémie de coronavirus éclate en mars 2020, l'équipe se mobilise pour relever ce nouveau défi: maintenir l'accès aux prestations et la qualité du service dans des conditions d'incertitude totale.

## AU SERVICE DES USAGÈRES

Face aux risques sanitaires, la grande réactivité des membres de l'équipe permet une réorganisation rapide du travail avec le maintien de la plupart des consultations, qui sont données à distance par téléphone ou visioconférence, les informations utiles étant transmises via l'accueil, le site internet et les courriels. Tout le monde découvre l'aspect à la fois pratique et prenant (voire envahissant) des outils numériques, le télétravail devenant la règle pendant les périodes de confinement. Nécessité faisant loi, la session de bilan-portfolio de compétences alors en cours est entièrement réaménagée – avec un accompagnement individuel renforcé – pour permettre au groupe de femmes concernées d'aller au bout de leur démarche.

Des initiatives permettent d'introduire une note d'espoir dans cette période bousculée. Ainsi Fanny Matton, bibliothécaire-documentaliste, décide de proposer en ligne «Des îles avec des ailes», les séances de lecture égalitaires pour enfants de 3 à 6 ans qu'elle anime à Filigrane depuis septembre 2018, faisant profiter un large public de ses talents de conteuse. Elle est épaulée par Sara Kasme, chargée de communication, qui partage à cette occasion ses dons de musicienne.

La crise a pour conséquence immédiate l'explosion des demandes d'aide auprès des associations qui œuvrent dans le domaine social, ce qui a évidemment des répercussions importantes sur leur travail.

## RÉPONDRE À L'ACCROISSEMENT DES DIFFICULTÉS SOCIALES AVEC LE RÉSEAU FEMMES<sup>5</sup>

Avant même que la pandémie n'éclate et que l'afflux des demandes ne provoque leur augmentation, les consultations sociales se développent à F-information suite au recrutement en 2017 d'une collaboratrice diplômée de la Haute école de travail social (HETS), Ludivine Mayer. En plus de ce travail, elle devient référente sociale à l'association Aux 6 logis<sup>6</sup> en mai 2018. À cette date, cette dernière dispose enfin de plusieurs appartements-relais; ils sont destinés à des femmes qui ont besoin d'un accompagnement dans différentes démarches pour améliorer leur situation, afin notamment de retrouver un logement pérenne. Son champ d'intervention s'élargit quasiment du jour au lendemain courant 2020. Avec la crise liée au Covid-19, *«nombre de femmes seules ou avec enfants ont perdu leur travail, voire leur logement, et se sont retrouvées expulsées et/ou à la rue sans toit. Dans ce contexte (...), notre association a su s'adapter rapidement et mobiliser ses ressources. (...) En effet, en juillet 2020, Aux 6 logis a répondu à un appel à projet lancé par le Département de la cohésion sociale et de la solidarité de la Ville de Genève pour créer des places d'hébergement d'urgence. Nous avons été sélectionnées pour ce projet et nous avons ouvert 10 places d'hébergement d'urgence dès le mois d'octobre. Dans cette même période, nous avons aussi été choisies comme association partenaire avec une grande régie de la place qui a souhaité nous voir développer aussi les logements relais, type d'hébergement qui est notre mission première. Confrontées à une crise de croissance sans précédent pour notre jeune association, nous avons dû recruter très rapidement du personnel (une responsable<sup>7</sup> de l'association, des professionnelles pour assurer l'accompagnement social des femmes hébergées dans les logements d'urgence) et augmenter le temps de travail pour le suivi social des logements relais<sup>8</sup>.»*

<sup>5</sup> Les événements dont nous traitons s'inscrivent avant la création en association du Réseau Femmes\*, d'où la conservation de la graphie antérieure.

<sup>6</sup> Créée en 2016 par Aspasia, F-Information et SOS femmes, cette association est l'aboutissement d'un travail de longue haleine, les problèmes liés à l'accès au logement étant bien connus à Genève, et ce depuis longtemps. F-Information s'est beaucoup investie dans ce projet. Aux 6 logis propose des logements relais à des femmes qui se retrouvent dans une situation difficile suite à des violences conjugales, une séparation ou un divorce, la perte d'un emploi, etc. Le projet a bénéficié entre autres du soutien constant de la conseillère administrative Sandrine Salerno.

<sup>7</sup> Il s'agit de Ludivine Mayer.

<sup>8</sup> Extrait du rapport d'activité 2020 d'Aux 6 logis.

Un autre dispositif commun au Réseau Femmes est également très utilisé depuis le printemps 2020: le fonds de solidarité créé en 2017. Dans les jours qui suivent le confinement, les demandes de soutien financier montent en flèche



dans les associations. Au sein du Réseau Femmes, Aspasia, AVVEC et SOS Femmes sont particulièrement sollicitées. Afin d'alimenter le fonds qui s'épuise à toute vitesse pour aider des personnes ayant basculé dans la précarité à survivre, un appel à dons est lancé et une demande de fonds extraordinaire adressée à une grande fondation privée. De plus, suite à un appel à projets, la Chaîne du Bonheur contribue largement à ce fonds.

PLUS QUE JAMAIS, F-INFORMATION S'INSCRIT DANS LE TISSU ASSOCIATIF GENEVOIS en étant membre actif du CAPAS et du Réseau Femmes. Le foisonnement fécond d'idées qui la caractérise favorise l'éclosion de projets en son sein: parfois ils y demeurent, parfois ils se développent à l'extérieur, en partenariat.



42



44



43

45



46





# METTRE SA CRÉATIVITÉ AU SERVICE DE PROJETS COLLECTIFS

Les consultations individuelles demeurent une activité essentielle de l'association, qui porte aussi des projets collectifs.

## L'INTÉGRATION PAR L'ENGAGEMENT CITOYEN

L'idée de «Nous Citoyennes» s'inspire du projet intitulé «Du je au nous» mis sur pied par le réseau Flora en Belgique, qui s'appuie sur le principe de coconstruction. Selon Chokoufeh Samii, qui en est à l'origine en 2016, «Nous Citoyennes» s'inscrit dans le prolongement des échanges de savoirs du RESI-F et d'un désir de certaines participantes de s'engager davantage. L'objectif est de «*permettre à des femmes migrantes peu insérées socialement et professionnellement de faire un projet citoyen utile à la collectivité*»<sup>9</sup>. Une recherche de financement a lieu en 2017 et, avec le soutien de la Ville de Genève et du Bureau de l'intégration des étrangers (BIE) de l'État, la première session organisée en 2018 débouche sur une action citoyenne choisie par les participantes, «Sauver une vie d'un geste». Après une deuxième session en 2019-2020 qui aboutit à une autre action, «Cuisiner ensemble pour mieux se connaître: seniors d'ici et femmes d'ailleurs», «Nous citoyennes» est inclus dans le nouveau pôle Migration, intégration et citoyenneté créé à F-information en 2021, qui comprend aussi le RESI-F et diverses interventions en partenariat. Le pôle a le soutien financier du BIE dans le cadre d'une convention signée avec le Département de la cohésion sociale du canton.

<sup>9</sup> Document interne rédigé par Chokoufeh Samii le 10 mai 2021.

CETTE CONVENTION TÉMOIGNE DE LA RECONNAISSANCE DU TRAVAIL QUE L'ASSOCIATION EFFECTUE DEPUIS PLUS DE VINGT ANS POUR FAVORISER L'INTÉGRATION DES FEMMES MIGRANTES À GENÈVE.

La créativité se déploie également dans le domaine culturel, en lien avec la bibliothèque Filigrane qui, dans le cadre du mandat Cinémathèque en 2015-2016, a pu acquérir grâce à des fonds privés «*de nombreux films de réalisatrices, des portraits de femmes, des œuvres d'écrivaines et d'artistes et des documents rares liés aux questions femmes-genre-égalité*»<sup>10</sup>. Fin 2016, le nombre de DVD spécialisés s'élève à 1'650.

<sup>10</sup> Rapport annuel 2016.



## LES SŒURS LUMIÈRE: NAISSANCE D'UN CINÉ-CLUB FÉMINISTE

En 2017, Samia Swali, nouvelle responsable de Filigrane, fait le constat avec une amie cinéphile qu'il existe toutes sortes de ciné-clubs à Genève, mais aucun mettant en avant des œuvres de femmes, même si le Bureau de la promotion de l'égalité entre femmes et hommes et de prévention des violences domestiques<sup>11</sup> (BPEV) organise quelques projections chaque année dans le cadre du Ciné-club Égalité. Avec d'autres, elles affinent leur projet qui s'inscrit dans un partenariat avec les Cinémas du Grütli. Dans le but de le rendre accessible au grand public, elles font le choix de projeter des films de fiction réalisés par des femmes et montrant des personnages qui sortent des stéréotypes de genre. Elles décident aussi d'organiser à l'issue des séances de projection des discussions avec des professionnelles du monde du cinéma afin de valoriser toutes les femmes travaillant dans ces métiers.

<sup>11</sup> Le BPE est devenu BPEV suite au rattachement de la thématique violences domestiques au Bureau en septembre 2015.

Après une recherche de fonds, la première édition a lieu en 2019 et présente quatre films de réalisatrices qui ont choisi de tourner des œuvres s'inscrivant dans des genres traditionnellement masculins, à savoir l'horreur, le fantastique, le western et le thriller. Voici comment est présenté le ciné-club dans le dépliant de la deuxième édition des Sœurs Lumière, sur le thème de la sororité:

« Pensé comme un espace de réflexion et de débat autour des femmes et du cinéma, il interroge la place de celles-ci aussi bien derrière que devant la caméra en proposant une programmation éclectique, afin de rendre visibles d'autres images et d'autres histoires de femmes, de découvrir de nouvelles héroïnes et des réalisatrices méconnues. »

En créant un ciné-club plutôt qu'un festival, le groupe des Sœurs Lumière a voulu favoriser les échanges avec le public et s'inscrire dans la durée, les projections étant réparties sur plusieurs mois plutôt que d'être concentrées sur quelques jours.

À travers ces exemples, F-information illustre bien son rôle de pépinière de projets. Porter des projets et les accompagner jusqu'au passage de relais ou jusqu'à leur inscription dans un travail en réseau est une constante dans son histoire.

## BASTIONS DE L'ÉGALITÉ: UN MOMENT DE RASSEMBLEMENT

Depuis ses débuts, F-information travaille aussi bien avec les autres associations qu'avec les pouvoirs publics, municipaux comme cantonaux. Dès la création de ce qui s'appelle aujourd'hui le BPEV, elle siège par le biais d'une représentante à la commission consultative égalité ainsi qu'à certaines sous-commissions. Elle participe aussi aux rencontres avec les associations féminines genevoises mises en place à partir de 1999 par Micheline Calmy-Rey, alors conseillère d'État du canton. Côté Ville de Genève, une rencontre annuelle similaire est instaurée à partir de 2007 par Sandrine Salerno, conseillère administrative<sup>12</sup>.

<sup>12</sup> C'est en 2019 qu'est organisée pour la première fois une rencontre conjointe de la Ville et de l'État avec les associations féminines genevoises.

Les relations de longue date tissées avec le BPEV, la Ville de Genève (et l'équipe de l'Agenda 21) et les autres associations genevoises vont permettre la tenue d'un événement d'envergure les 14 et 15 juin 2019 : les Bastions de l'égalité. Née en 2004 et portée par F-information et d'autres structures associatives sous le nom de Foire aux associations mais abandonnée faute d'argent, l'idée est relancée en 2016 par Stéphanie Metzger, alors présidente du Comité de liaison des associations féminines genevoises (CLAFG). Un comité de pilotage (au sein duquel F-information joue un rôle moteur) composé de représentant-e-s du Réseau Femmes, du CLAFG, de l'Université de Genève-Service Égalité, du BPEV et de la Ville de Genève (Agenda 21) se constitue en vue d'organiser la Plaine de l'égalité à Plainpalais. D'abord prévue en juin 2018, elle est reportée aux 14 et 15 juin 2019 pour cause de Coupe du monde de football, si bien qu'elle a lieu dans le prolongement de la Grève des femmes/grève féministe.



48

L'objectif est de rassembler dans un événement à la fois festif et fédérateur des associations qui œuvrent pour l'égalité de genre et la diversité. Il s'agit de montrer au grand public, sous forme de stands à thème et d'activités accessibles, quels sont les enjeux et les problématiques, et de quelle manière il est possible d'y répondre.

Le processus pour le faire advenir est long et complexe : il implique une importante recherche de fonds (le budget final s'élèvera à 200'000 francs), une énorme préparation et une coordination considérable entre les différents partenaires – des groupes de travail thématiques sont créés pour réfléchir ensemble aux futures animations – ainsi qu'avec la Grève des femmes/grève féministe. Pas loin de 70 associations participent à ces Bastions, qui se tiennent dans le parc du même nom. La logistique est telle que l'on doit faire appel à deux chargées de projet. L'équipe se mobilise en amont de l'événement et la bibliothèque Filigrane joue un rôle central dans la distribution du matériel pour la grève et la diffusion des informations. Sa situation en arcade lui assure une grande visibilité et sa vitrine attire beaucoup de monde. Chaque semaine, les bibliothécaires affichent les nouveaux chiffres publiés à partir du 8 mars par le collectif pour la grève des femmes de l'Office fédéral de la statistique (OFS), qui mettent en évidence la persistance des inégalités entre les femmes et les hommes dans de nombreux domaines. Des appels aux membres de l'association sont lancés afin de les inciter à se joindre à la manifestation, et un atelier pancartes est organisé avec le RESI-F. Des banderoles sont aussi confectionnées à F-information et suspendues aux fenêtres.

Le jour J, l'équipe tient un stand le matin devant l'arcade de Filigrane avant d'aller défiler durant l'après-midi avec le Réseau Femmes, derrière une immense banderole réalisée pour l'occasion. L'arrivée de la manifestation aux Bastions coïncide avec le début de la fête des Bastions, le soir du 14 juin. Dans le prolongement de la journée du 15, un répertoire des prestations des associations féministes de Genève est établi et alimente une plateforme baptisée OrFeGe (organisations féministes de Genève), dont le lancement public est prévu en 2021.

LA GRÈVE DES FEMMES/GRÈVE FÉMINISTE SE PRÉPARE DANS UNE GRANDE EFFERVESCENCE ET LE 14 JUIN 2019, UNE MARÉE VIOLETTE DÉFERLE DANS TOUTE LA SUISSE. PLUS DE 500'000 PERSONNES DÉFILENT EN BRANDISSANT DES PANCARTES ORNÉES DE SLOGANS REVENDICATIFS ET HUMORISTIQUES.



LE MÊME JOUR À GENÈVE, UNE SOIRÉE FESTIVE PERMET DE LANCER LES BASTIONS DE L'ÉGALITÉ EN MUSIQUE. LE 15 JUIN, JOURNÉE D'ANIMATIONS LUDIQUES ET PÉDAGOGIQUES, ENVIRON 70 ASSOCIATIONS SONT RÉUNIES POUR ACCUEILLIR UN PUBLIC AUTOUR DE SEPT PÔLES THÉMATIQUES: ARTS, CULTURE ET MÉDIAS; ÉGALITÉ, GENRE ET FÉMINISMES; INTERSECTIONNALITÉ; FAMILLES, JEUNESSE, ÉDUCATION ET ORIENTATION PROFESSIONNELLE; SANTÉ ET SEXUALITÉS; TRAVAIL, ÉCONOMIE, FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLE; VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES.



## QUELQUES NOUVEAUTÉS ET PERSPECTIVES À F-INFORMATION

Nous arrivons au terme de cet ouvrage et il est évident que tout n'a pas été dit sur l'histoire de l'association. Tout au long de l'écriture, l'objectif a été d'aborder les choses sous un angle à la fois chronologique et thématique afin d'éviter une énumération pouvant se révéler fastidieuse à la lecture. Il paraît toutefois important d'indiquer avant de conclure quelques nouvelles prestations proposées à partir de 2020 et 2021.

Depuis plusieurs années il est question de donner une session de bilan-portfolio de compétences pour mères au foyer souhaitant reprendre une activité professionnelle rémunérée. Or il se trouve que la démarche, longue et exigeant un important travail personnel, ne convient pas à des femmes dont l'emploi du temps est rythmé par les contraintes familiales. Aussi, pendant le confinement, un travail a été effectué au sein du pôle professionnel pour adapter la démarche et la transformer en atelier de cinq séances. Les deux sessions qui ont déjà eu lieu ont été très appréciées des participantes. Quant au bilan-portfolio de compétences, il est à présent proposé également en individuel. En outre, depuis février dernier, une juriste qui s'est formée à la médiation propose une nouvelle prestation pour les couples et les familles qui en auraient besoin.

Enfin, l'équipe étant en plein renouvellement et la responsable à quelques mois de la retraite, la nécessité d'une nouvelle réflexion sur l'organisation, les orientations et le futur de F-information se fait sentir. Elle se tiendra avec l'appui du comité dans les mois à venir.

## À SUIVRE...

En embrassant du regard les quatre décennies écoulées, on se rend compte à quel point la trajectoire de l'association est cohérente : tous les projets qui y sont nés, qui s'y sont développés, dans l'échange entre collègues ou dans un partenariat stimulant et fructueux avec d'autres, et qui ont poursuivi leur route au sein de F-information ou ailleurs, correspondent à l'esprit dans lequel les fondatrices l'ont créée. Si l'équipe s'est renouvelée au fil du temps, l'énergie et l'enthousiasme des débuts sont intacts. Les limites aussi sont demeurées les mêmes, contraintes surtout liées au temps et aux moyens financiers ; et pourtant, d'une façon ou d'une autre, les choses finissent par se faire, avec les adaptations nécessaires, en évoluant pour demeurer en phase avec l'époque.

L'histoire que nous avons racontée ici se poursuit. Elle est si riche qu'elle aurait mérité davantage de développements. Espérons que cet ouvrage donnera envie à d'autres de l'explorer sous de nouveaux angles, selon des perspectives différentes. Quand on s'intéresse à des organisations qui portent des engagements importants comme ceux en faveur de l'égalité et de la solidarité, on aimerait leur souhaiter longue vie tout en espérant que dans un avenir pas trop lointain, les problèmes qui ont mené à leur création seront résolus, les rendant de facto caduques. On peut aussi imaginer que ces structures continueront à évoluer pour répondre aux nouveaux défis qui ne manqueront pas de surgir.



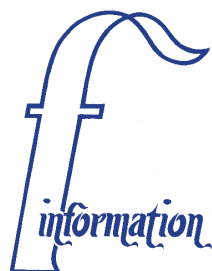


# DOCUMENTATION

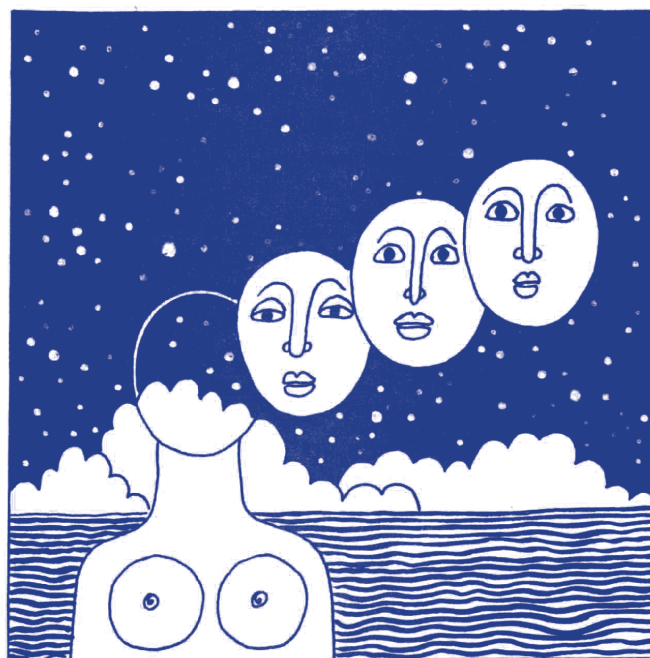
## ANNEXE

# SÉLECTION DE DIFFÉRENTS SUPPORTS DE COMMUNICATION ET LEUR ÉVOLUTION VISUELLE

## LE LOGO AU FIL DES ANS



## LES ILLUSTRATIONS DE MAYA GUIDI



*UNE FEMME INFORMÉE EN VAUT DEUX*

## DIVERS SUPPORTS DE COMMUNICATION

**CENTRE F-INFORMATION**  
1, RUE DES BARRIERES  
TAVERNE DE LA MADELEINE, 2<sup>e</sup> ETAGE  
TEL. 21.28.28

**CENTRE F-INFORMATION** ANNEXE VI

**S'INFORMER  
DIALOGUER  
S'ORIENTER**

**HEURES D'OUVERTURE:**  
DE 14<sup>30</sup> H. A 18<sup>30</sup> H. DU MAR. AU VEND.  
SAMEDI DE 13 H. A 17 H.

**GROUPE DE FORMATION ORPER**  
ORIENTATION PERSONNELLE  
CONNAISSANCE DE SOI-MÊME  
ET DE SA SITUATION DE FEMME  
DANS LA SOCIÉTÉ,  
DANS LA FAMILLE.

**CENTRE F-INFORMATION**

**S'INFORMER  
AU FEMININ  
DIALOGUER**

**S'ORIENTER**  
PERSONNELLEMENT  
PROFESSIONNELLEMENT  
SOCIALEMENT

1, rue des Barrières (2<sup>e</sup> ét. Taverne de la Madeleine) Genève Tél. 21.28.28

1984

**LE FEMIBUS**

LIRE S'INFORMER DIALOGUER

**LE FEMIBUS**

LIBRAIRIE L'INÉDITE

CENTRE F-INFORMATION

Afin de rencontrer les femmes dans leur quartier, leur commune, afin de connaître leurs besoins, F-Information et la Librairie l'Inédite se sont déplacées par l'intermédiaire d'un bus itinérant, dans le quartier de Florissant et dans la commune de Meyrin.

Ce bus a été conçu de façon à ce que les personnes puissent y faire ce qu'elles veulent.

**F-INFORMATION**

**RAPPORT ANNUEL 1992**

UNE FEMME INFORMÉE EN VAUT DEUX

CENTRE F-INFORMATION  
1, RUE DES BARRIERES  
TAVERNE DE LA MADELEINE  
2<sup>e</sup> ETAGE  
TEL. 21.28.28

- 22 -

**DANS NOS NOUVELLES**

ASSURANCE MATERNITE

A QUOI SERT LA FEMME AU FOYER ?

**LE LOGEMENT, UN DROIT POUR**

Restaurant "Les Miroirs" - 7, place des Grottes

**LES FEMMES ET**

SOLIDARITE AVEC LES FEMMES EN BOSNIE-HERZEGOVINE

APPEL D'AIDE !

**QUELS SONT MES DROITS VIS-A-VIS DE MA CAISSE-MALADIE ?**

**pro-juventute**

Centre des femmes de Montréal  
Women's Centre of Montreal

**LE MYTHE DU PARENT**  
ou la peur continue

**ORPER**  
Groupe pour femmes vivant seules et femmes célibataires





## 5.7 COLLABORATION AVEC LES AUTRES ASSOCIATIONS

NOUS AVONS SOUTENU OU COL



Bibliothèque  
**f**iligrane

67, rue de la Servette - 1202 Genève  
TPG arrêt Poterie  
Tél. 022 740 31 41  
filigrane@f-information.org  
www.f-information.org/filigrane

Horaires

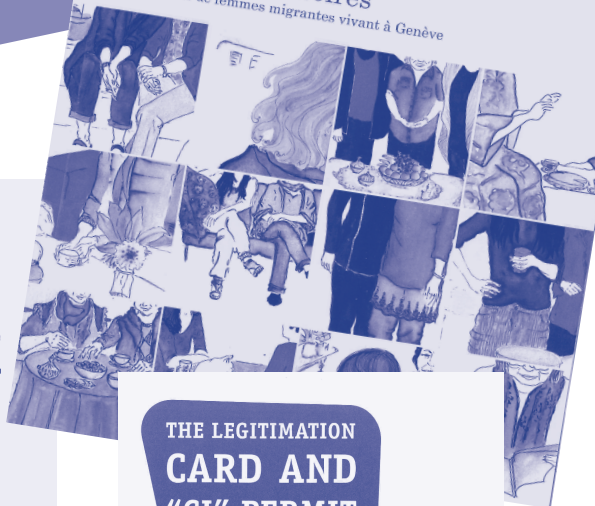
lundi 14h - 18h  
mardi 12h - 16h  
mercredi 10h - 12h et 14h - 18h  
jeudi 14h - 19h  
vendredi 14h - 18h

Filigrane est la bibliothèque de  
f-information  
Espace d'accueil et d'orientation pour femmes et familles

Bibliothèque  
**f**iligrane  
femmes, genre, égalité

Lire,  
découvrir,  
imaginer

Cœurs migratoires  
12 récits de femmes migrantes vivant à Genève



## LES FEMMES, C'EST FORMIDABLE

Bilan et perspectives  
du féminisme à Genève



Ouvrage collectif  
Préface de Benoîte Groult

F-INFORMATION-GENÈVE

THE LEGITIMATION  
CARD AND  
"CI" PERMIT

What you  
should know  
as a spouse!



# LES STATUTS DE F-INFORMATION

## STATUTS =====

### CENTRE F-INFORMATION

#### CONSTITUTION

##### Article 1er

Sous la dénomination de centre F-information, un centre cogéré d'informations et de rencontres des femmes a été constitué conformément aux présents statuts et aux articles 60 et suivants du code civil suisse, sous la forme d'une association sans but lucratif dont le siège est à Genève.

#### BUT

##### Article 2

Le centre a pour but de permettre aux usagères (ers) de trouver les informations concernant les femmes, de se prendre en charge, de se rencontrer et de s'organiser.

A cette fin le centre :

- regroupe toute la documentation concernant les femmes dans tous les domaines afin de répondre à leur demande spécifique ou de les orienter correctement vers les possibilités existantes,
- développe l'accueil et l'écoute visant à faciliter l'expression des besoins éprouvés par les femmes,
- crée un lieu de rencontres pour des groupes, des associations diverses ayant trait à la condition des femmes,
- organise et anime des groupes d'échange et de réflexion.

./.

## MEMBRES

### Article 3

Le centre se compose :

- a) de membres individuels actifs, soit toute usagère (er) du centre, ayant demandé son adhésion.
- b) de membres collectifs actifs, soit tout groupe ou association intéressée par le travail du centre, ayant demandé son adhésion.
- c) de membres de soutien, soit toute personne physique ou morale ayant contribué à la réalisation du but social du centre, élue par l'Assemblée générale.

## COTISATIONS

### Article 4

Une cotisation annuelle permet d'acquérir la qualité de membre actif et de participer à la cogestion du centre.

Le montant de cette cotisation est fixé chaque année par l'Assemblée générale.

## RESSOURCES

### Article 5

Les ressources du centre sont constituées par les cotisations annuelles des membres actifs ainsi que par toute subventions, dons ou legs.

### Article 6

Les engagements et responsabilités du centre sont uniquement garantis par ses fonds, les usagères (ers) membres individuels et collectifs et les membres de soutien étant exonérés de toute responsabilité financière quelconque.

ORGANES

Article 7

Les organes du centre sont :

- l'Assemblée générale
- le Comité

L'ASSEMBLEE GENERALE

Article 8

L'Assemblée générale est le pouvoir suprême du centre, elle est formée de toutes les usagères (ers) membres individuels, d'un délégué de chaque membre collectif et des membres de soutien ou de leur suppléant.

Elle dessine les orientations du centre et en définit l'organisation.

Elle est convoquée par le Comité quinze jours d'avance, une fois par an et à titre extraordinaire chaque fois que le Comité ou le cinquième des membres en fait la demande.

Article 9

L'Assemblée générale élit le comité et prend les décisions majeures relatives à l'existence du centre.

Elle règle les affaires administratives qui ne sont pas du ressort du Comité.

Elle approuve les comptes et donne la décharge au Comité sortant.

./.

#### Article 10

L'Assemblée générale est valablement constituée quel que soit le nombre des membres présents.

Les décisions de l'Assemblée générale sont prises à la majorité absolue du nombre des votants.

Toute proposition ou motion doit être présentée 10 jours au moins avant la date de l'Assemblée générale.

#### DROIT DE VOTE

#### Article 11

Les usagers (ers) membres individuels et collectifs et les membres de soutien exercent un droit de vote égal au sein de l'Assemblée générale.

Le droit de vote peut être exercé par correspondance.

#### COMITE

#### Article 12

Le Comité assure l'administration courante du centre, il dispose à cet effet des fonds nécessaires.

Il exécute les décisions de l'Assemblée générale.

Il engage le personnel indispensable à la bonne marche du centre.

Il représente le centre dans les rapports avec les tiers en conformité des statuts.

Il est chargé de l'élaboration du règlement interne concernant l'exploitation du centre.

./.



#### Article 13

Le Comité est composé au minimum de cinq membres et au maximum de quinze membres élus pour deux ans, immédiatement rééligibles.

Le Comité s'organise en son sein et se répartit les tâches selon son choix.

Le Comité peut s'adjoindre d'autres membres pour des tâches spéciales.

Le Comité désigne les personnes engageant le centre par leur signature.

Elles engagent le centre par leur signature collective à deux.

#### Article 14

Le Comité se réunit aussi souvent que les circonstances l'exigent.

#### Article 15

Le Comité statue, sous réserve du recours à l'Assemblée générale, sur l'admission des membres individuels et collectifs actifs ainsi que sur les radiations et démissions éventuelles.

#### Article 16

L'usagère (er) membre individuel et collectif et le membre de soutien ayant causé un préjudice important au centre pourra en être exclu.

L'intéressé pourra recourir dans les 30 jours à l'Assemblée générale par lettre adressée au Comité.

### DISSOLUTION

#### Article 17

La dissolution du centre peut être prononcée en tout temps lors d'une assemblée générale extraordinaire spécialement convoquée à cet effet.

L'Assemblée générale décidera de la destination de l'Actif éventuel.

./.

DISPOSITIONS FINALES

Article 18

Les présents statuts ont été adoptés et approuvés par l'Assemblée générale du 23 mars 1981.

Signatures :

Micheline Burkardt



Aimée Stern



Marianne Frischknecht



Anne Lacroix



## LÉGENDES ET CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

- P. 8 1 Animation atelier | 1985  
P. 11 2 La Madeleine: 1<sup>ers</sup> locaux | 1981-1993  
P. 13 3 Centre F-Information | 1985  
P. 14 4 Centre F-Information | 1985  
P. 18 5 Femibus | 1984  
P. 23 6 Soirée pour Marcelline & Jeannie | 1987  
P. 28 7 Soirée Marcelline & Jeannie | 1987  
P. 30 8 Action Couche-culotte | 1988  
P. 36 9 Débuts du RESI-F | 1994-1995  
P. 43 10 Journée du 8 mars: manifestation | 2007  
P. 44 11 19, rue de la Servette | 1994  
P. 46 12 Débuts du RESI-F | 1994-1995  
P. 49 13 RESI-F: fêtes et sorties | 1996-1997  
P. 50 14 *Nouv'Elles*, Marche mondiale des femmes | 2000 | © Marie-Claude Rimaz  
P. 55 15 RESI-F: fêtes et sorties | 1998-2003  
P. 57 16 Filigrane: inauguration | Photo d'une partie de de l'équipe | 1998  
P. 58 17 Filigrane: maison rue de la Tannerie | 1998  
P. 60 18 *Nouv'Elles*, Marche mondiale des femmes | 2000 | © Bettina Jacot-Descombes  
19 *Nouv'Elles*, Marche mondiale des femmes | 2000 | © Bettina Jacot-Descombes  
20 *Nouv'Elles*, Marche mondiale des femmes | 2000 | © Marie-Claude Rimaz  
P. 61 21 20 ans de F-Information | 2001 | © Bettina Jacot-Descombes  
P. 62 22 *Nouv'Elles*: inauguration du 67, rue de la Servette | 2004  
23 Équipe au 67, rue de la Servette | 2003 | © Nathalie Sabato  
P. 63 24 Marnod: équipe au travail | 2002  
P. 64 25 *Nouv'Elles*: nouveaux locaux | 2003  
26 F-Information & Filigrane: banderole | 2004  
P. 66 27 Marnod: l'équipe se détend | 2002  
P. 68 28 Marche mondiale des femmes: défilé avec femmes en tissu | 2005  
29 Marche mondiale des femmes: atelier de confection courtepointe | 2005  
30 Marche mondiale des femmes: défilé avec courtepointe | 2005  
31 Marche mondiale des femmes: courtepointe devant Filigrane | 2005  
P. 69 32 RESI-F: sortie | 2004-2005  
P. 71 33 MLLF, mouvement de libération des livres de femmes: trio devant Filigrane | 2007  
34 Auditoire face à Micheline Calmy Rey le 8 mars | 2007  
P. 72 35 Marche mondiale des femmes: banderole et marcheuses en bois | 2010  
P. 73 36 20 ans du RESI-F: panneau de citations | 2014  
P. 75 37 Marche mondiale des femmes | 2010  
P. 78 38 14 juin: information sur la grève des femmes devant Filigrane | 2011  
P. 80 39 Chandelur: soirée lecture de poèmes à la bibliothèque Filigrane | 2013  
40 Chandelur: lecture de poèmes par une membre du RESI-F | 2013  
P. 82 41 Photo d'une partie de l'équipe pendant la manifestation du 14 juin | 2019  
P. 86 42 Chandelur: soirée poésie | 2016  
43 Réseau Femmes à la manifestation du 14 juin | 2019  
44 Atelier peinture de banderoles pour le 14 juin | 2019  
45 Réouverture de la bibliothèque Filigrane après le 1<sup>er</sup> confinement | 2020  
46 Drapeau de la grève des femmes | 2019  
P. 87 47 Participantes du projet Nous Citoyennes | 2019  
P. 89 48 Manifestation du 14 juin | 2019  
P. 90 49 Stand d'information sur la grève des femmes | 2019  
50 Après l'arrivée de la manifestation aux Bastions | 2019  
51 Pancarte du 14 juin: «Patriarchy is ovaire» | 2019

## BIBLIOGRAPHIE DES OUVRAGES PUBLIÉS PAR F-INFORMATION

### *F-information*

Répertoire de plus de 300 adresses pour les femmes,  
1<sup>ère</sup> édition Hospice Général en 1979 | 11 éditions jusqu'en 2008 | env. 200 pages.

### *Épouses étrangères,*

Informations utiles pour les épouses de travailleurs étrangers, de fonctionnaires internationaux et de diplomates | 36 pages | plusieurs éditions entre 1986 et 2013 (5<sup>ème</sup> édition), date à laquelle elle change de titre et devient *Carte de légitimation et permis Ci : conjoint-e-s ce que vous devez savoir!*

### *Ces déesses qui nous habitent*

Une typologie des femmes inspirée par la mythologie grecque, suivie de textes choisis d'un atelier d'écriture | 1989 | 95 pages.

### *Les Femmes, c'est formidable*

Bilan et perspectives du féminisme à Genève, ouvrage collectif, préface de Benoîte Groult | 1989 | 120 pages.

### *Femmes pauvres dans ville riche*

Enquête réalisée en collaboration avec le BED (Bureau de l'égalité des droits entre homme et femme), Lucienne GILLIOZ, Chokoufeh SAMII, Jeannie CORAY | 1991 | 93 pages.

### *Femmes, quels salaires ?*

Édité par le Bureau de l'égalité sous la forme de classeur | 1994.

### *Divorce: quelles conséquences financières pour les femmes ?*

Brochure d'informations juridiques | éd. 1994 (réactualisée en janvier 1997) | 45 pages.

### *Écrire pour devenir*

10 ans d'ateliers d'écriture, textes choisis, ouvrage collectif | 1996 | 102 pages.

### *Étincelles d'ordinaire*

Recueil de témoignages réalisé par Brigitte MANTILLERI pour les 25 ans de F-Information | 2006 | 52 pages.

### *Cœurs migratoires*

12 récits de femmes migrantes vivant à Genève, Mylène PETREMAND (coordination éditoriale) et Isabelle ROUX (illustrations), coédition F-Information et Ville de Genève | 2016 | 299 pages.

## REMERCIEMENTS CHALEUREUX

AUX MEMBRES DE L'ÉQUIPE D'HIER ET D'AUJOURD'HUI qui font vivre cette association, – AUX MEMBRES DU COMITÉ depuis sa création pour leur travail et leur soutien, – À TOUTES LES PERSONNES BÉNÉVOLES qui offrent leur temps et leurs compétences, – À TOUTES CELLES qui, d'une façon ou d'une autre, participent à l'aventure, – À LA VILLE DE GENÈVE pour avoir financé la rédaction de cet ouvrage, ce qui lui a permis de voir le jour, – AUX DEUX ARCHIVISTES DE CLIO ARCHIVES, Marion Destraz et Séverine Gaudard; en traitant le riche fonds archivistique de F-information, elles ont grandement facilité le travail de recherche, – AUX GRAPHISTES DU COLLECTIF INSOLITE, Laure Simeon et Joyce Vuille, pour leur créativité et leur patience, – AUX FONDATRICES ET AUX « ANCIENNES » DE F-INFORMATION qui m'ont accordé un entretien à ce jour, pour leur généreux partage (et d'avance merci à celles qui se prêteront au jeu à l'avenir), – AUX COLLÈGUES DE L'ÉQUIPE ET AU COMITÉ D'AUJOURD'HUI; c'est un plaisir de travailler et d'échanger avec vous, – aux personnes qui ont accepté de relire ce texte, – À TOUTES CELLES qui m'ont encouragée et soutenue tout au long de ce travail.

## IMPRESSUM

ÉDITEUR: F-information, août 2021

RÉDACTION: Mélanie Blanc-Jouveaux

GRAPHISME: Joyce Vuille et Laure Simeon, [www.collectif-insolite.ch](http://www.collectif-insolite.ch)

IMPRESSION: Imprimerie Coprint

CARACTÈRES TYPOGRAPHIQUES: Prophet (Dinamo), Messina Serif (Luzi Type)

PAPIERS: Holmen Trend et Lessebo Natural (Fischer Papier)

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de la Ville de Genève.



## «ÊTRE ET EN DEVENIR,

Au fil des rencontres au sein du comité, des activités communes, des discussions spécifiques ou à bâtons rompus, ce qui ressort, c'est l'incroyable capacité de F-information à être dans le présent tout en songeant constamment à l'avenir, à écouter les histoires individuelles tout en songeant au projet commun, à subir les tracasseries, chamboulements, changements au sein de l'équipe et autres bousculades financières, tout en s'inscrivant fièrement dans la durée.

La recette réside peut-être dans une certaine légèreté dans l'entêtement, un sourire dans l'adversité. Et sûrement dans l'équipe elle-même, capable d'intégrer des nouvelles têtes bien faites, de tenir compte de leurs idées et des nouveautés, tout en gardant, mine de rien, la ligne directrice.

Tout cela se traduit par des activités qui se répètent au cours des ans, tout simplement parce qu'elles sont nécessaires, et de nouveaux projets qui émergent année après année. Cela se traduit également par une capacité à s'émerveiller, à s'enthousiasmer pour des idées nouvelles tout en ne perdant pas le fil de la mission première. Un habile mélange de déraison – eh oui, il faut être un peu déraisonnable pour travailler avec un idéal dans un monde du «tout économique» – et de raison, à garder forcément, puisqu'il faut guider, suivre, entourer et motiver les femmes qui en ont besoin.

## REMETTRE L'OUVRAGE SUR LE MÉTIER

Tout cela n'est possible que parce qu'envers et contre tout, à F-information, on se donne le temps de réfléchir, de prendre du recul et surtout, surtout le temps d'écouter chaque femme qui se présente, de considérer son histoire comme singulière.

## DU SINGULIER À L'ENSEMBLE

Et puis, fascinante alchimie, c'est que chaque histoire personnelle finit par raconter une histoire commune, celle des conditions de vie des femmes ici et ailleurs. La magie de F-information réside dans la capacité à voir l'ensemble tout en focalisant sur un détail. Cette capacité permet de créer toujours de nouveaux projets qui partent d'une observation, d'une situation, font le lien avec d'autres et aboutissent à un tout.»

Brigitte Mantilleri,  
Coprésidente du comité  
de F-information, *extrait*  
*de l'éditorial du rapport*  
*d'activité 2013.*